Mai
2018

Controverses

Forum pour une Gauche Communiste Internationaliste

2018 : actualité de la crise du capitalisme

- Crise – Conflits – Lutte des classes – Populisme
- Les crypto-monnaies

1968 : cinquantenaire de Mai-Juin 68

- La signification des luttes de 1966 à 1972 (Ire partie)
- Casques blancs et boucliers noirs
- Voyage en outre-gauche

1918 : centenaire de la révolution allemande

- Les Conseils ouvriers en Allemagne 1918-1923
- L'hôtel Eden dans la nuit des temps
- Fiction théâtrale et réalité historique

1818 : bicentenaire de la naissance de Marx

- La société se complexifie-t-elle dans le temps ?

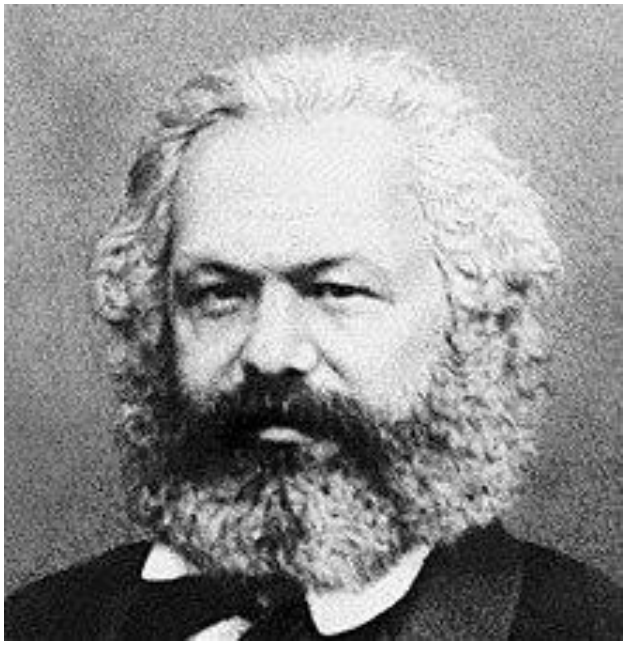
L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

n°5 Deux numéros par an 5 €

Présentation du n°5 de *Controverses*

1818 – 1918 – 1968 – 2018

1818 : bicentenaire de la naissance de Marx



Fils d'un avocat dans une famille libérale et démocrate de Trèves, rien ne prédestinait Marx à devenir le théoricien et le révolutionnaire communiste qu'il fut. C'est au contact des conflits de classes de son temps et des premiers écrits socialistes qu'il évolua progressivement vers le communisme dont il en dégagea les principaux fondements. Il dota ainsi la classe ouvrière des outils théoriques et organisationnels pour son émancipation. Mais plus encore que ses analyses, dont certaines sont forcément datées, c'est surtout une méthode qu'il nous a légué : *« toute la conception de Marx n'est pas une doctrine mais une méthode. Elle ne fournit pas de dogmes tout faits mais des points de repère en vue d'une recherche allant plus loin et la méthode pour cette recherche »* (Engels, lettre à Sombart du 11 mars 1895). C'est ce patrimoine qui a été avili, puis souillé, par la social-démocratie, d'abord, et le stalinisme, ensuite, qu'il s'agit de faire revivre afin de renouer avec le nécessaire approfondissement de la théorie marxiste dans tous les domaines. C'est le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre. C'est dans cet esprit que nous avons rédigé un article consacré à une implication peu abordée du matérialisme historique.

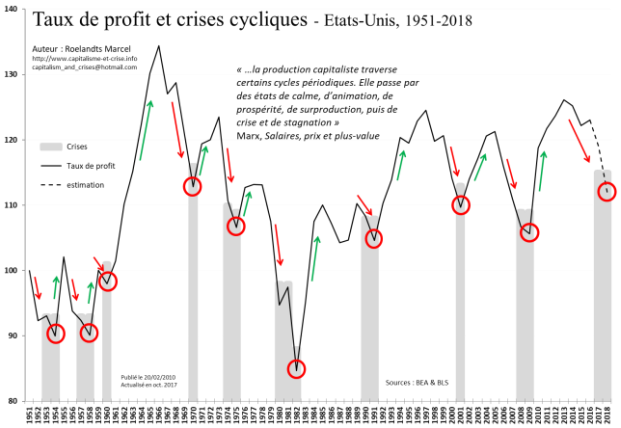
1918 : centenaire de la révolution allemande

L'Allemagne était devenue la première puissance continentale au début du XXè siècle et disposait du prolétariat le plus concentré, organisé et éduqué d'Europe. Son soulèvement, dès l'année 1917, mis fin à la guerre et rendit espoir aux jeunes révolutions victorieuses de Russie et de Hongrie. Mais c'était sans compter le rôle contre-révolutionnaire joué par la social-démocratie et les syndicats chauvins qui avaient déjà affaibli le prolétariat en l'entrainant dans la première boucherie impérialiste et qui l'écrasa définitivement dans le sang lorsqu'il voulut s'y opposer par le renversement du régime capitaliste. Ce sont ces basses œuvres qui ouvrirent la voie au fascisme comme l'explique très bien Sebastian Haffner dans son ouvrage récemment republié chez Agone (2018) – *Allemagne 1918 : une révolution trahie* : *« Le meurtre du 15 janvier 1919* [de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht] *était le début – le début des milliers de meurtres sous Noske dans les mois qui suivirent, jusqu'aux millions de meurtres dans les décennies suivantes sous Hitler. C'était le signal de tout ce qui allait suivre ».* Une synthèse de tous ces évènements et de leurs enjeux politiques est proposée dans l'article sur *Les Conseils ouvriers en Allemagne 1918-1923*, tandis que l'épisode dramatique de l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht est développé dans ce qui deviendra bientôt une pièce de théâtre intitulée *L'hôtel Eden dans la nuit des temps*. Quant à l'article *Fiction théâtrale et réalité historique*, il commente une prestation artistique récente à propos de Rosa Luxemburg.

1968 : cinquantenaire des luttes de Mai-Juin 68

Les luttes de Mai-Juin 68 en France s'intègrent dans une vague générale de conflits du travail et de contestations de diverses natures qui fleurirent de la seconde moitié des années 1960 jusqu'aux années 70 (revendications étudiantes, protestations contre les multiples guerres menées dans le monde, recherches d'autres valeurs et modes de vie…). Tous ces conflits exprimaient les tensions accumulées dans la société après deux décennies de croissance très vigoureuse qui bousculèrent toutes les idées et structures en place. Ils manifestèrent au plus haut point les contradictions entre le développement rapide des forces productives et le caractère obsolète des superstructures qui les chapeautaient : superstructures économiques, politiques, idéologiques, juridiques, familiales, culturelles, morales, etc. Ce sont ces inadéquations criantes qui sont à la base de l'explosion et du caractère radical de tous ces mouvements, non pas dans le sens d'une sortie du capitalisme – perspective qui n'était partagée que par une très faible minorité à cette époque – mais dans le sens d'une remise en question de structures anciennes et inadaptées aux nouvelles réalités d'après-guerre. C'est ce tableau que l'article *La signification des luttes de 1966 à 1972* tente de dresser dans une première partie consacrée, d'une part, à la discussion critique d'explications couramment avancées pour comprendre ces évènements et, d'autre part, à poser les bases d'une explication alternative cohérente. Nous l'accompagnons de la recension de l'ouvrage de Lola Miesseroff *Voyage en outre-gauche* qui campe le versant de cette minorité qui, à l'époque et encore aujourd'hui, avait pour espoir et perspective de dépasser le capitalisme. Ouvrage original, tant dans sa forme que dans le fond, puisqu'il donne largement la parole aux acteurs de cette mouvance révolutionnaire et qu'il prend pour fait acquis que le capitalisme n'est pas cet horizon indépassable si communément martelé par l'idéologie dominante. Nous y avons aussi adjoint un poème que Mai 68 avait inspiré à un ancien militant de la gauche italienne : *Casques blancs et boucliers noirs*.

2018 : actualité de la crise du capitalisme



En deux siècles d'existence, le capitalisme a connu vingt-quatre crises économiques d'ampleur [1], ce qui nous donne un cycle moyen de huit années entre deux crises. Comme la dernière en date remonte à 2008-2009, nous sommes dans la zone temporelle où l'éclatement d'une nouvelle récession économique est hautement probable (cf. **graphique ci-dessus**). A l'heure où il est de bon ton dans les médias dominants de railler l'héritage de Marx, il s'avère que c'est son corpus théorique qui nous permet de clairement comprendre la trajectoire du capitalisme : ses crises économiques, ses menées guerrières, la lutte des classes qui sourde dans ses entrailles et la montée des populismes actuels qui résulte de la conjonction des trois dynamiques précédentes. C'est ce tableau que tente de dresser la série d'articles *Crise – Conflits – Lutte des classes – Populisme* dont nous publions la première partie. Il est accompagné d'une contribution qui propose une tentative d'explication marxiste de l'apparition d'une nouvelle technologie dans le domaine monétaire, à savoir les cryptomonnaies. Sujet peu traité au sein de la Gauche communiste, à l'exception du ***Cercle de Paris*** avec les contributions de **Raoul Victor**, le développement des nouvelles technologies implique pourtant de nombreuses conséquences pour l'avènement possible (ou non) d'une révolution et d'une société communiste. En conséquence, cet article est le premier d'une série d'autres qui se consacreront à ce thème et ses diverses implications à différents niveaux : économique, contribution ou non à l'émergence ou non de nouveaux rapports sociaux, conséquences positives et/ou négatives pour les combats de classe et la conscience de classe, etc.

[1] Si nous retenons 1825 comme étant la première crise générale du capitalisme : *« …ce n'est qu'avec la crise de 1825 que s'ouvre le cycle périodique de la vie moderne du capitalisme »* (Marx), alors, les vingt-quatre crises sont les suivantes : 1825, 1836-39, 1847-48, 1857, 1864-66, 1873, 1882-84, 1890-93, 1900-03, 1907, 1911-13, 1918-21 (23 en All), 1929-32, 1937-38, 1948-49, 1952-54, 1957-58, 1966-67, 1970-71, 1974-75, 1980-82, 1990-91, 2001, 2008-09.

Crise – Conflits – Luttes – Populisme

Trump et Brexit : nouvelle orientation économique et impérialiste ?

L'arrivée au pouvoir de Margareth Thatcher en Angleterre (1979) et de Ronald Reagan aux Etats-Unis (1981) étaient révélateurs d'un tournant à la fois économique et impérialiste au début des années 1980 : économique avec la fin de la prospérité keynésiano-fordiste d'après-guerre et l'instauration de l'ordre productif néolibéral ; impérialiste avec la fin de la coexistence pacifique et la relance de la guerre froide visant à faire plier le bloc soviétique (guerre des étoiles…). Conjugué à la crise interne de ce dernier et à sa perte de légitimité suite à la grève de masse en Pologne 1980, cette offensive mena à son effondrement en 1989 (chute du mur de Berlin et basculement de nombreux pays du glacis soviétique dans la sphère d'influence américaine, etc.).

De façon analogue, l'on peut se demander si l'élection de Trump et le Brexit dans ces deux mêmes pays ne constitueraient pas un nouveau tournant :
- Un tournant impérialiste s'illustrant par un regain de tensions entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires : sanctions envers la Russie, politique unilatérale envers l'Europe sur le dossier du nucléaire iranien, etc., mais aussi par un regain d'interventions guerrières tout azimut : Syrie, Iran…
- Un tournant économique marqué par une agressivité américaine sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale envers ses principaux partenaires : politiques protectionnistes unilatérales, volonté de se réindustrialiser et d'affaiblir ses concurrents directs par des appels explicites au démembrement de l'Europe, par des mesures de rétorsions économiques et impérialistes à l'encontre de la Chine (taxes sur les produits chinois, relance des liens avec Taïwan…), etc. De façon générale, l'on assiste à un retrait unilatéral de la part des Etats-Unis et/ou à une implosion – à leur initiative – de multiples accords multilatéraux de toute nature pour les remplacer par de nouveaux accords bilatéraux issus d'un rapport de force imposés : climat, nucléaire avec l'Iran, Alena, Asie-Pacifique…

Cette réorientation de ces deux acteurs clés de la classe dominante internationale se comprend d'autant plus que la dernière crise économique en date (celle de 2008-09) marque un épuisement patent de l'ordre productif néolibéral qui sévit maintenant depuis près de 40 ans. En effet, depuis 2009, le cœur de l'économie capitaliste n'a pas connu de réelle reprise alors que la prochaine crise frappe déjà à la porte, et ce, malgré l'injection massive de liquidités et une explosion d'endettements pour essayer de soutenir l'activité. En d'autres mots, est-ce que les politiques prônées par Donald Trump et Theresa May sont en rupture avec les logiques économiques et impérialistes de l'ordre productif néolibéral et annoncent de nouvelles orientations ou est-ce que tous ces phénomènes ne seraient que la manifestation d'un capitalisme agonisant devenu irrationnel, engendrant des appareils politiques irresponsables qui agiraient même à l'encontre des intérêts de la classe dominante au cœur des grandes puissances impériales ?

Cette question est d'autant plus légitime que le milieu politique, et en particulier les groupes de la Gauche Communiste – trop imbus de leurs certitudes politiques, sont passés à côté du tournant néolibéral et de ses implications au début des années 1980. Il nous faut donc aller au-delà des lieux communs tels qu'on peut les lire dans les prises de position très générales du micro milieu internationaliste : la situation actuelle serait un *« signe de la gravité de la crise terminale du capitalisme mondial dans sa phase de décomposition »*, *« la marque d'un système social moribond »* et/ou *« le choix de la marche à la guerre généralisée »*, etc.

Cette question d'une possible réorientation économique et impérialiste est terriblement complexe car elle fait intervenir une conjonction de facteurs – eux-mêmes évolutifs et fluctuants – à la fois économiques, inter-impérialistes et inséré dans un rapport de force donné entre les classes. Il s'agira donc d'essayer de dégager quelques lignes directrices au niveau de la crise (sa gravité, les puissances en concurrence…), des tendances hégémoniques sur la scène internationale et de l'état du rapport de force entre les classes. Pour ce faire, nous pensons qu'une réponse pertinente ne peut être dégagée qu'au sein d'un cadre d'analyse cohérent fournissant de bonnes clés de lecture du réel. C'est à la mise en place de ce cadre que sera consacrée cette série d'articles dont nous publions la première partie portant sur le concept analytique d'ordre productif.

Les ordres productifs

Pour assurer son accumulation élargie, le capitalisme doit rencontrer une série d'impératifs : produire avec suffisamment de profits, vendre les marchandises qu'il met sur le marché, garantir la repro-

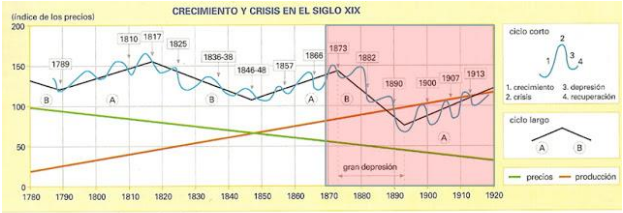
duction des salariés et la proportionnalité entre ses secteurs et agrégats économiques, etc. Cependant, contrairement à une idée couramment véhiculée, tant par l'idéologie dominante que dans le champ du marxisme, il n'existe pas une et une seule façon optimale d'assurer ces impératifs mais plusieurs, qui, de plus, peuvent différer d'une période historique à l'autre ou d'un pays à l'autre. Ainsi, tout au long de son histoire et dans différentes aires géographiques, le capitalisme a plusieurs fois redéfini son mode de fonctionnement lui permettant d'assurer les conditions de sa viabilité, redéfinitions qui ont varié selon les contextes politiques, sociaux, économiques et techniques. Ces divers agencements des conditions permettant l'accumulation élargie s'étalent sur une temporalité variable – entre 35 et 60 ans jusqu'à présent : nous les appelons des *'ordres productifs'* (leur succession historique est décrite plus loin).

A l'image des voitures à essence, diesel, hydrogène, éthanol, électrique, LPG, etc., qui, malgré leurs moteurs très différents, assurent toutes la même finalité – le transport de personnes ou de matériaux, le moteur de la 'machine économique' peut aussi s'agencer différemment pour autant qu'il parvienne à assurer la même finalité : produire et vendre de plus en plus de marchandises contenant suffisamment de profit. Nous pouvons facilement l'illustrer en prenant deux ordres productifs choisis aux deux extrémités temporelles du capitalisme – le capitalisme sauvage au temps de la première révolution industrielle et les trente glorieuses après la seconde guerre mondiale : il est évident que, dans un monde où le salariat est encore peu répandu, où les progrès de productivité restent modestes, où la plus-value est d'origine essentiellement absolue, où la composition technique du capital est encore faible et où une bonne partie des acheteurs relève encore de la sphère précapitaliste (paysans, artisans, anciens aristocrates…), l'agencement de la mécanique de l'accumulation et des crises ne peut avoir les mêmes logiques, ressorts et enchainements que dans un environnement où le salariat est devenu dominant, où les progrès de la productivité sont élevés, où les salaires réels sont indexés à ces derniers, où la plus-value est d'origine essentiellement relative, où la composition technique du capital est très élevée et où les acheteurs relèvent quasi exclusivement de la sphère capitaliste pure !

De même, tout comme une nouvelle voiture fonctionne bien durant ses premières années et s'use ensuite progressivement, pour finir par devoir être remplacée, les ordres productifs sont également fonctionnels durant un temps donné, pour s'épuiser ensuite et laisser la place à un autre (ou une variante de l'ancien). L'économie internationale est ainsi faite d'une succession d'ordres productifs. Encore nous faut-il préciser les modalités de la succession de ces différents *ordres productifs* et leurs différences par rapport aux *crises économiques* cycliques.

Crises *cycliques*
Ordres productifs *non-cycliques*

Le capitalisme a connu vingt-quatre crises économiques au niveau international depuis près de deux siècles [1], si, avec Marx, nous retenons celle de 1825 comme étant la première crise générale du capitalisme : *« …ce n'est qu'avec la crise de 1825 que s'ouvre le cycle périodique de la vie moderne du capitalisme »* [2]. Ceci nous donne un cycle moyen de plus ou moins huit années entre chacune d'elle. Ces crises cycliques de l'accumulation capitaliste prennent la forme d'un 'U', à savoir que les conditions qui engendrent la dépression mettent en place celles permettant la reprise, comme Marx l'a bien expliqué : *« Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes qui rétablissent pour un moment l'équilibre troublé* [...] *La stagnation survenue dans la production aurait préparé – dans les limites capitalistes – une expansion subséquente de la production. Ainsi le cycle aurait été, une fois de plus, parcouru. Une partie du capital déprécié par la stagnation retrouverait son ancienne valeur. Au demeurant, le même cercle vicieux serait à nouveau parcouru, dans des conditions de production amplifiées, avec un marché élargi, et avec un potentiel productif accru »* [3]. Le mécanisme interne de la crise crée donc, par lui-même, les conditions permettant d'engendrer un *« marché élargi »*, un *« potentiel productif accru »* et une *« production amplifiée »* car, suivant Marx : *« A mesure que l'accumulation diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir, la disproportion entre capital et force de travail exploitable. Le mécanisme du procès de production capitaliste élimine donc de lui-même les obstacles qu'il se crée spontanément »* [4]. C'est ce qu'illustre de façon imagée la courbe ondulante (bleue) du graphique ci-dessous qui reprend toutes les dates des crises économiques internationales depuis 1780 jusqu'à 1920 :



Fuente: Elaborado a partir de diversas fuentes históricas.

'Après la pluie le beau temps' dit l'adage : c'est vrai pour les **crises cycliques** de l'accumulation capitaliste

[1] 1825, 1836-39, 1847-48, 1857, 1864-66, 1873, 1882-84, 1890-93, 1900-03, 1907, 1911-13, 1918-21 (23 en All), 1929-32, 1937-38, 1948-49, 1952-54, 1957-58, 1966-67, 1970-71, 1974-75, 1980-82, 1990-91, 2001, 2008-09.

[2] Marx, *La Pléiade* – Economie I, *Postface à la 2è éd. allemande du Capital* : 553 ou Ed. Sociales, volume I : 24.

[3] Marx, *La Pléiade* – Economie II, livre III : 1031 & 1037.

[4] Marx, *Le Capital*, Livre I, 4ème édition allemande, ES 1983 : 694.

comme nous venons de le voir. Par contre, ce ne peut être le cas pour la succession des **ordres productifs** car il n'existe aucun mécanisme qui assure leur transition. En effet, passer d'un ordre productif à un autre requière une reconfiguration plus globale du fonctionnement capitaliste à tous les niveaux : social, politique, institutionnel… et pas seulement au niveau économique comme dans le cas des crises cycliques. Si l'épuisement de chaque ordre productif est inscrit dans les contradictions de leurs modes de fonctionnement (tout comme l'est l'usure du moteur d'une voiture), par contre, l'avènement d'un nouvel ordre n'a rien d'automatique (tout comme la mise au point d'un nouveau moteur de voiture) car il ne relève pas du seul mécanisme économique mais dépend aussi de conditions sociopolitiques et de l'état du rapport de force entre ses différentes composantes.

Ainsi, le passage d'un ordre productif à un autre épouse la configuration d'un 'L', autrement dit, après une phase de croissance soutenue, l'ordre productif s'installe dans une phase de plus faible croissance et d'épuisement de son fonctionnement, phase durant laquelle la reconfiguration d'un nouvel ordre productif peut s'opérer mais sans être inéluctable. C'est ce que nous montrent les segments obliques (traits noires) traversant la courbe ondulante du graphique ci-dessus qui identifient ces deux phases du 'L' d'un ordre productif : phase A de forte croissance et phase B de plus faible croissance. S'ils en diffèrent par leur logique de fonctionnement et succession, la temporalité des trois premiers ordres productifs qui ont traversé le capitalisme correspond à peu de chose près aux phases A (de forte croissance) et B (de faible croissance) des cycles industriels identifiés par Kondratieff et dont les taux de croissance sont fournis dans le tableau ci-dessous. Ce n'est plus le cas pour le quatrième cycle de Kondratieff qui se sépare en deux ordres productifs distincts. Ceci nous donne la chronologie suivante :

1) Le **capitalisme *manchestérien*** (ou capitalisme sauvage) avec le démarrage de la révolution industrielle en Grande-Bretagne (puis en France sur le continent). Il correspond au premier cycle de Kondratieff allant de 1789 à 1848 avec une phase A de forte croissance industrielle de 1789 à 1817 et une phase B de plus faible croissance entre 1817 et 1848.

2) Le **capitalisme *victorien* de la seconde moitié du XIXè siècle** (ou capitalisme pleinement colonial en Grande-Bretagne et en France alors que les autres pays sur le continent entament leur révolution industrielle selon les modalités du capitalisme sauvage). Il correspond au second cycle de Kondratieff allant de 1848 à 1895 (cette phase commence en 1840 dans le tableau ci-dessous) avec une période A de forte de croissance industrielle de 1848 à 1873 et une période B de plus faible croissance entre 1873 et 1895.

3) Le **capitalisme *colonial consolidé*** ('consolidé' car c'est maintenant l'ensemble des pays ayant démarré leur révolution industrielle qui sont pris dans une même dynamique coloniale d'ensemble). Il s'étale de la fin du XIXè siècle à la fin de la seconde guerre mondiale avec une phase A de forte croissance industrielle du troisième cycle de Kondratieff (1895-1913) et une phase B de faible croissance (1914-45) correspondant à son épuisement (les ***trente désastreuses***).

4) Le **capitalisme *keynésiano-fordiste*** après la seconde guerre mondiale (dès 1933 avec le New Deal aux Etats-Unis). Ses plus belles années correspondent aux dites *Trente glorieuses* (1945-75) ou à la phase A du quatrième Kondratieff (cf. tableau ci-dessous) alors que son épuisement s'étale de 1973 à 1982 plus précisément, mais jusqu'en 1990 au Japon.

5) Le **capitalisme *néolibéral*** s'est imposé depuis le début des années 1980 jusqu'à aujourd'hui et correspond grosso modo à la longue phase B du quatrième Kondratieff (cf. tableau ci-dessous).

Autrement dit :

1) Il a fallu la longue période de ralentissement de la croissance de 1817 à 1848 et la défaite des mouvements révolutionnaires au milieu du 19è siècle pour pouvoir passer au capitalisme victorien de la seconde moitié du 19è siècle.

2) Il a fallu la longue période de faible croissance de la fin du 19è siècle (1873-1895) et la pression croissante d'un mouvement ouvrier ascendant pour im-

Cycle de Kondratieff	*Belgique*	*Grande-Bretagne*	*Allemagne (b)*	*Etats-Unis*
II A (vers 1840-1873)	5,2 %	3,1 %	4,5 %	5,4 %
II B (1873-1895)	1,3 %	1,7 %	2,5 %	4,9 %
III A (1895-1912)	3,4 %	5,4 %	4,3 %	5,9 %
III B (1912-1948) (a)	0,8 %	1,3 %	2,2 %	2,0 %
IV A (1948-1974)	3,4 %	2,9 %	3,9 %	5,2 %
IV B (1974-2008)	2,1 %	1,2 %	1,3 %	2,4 %

(a) Années de guerre comprises.

(b) Allemagne de l'ouest pour la phase IV A.

Sources : C. VANDERMOTTEN (1980); S. KUZNETS (1956-1961), « Quantitative aspects of the economic growth of nations », *Economic development and cultural change*, Chicago, University of Chicago; L.H. DUPRIEZ (1966), *Des mouvements économiques généraux*, Louvain, Nauwelaerts; E. MANDEL (1976), *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, UGE ; Annuaire statistique des Nations unies ; Banque mondiale (www.worldbank.org).

pulser le passage à l'ordre productif colonial consolidé de la *Belle Epoque*.

3) Il a fallu la défaite de la vague révolutionnaire entre 1917 et 1923, la période de faible croissance et tous les affres politiques et sociaux durant les *trente désastreuses* (1912-48 dans le tableau) pour que se mettent en place les conditions du déploiement de l'ordre keynésiano-fordien dans les pays développés après la seconde guerre mondiale (mais dès 1933 avec le New Deal aux USA suite à la crise de 1929).

4) Il a fallu une décennie d'épuisement des trente glorieuses (1973-82), la fulgurante montée du chômage à partir de 1975 et le recul des conflits sociaux dès la fin des années 1970 pour permettre le passage à l'ordre néolibéral au début des années 1980.

5) Quand à la période de faible croissance générale de l'ordre productif néolibéral, et l'épuisement définitif de ce dernier avec la crise des subprimes (2008-09), elle ouvre une phase où les bases objectives d'une reconfiguration du capitalisme dans un nouvel ordre productif est possible sans pour autant être inéluctable.

Passage à un nouvel ordre productif ou enfoncement dans la barbarie ?

Comme nous venons de le voir, transiter vers un nouvel ordre productif ne se fait pas de façon automatique puisqu'un tel passage impose une reconfiguration du capitalisme sur plusieurs plans. Autrement dit, il ne suffit pas que l'ancien soit épuisé pour que le nouveau surgisse et se généralise. Dès lors, qu'en est-il de l'ordre productif néolibéral ? Certes, il y a de très bonnes raisons de penser qu'il a économiquement fait son temps, mais, est-ce pour autant qu'un nouvel ordre productif frappe à la porte et que les forces sociales et politiques sont là pour le porter et l'imposer ? Trump et May annoncent-ils l'avènement de ce nouvel ordre productif sur le plan économique et impérialiste ?

Répondre dès aujourd'hui à cette question n'est pas aisé car l'histoire nous a aussi enseigné que les ordres productifs passés ne se sont pas mis en place de but en blanc et qu'il a bien souvent fallu plusieurs années pour qu'ils se dégagent et fassent système. Ainsi, si les grandes lignes du keynésiano-fordisme se sont dégagées lors des discussions sur le plan Beveridge (1942), dans la **conférence de Philadelphie en 1944**, et durant les réunions entre le patronat, les politiques et les syndicalistes en exil à Londres, il a néanmoins fallu attendre le début des années cinquante pour qu'elles prennent corps et se généralisent. Il en va de même pour le passage à l'ordre productif néolibéral : les premiers éléments se sont dégagés durant les années 70 mais ils ne feront système que durant les années 80. Cependant, ceci ne nous interdit pas d'apporter une réponse avec les éléments d'analyse à notre disposition, mais elle ne pourra qu'être provisoire et nous nous réservons le droit de changer d'opinion à la lumière de nouveaux éléments. Voici cependant ce qui nous paraît se dégager de la situation à l'heure actuelle :

1- Certes, l'épuisement de l'ordre productif néolibéral rend une reconfiguration du capitalisme nécessaire, mais il faut que son échec soit patent et que de larges secteurs de la bourgeoisie en soient conscients. C'est en partie le cas aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne où une fraction significative de la classe dominante comprend que le néolibéralisme ne leur apporte pas que des bénéfices. Pour autant, rien ne laisse présager qu'elle soit porteuse d'un ordre productif alternatif au néolibéralisme : ses membres restent convaincus de la validité de ce dernier, tout au plus cherchent-ils à en atténuer les effets néfastes pour leurs intérêts. Quant au reste de la classe dominante, il suffit de regarder la dernière réunion des grands de ce monde au Forum de Davos pour constater qu'ils baignent encore tous dans l'ordre productif néolibéral et que les seuls critiques ne sont que d'ordre cosmétique.

2- De plus, pour qu'une transition s'opère, il faut également que le modèle d'un nouvel ordre productif émerge et soit crédible pour une grande partie de la bourgeoisie. Or, tel n'est pas le cas à l'heure actuelle. Certains secteurs de la classe dominante sont même convaincus que nous sommes devant une très longue phase de faible croissance et que l'on ne peut rien y changer, si ce n'est de poursuivre la logique néolibérale où les maigres gains de productivité sont entièrement accaparés par le capital et où les transferts progressifs de la part salarial vers ce dernier continuent comme avant.

3- Une transition à un nouvel ordre productif nécessite également de vaincre les forces économiques, politiques et sociales qui vivent de l'ancien ordre productif et requiert aussi de les convaincre ou de les conformer au fonctionnement d'un nouveau. Or, rien de tel aujourd'hui, tous les secteurs les plus puissants du capital sont viscéralement attachés à la logique néolibérale. Même si quelques éléments au sein de la bourgeoisie peuvent prendre conscience de l'échec de certains aspects de cette politique, globalement, la bourgeoisie dans son ensemble reste solidement attachée à sa perduration, même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Pour preuve, les décisions de Donald Trump consistant à baisser les impôts sur les entreprises et les riches et à détricoter les mesures de régulation de la finance péniblement négociées et adoptées sous Obama : de telles mesures vont dans le sens, non d'une remise en cause mais d'une fuite en avant dans la logique néolibérale. Quant aux critiques de certains aspects du néolibéralisme sur lesquels surfent Trump et May (et plus globalement tous les partis populistes), elles ne sont là que pour s'acoquiner leur électorat et non pour le

remettre réellement en question. Ainsi, les rodomontades de Trump contre les délocalisations ne remettent pas fondamentalement en cause la politique néolibérale, elles lui sont compatibles et s'expliquent pour une double raison : économique et impérialiste. Raison économique car, contrairement à d'autres, la bourgeoisie américaine et anglaise est de plus en plus consciente d'avoir fait une grosse erreur de stratégie en laissant filer leur industrie dans les dits 'pays ateliers' pour ne garder que les segments tertiaires de conception, marketing et commandement. Ainsi, en faisant de l'Asie de l'est l'atelier du monde, les pays de ce sous-continent ont bénéficié d'apports technologiques qu'ils retournent comme un boomerang contre l'occident et leur permettent de combler leur retard de développement. Raison impérialiste, car, pour contrer les avancées des puissances de second ordre, les pays impérialistes dominants sont amenés à accroître sensiblement leurs engagements militaires. Or, pour ce faire, il est aussi nécessaire de défendre ou 'relocaliser' certaines industries pour se préparer à une éventuelle guerre généralisée. Ainsi, on voit mal un pays impérialiste comme les Etats-Unis devoir importer de l'acier ou d'autres métaux chez ses rivaux pour être en mesure de fabriquer des chars d'assaut et des avions ! C'est le sens des mesures protectionnistes de Donald Trump en défense de la sidérurgie américaine, de l'automobile, etc.

4- Mettre en place un nouvel ordre productif implique aussi une reconfiguration des rapports de force au sein de la société, tant entre les classes antagoniques qu'au sein même de la classe dominante. Ainsi, historiquement, cette transition entre ordres productifs s'est réalisée à la faveur d'une défaite de la classe ouvrière comme en 1848 (ou dans un contexte de fort affaiblissement de celle-ci comme lors du passage au néolibéralisme), et/ou d'une perspective de prospérité rendant de nouveaux compromis possibles (comme après la seconde guerre mondiale par exemple), et/ou d'une reconfiguration des rapports de forces au sein de la classe dominante (comme lors de l'instauration du New Deal en 1933 aux Etats-Unis). A l'heure actuelle, si la classe ouvrière est globalement muselée (quoique non historiquement défaite et encore capable de réactions) et pourrait permettre à la bourgeoisie d'imposer un nouvel ordre productif, par contre, la dégradation de la situation économique et l'éclatement des deux anciens blocs impérialistes poussent au chacun pour soi entre fractions de la classe dominante, ce qui rend peu probable la possibilité de dégager un consensus commun et une redistribution des rôles en son sein qu'implique la mise en place d'un nouvel ordre productif.

Ainsi, sur tous les plans que nous venons d'analyser, la configuration actuelle du capitalisme empêche, plutôt qu'elle ne favorise l'émergence d'une réorientation de la politique néolibérale. Au contraire, tout concoure à un approfondissement de cette dernière dans un cadre concurrentiel accru sur les plans économiques et impérialistes, d'autant plus que le rapport de force est toujours en défaveur des salariés, ce qui permet au capital d'accroître assez aisément son taux d'exploitation pour augmenter son taux de profit. Sur ce plan, il a encore de la marge compte-tenu des acquis engrangés par l'immense majorité de la population durant les trente glorieuses (cf. les éléments fournis dans l'article sur la signification de la vague de luttes de 1966 à 1972). C'est la logique centrale du néolibéralisme et la bourgeoisie n'est pas prête à freiner cette manne de profit.

En conséquence, si les salariés ne trouvent pas la force de s'opposer à la main de fer du capital qui s'impose de plus en plus à eux, tout laisse penser que le système capitaliste s'enfoncera dans une longue stagnation durant laquelle l'humanité sera confrontée à de graves enjeux écologiques et au très probable avènement d'une période de barbarie économique, politique, sociale et guerrière analogue aux *trente désastreuses*.

Alors que la montée des conflits sociaux durant la seconde moitié des années 1960 et la perduration d'un haut niveau de conflictualité sociale durant les années 1970 pouvaient laisser entrevoir un rapport de force inversement proportionnel entre les salariés et les dominants, l'explosion du chômage à partir de 1975 a progressivement érodé la combativité et favorisé le repli sur soi et la débrouille individuelle (cf. graphiques page 16 et 18). Le constat est sans appel : les conflits sociaux au niveau mondial ont diminué en intensité d'un facteur six durant les années 1980 (et d'un facteur dix dans la Triade car ils sont en augmentation en Asie de l'est). En conséquence, si les salariés ne sont pas historiquement battus (ils ne sortent pas défaits d'une révolution écrasée ou embrigadés dans une guerre impérialiste), ils sont néanmoins dans un rapport de force très défavorable (sauf en Asie de l'Est). Dans ce contexte, l'enjeu actuel s'apparente plus à une course de vitesse entre l'imposition des intérêts du capital (maximisation de son taux de profit, dévalorisation de son capital variable par une austérité tout azimut et dévalorisation de son capital fixe, y compris au moyen de la guerre impérialiste) et l'intérêt des salariés (résistance acharnée aux empiètements du capital et développement de sa conscience et des enjeux de la situation au sein de ces combats). C'est ce que nous développerons dans la seconde partie de cette contribution en y abordant également **le populisme comme expression typique de cette configuration économique et socio-politique d'un capitalisme de fin d'ordre productif sans issue tangible**.

Fin de la première partie. A suivre… C.Mcl

Descriptif des grands déterminants de l'accumulation du capital pour les quatre principaux ordres productifs

	Manchestérien 1750 – 1850*/71** * GB ** Continent	Colonial consolidé 1850/71 – 1933*/45** * USA ** Autres pays développés	Keynésiano-fordiste 1945 – 1982	Néolibéral 1982 – Auj.
Productivité (offre)	Forte en regard du passé mais faible au vu du futur : +/- 0,4% l'an en moyenne en GB de 1760 à 1850.	Augmentation plus vigoureuse: +/- 1,3% l'an en GB de 1850 à 1945.	Très forte augmentation : USA 3%, Europe 4,8%, Japon 8%.	Déclin structurel et continu des gains de productivité.
Salaires réels (demande salariale)	En diminution ou en stagnation. Ils ne représentent que 30 à 40% de la demande finale => nécessité de marchés précapitalistes complémentaires.	En augmentation constante à un rythme moyen de +/- 0,9% l'an en GB et représentant 45 à 55% de la demande finale => nécessité de marchés précapitalistes complémentaires (colonies).	Très forte croissance +/- 2 à 3% l'an. Ils représentent 70 à 75% de la demande finale => le rôle des marchés précapitalistes internes et externes est devenu marginal.	Déclin de la part salariale et tendance à la stagnation des salaires réels => besoin d'une tierce demande.
Profits	Ils sont élevés grâce à la hausse du temps annuel de travail (de 2670 à 3470 heures de 1760 à 1825 en Angleterre). Les profits proviennent principalement d'une augmentation de la plus-value absolue.	Ils sont élevés car le différentiel entre la productivité et les salaires réels s'accroît malgré la hausse de ces derniers => les profits découlent désormais principalement de la plus-value relative suite à la lente diminution du temps de travail. L'élargissement important des marchés (colonies et salaires réels) accroît la masse des profits.	Ils sont élevés, conséquence des forts gains de productivité (travail à la chaîne et en équipes continues). La croissance conséquente des marchés (forte hausse des investissements, du secteur public et des salaires réels) accroît la masse des profits.	Elevés suite à la compression de la part salariale, la fin de la baisse du temps de travail et la hausse de l'intensité du travail.
Marchés - (y compris marchés précapitalistes internes et externes)	Les marchés internes au capitalisme pur sont insuffisants => besoin de marchés précapitalistes qui seront d'abord internes aux pays s'industriels. Epuisement relatif vers 1871 (1850 en Grande-Bretagne).	Les marchés internes (capitalisme pur et précapitalistes) sont insuffisants => besoin de marchés précapitalistes coloniaux : abondants sur la période 1880-1910 mais saturation relative en fin de période.	Les marchés internes au capitalisme pur sont suffisants. Les marchés précapitalistes sont devenus marginaux dans les pays développés et peu exploitables dans le bloc soviétique et le Tiers-Monde.	Nouvelle logique : mondialisation des marchés et exportations de capitaux et développement d'une tierce demande (biens de luxe, financiarisation, endettement, désépargne…).
Bouclage du circuit de accumulation	Ce qui n'est pas vendu dans le capitalisme pur s'écoulera sur les marchés précapitalistes internes aux pays qui se développent : anciens aristocrates, marchands, artisans, paysans.	Les marchés coloniaux prennent le relais des marchés précapitalistes internes devenus relativement insuffisants eu égard aux besoins atteints par l'accumulation mondiale.	La tri-répartition des gains élevés de productivité entre les profits, les salaires réels et les revenus de l'Etat (impôts) assure une croissance parallèle de la production et des marchés.	Compression de la part salariale et des investissements compensée par l'endettement, la consommation de luxe, la financiarisation et la désépargne.

Les crypto-monnaies

De l'utopie libertarienne à la production capitaliste : une analyse marxiste du *Bitcoin*

Introduction

A la fin du mois de décembre 2017, le Bitcoin, la plus connue des crypto-monnaies, perd quasiment la moitié de sa valeur en dollars. Alors que celui-ci s'échangeait contre près de 20'000$ pour une unité à la suite d'une progression fulgurante, il dégringole en quelques jours aux alentours de 13'000$. Au moment où nous écrivons cet article, mi-mai 2018, 1 Bitcoin s'échange contre un peu moins de 8'500$. C'est bien moins qu'à la mi-décembre mais sept fois plus qu'un an auparavant. Le Bitcoin s'échangeait alors contre à peine plus de 1'200$. Le volume de transactions effectuées est aussi impressionnant, dépassant les 700'000 Bitcoins pour une valeur de près de 6 milliards de dollars. A côté de son avatar le plus connu, existent 1600 autres devises cryptographiques en circulation. Leurs prix en dollars est le plus souvent dérisoire bien que certains concurrents comme l'Ethereum ou le Litecoin prennent de l'importance.

Le cours du Bitcoin se caractérise par ses envols et ses effondrements. Cependant, sur le long terme, la progression de la valeur de la monnaie cryptographique paraît inexorable. Comment expliquer la nature et la valeur de ces entités numériques ?

Tantôt rapprochées de l'or, tantôt considérées plutôt comme des arnaques volatiles dépourvues de valeur, elles font rarement l'objet d'une analyse matérialiste qui prenne en considération ses conditions de production. Pourtant, nous montrerons qu'une telle analyse s'avère fructueuse pour comprendre la nature des unités cryptographiques. C'est donc à comprendre ce que sont les crypto-monnaies, dans une perspective marxiste, que s'attache cette contribution. Ceci nous conduira à envisager ces entités, moins à la façon de monnaies que comme des marchandises possédant une valeur d'usage et une valeur d'échange, et à mettre en évidence les conséquences de cette vision. Ce faisant, nous poserons un regard critique sur ce phénomène récent qui, lorsqu'il n'est pas d'emblée mis au rebut en raison de son caractère monétaire, est parfois envisagés par les marxistes comme un dispositif technique pouvant être utile dans une société future.

Une monnaie cryptographique et un système de paiement décentralisé

Bien que nous ayons signalé l'existence de (très) nombreuses devises, nous nous intéresserons ici principalement au Bitcoin. C'est en réaction à la crise de 2008, et à la gestion de cette crise par les banques, que Satoshi Nakamoto[1] publie le code *open-source* d'une monnaie cryptographique et d'un système de paiement décentralisé construit sur un réseau *peer-to-peer* (P2P). L'objectif est de proposer une monnaie non inflationniste qui ne soit pas émise sur le mode de la planche à billets ainsi qu'un système de paiement pouvant se passer des intermédiaires bancaires. En effet, le Bitcoin se caractérise, entre autres, par une émission totale de 21 millions d'unités définies par un algorithme, au-delà desquelles aucune unité supplémentaire ne pourra être crée. Il se caractérise aussi par un fonctionnement basé sur la cryptographie et sur l'utilisation d'une technologie appelée *blockchain* pour authentifier, valider et sécuriser les transactions. Concrètement, cela signifie que chaque possesseur de Bitcoins possède une clé de chiffrement unique pour signer ses transactions et que tous les utilisateurs, connectés via un réseau P2P, possèdent (en théorie du moins[2]) la liste de toutes les transactions qu'ils contribuent à valider et à sécuriser.

Rareté et sécurité

Pour les adeptes du Bitcoin, ces caractéristiques sont au fondement de la valeur de la monnaie. Si la métaphore de l'or, comme nous le verrons, ne s'y arrête pas, le contrôle et la limitation imposés à la création d'unités sont régulièrement présentés comme une garantie de sa valeur. A la façon de l'or, dont la quantité est naturellement limitée, l'algorithme imposerait une rareté. Celle-ci, bien qu'artificielle, ne

[1] Ce pseudonyme rassemble probablement un groupe de programmeurs plutôt qu'une seule et unique personne.

[2] Théoriquement, car : (1) dans la pratique, il est possible de posséder des unités de crypto-monnaie sans contribuer à la validation et à la sécurisation des transactions et (2) que la liste des transactions, prenant la forme de la *blockchain*, devient de plus en lourde à mesure que les transactions sont de plus en plus nombreuses, rendant difficile son stockage sur les ordinateurs ou les périphériques mobiles (la *blockchain* du Bitcoin possède actuellement un poids qui dépasse près de 100 Go).

pourrait être contournée, sauf en modifiant radicalement l'algorithme, un procédé qui ferait alors perdre toute la confiance placée dans le système dont l'objectif est justement, par sa gestion algorithmique, de se passer de l'arbitraire humain.

La technologie de la *blockchain*, ensuite, rend impossible la falsification d'une transaction ou l'imposition d'une transaction erronée. Ceci ne pourrait se faire qu'en possédant plus de la moitié de la puissance du réseau, une attaque 'théorique' réputée impossible en pratique. De ce fait, le Bitcoin s'impose comme une technologie décentralisée, sans intermédiaires bancaires ou étatiques, mais extrêmement sécurisée. L'utilisation de la cryptographie, permet, en outre, de réaliser des transactions dans un certain anonymat (ou plutôt un pseudo-anonymat[3]).

La valeur d'une devise peut-elle provenir de sa rareté et/ou de la confiance placée dans sa sécurité et dans ses procédés algorithmiques et cryptographiques ? Certains éléments (qui n'ont pas la prétention d'être exhaustifs) mettent en doute cette hypothèse. Tout d'abord, la rareté imposée par l'algorithme n'existe pas pour toutes les crypto-monnaies. L'Ethereum, par exemple, concurrent important du Bitcoin, n'en a pas. Deuxièmement, l'attaque 'théorique' dite des « 51 % » pourrait en réalité être envisageable. Comme nous le verrons plus loin, le fonctionnement de la *blockchain* devenant extrêmement énergivore, il conduit les 'mineurs' qui lui consacrent leurs ressources à se regrouper dans de gigantesques *pools* concentrant une importante quantité de puissance de calcul en un point du réseau, appartenant au même groupe d'individus, et pouvant devenir une cible pour des hackers[4]. Bien qu'elles n'appartiennent pas toutes aux mêmes personnes, les mines chinoises représenteraient ainsi près de 50 % de la puissance de calcul[5]. Si une attaque des 51 % est toujours peu probable, car peu souhaitable pour un individu isolé ou un groupe (elle aurait un coût énergétique phénoménal et conduirait le système à s'écrouler en rendant inutiles, du même coup, les Bitcoins pillés), elle pourrait avoir du sens pour un État ayant la capacité de financer une telle attaque afin d'éradiquer un système monétaire parallèle incontrôlable. Troisièmement, les procédés algorithmiques déterminant l'émission de monnaie et sensés se passer de toute intervention humaine peuvent être l'objet de réformes. Ainsi, la communauté de l'Ethereum a récemment décidé de changer le procédé de sécurisation et de validation des transactions de sa *blockchain* (passant du système dit de la 'preuve de travail' à celui de la 'preuve d'enjeu').

Le fonctionnement de la *blockchain* : procès de production des crypto-monnaies

Comment les crypto-monnaies peuvent-elles avoir une valeur lorsque l'algorithme n'impose pas une rareté artificielle ? Si leur sécurité n'est pas infaillible ? Ou si des décisions humaines peuvent être réintroduites là où le système est supposé en être débarrassé ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire d'envisager la production des unités de monnaie cryptographique avec une approche marxiste. Celle-ci nécessite de comprendre le fonctionnement de la *blockchain*.

La *blockchain*, littéralement 'chaîne de blocs', consiste en une liste des transactions effectuées, inscrites à l'intérieur de 'blocs' successifs. Dans un système décentralisé où tous les utilisateurs possèdent la liste de l'ensemble des transactions, on pourrait imaginer qu'il soit facile de falsifier l'une d'elle. Pour parer à cette possibilité, l'ajout de blocs à la *blockchain* se fait en fonction de procédures spécifiques.

Lorsqu'une transaction en Bitcoins est effectuée, elle est diffusée à tous les nœuds du réseau, c'est-à-dire à tous les personnes détenant une copie de la *blockchain*, et ajoutée à une liste de transactions en attente. Pour être validée au sein d'un nouveau bloc, avec les autres transactions de cette liste, un identifiant doit être trouvé pour ce nouveau bloc. Cet identifiant consiste en un « hachage », une fonction mathématique transformant une chaîne de caractères de longueur variable en une chaîne de caractères de longueur donnée. Dans le cas du Bitcoin, il s'agit des transactions en attentes, de l'identifiant du bloc précédent, ainsi qu'un chiffre appelé « *nonce* » devant être ajouté au hasard au calcul. Un hachage n'est pas une fonction mathématique compliquée, mais celui qui est supposé devenir l'identifiant d'un nouveau bloc de transactions de la *blockchain* doit satisfaire à certaines contraintes posées par l'algorithme du Bitcoin[6]. Comme il n'est pas possible d'anticiper le résultat de cette fonction mathématique (le moindre changement dans la chaîne de caractère à l'entrée produit un résultat totalement différent), il en résulte la nécessité d'essayer une quantité de *nonces* différents. Du fait de l'intégration du bloc précédent dans le calcul du nouveau bloc, le procédé rend également impossible toute modification sur un bloc déjà existant : un seul changement de caractère sur un bloc rendant obsolète tous les identifiants des blocs suivants.

Une fois un identifiant pour le nouveau bloc découvert, celui-ci est ajouté à la *blockchain*. Le(s) propriétaire(s) de(s) ordinateur(s) dont la puissance de cal-

[3] Dans la mesure où les transactions sont authentifiées par les clés de chiffrement des utilisateurs, leur nom n'apparaît pas dans la liste des transactions. Cependant, seule possibilité d'authentification, cette clé permet aussi de relier une transaction à un compte d'un utilisateur en particulier.

[4] Voir, par exemple, le « casse » dont a été victime **la plateforme NiceHash début décembre 2017**.

[5] Voir **l'article suivant en ligne**.

[6] En l'occurrence se présenter comme une expression commençant par un certain nombre de zéros.

cul a été mise à profit pour découvrir le *nonce* respectant les contraintes de l'algorithme sont alors récompensés … en Bitcoins. C'est ce qui conduit à faire l'analogie entre le travail de validation et de sécurisation des transactions avec celui du chercheur d'or et à qualifier les individus contribuant à la *blockchain* de 'mineurs'.

Actuellement, tandis que la limite des 21 millions de Bitcoins n'est pas encore atteinte, la rémunération des mineurs prend la forme de nouvelles unités créées et injectées dans le système. Le système de validation et de sécurisation des transactions est donc également le système d'émission de la monnaie. En outre, contrôlée par l'algorithme, la récompense des mineurs – et de se fait l'augmentation de la masse monétaire – est étroitement contrôlée pour décroître au fil du temps (de moitié tous les 210 000 blocs) jusqu'à sa limite finale. Ce processus peut s'évaluer dans le temps puisque l'algorithme détermine aussi un temps moyen nécessaire à la validation d'un bloc (et ainsi, le temps nécessaire pour les mineurs pour trouver un *nonce* valide). L'algorithme impose donc ses contraintes au calcul en fonction des performances des ordinateurs dédiés au travail de minage de façon à conserver cette latence entre la validation de deux blocs[7].

Ce dernier aspect est important pour comprendre l'énergie phénoménale actuellement nécessaire à faire fonctionner le système du Bitcoin. Plus le matériel informatique utilisé par les mineurs devient performant, plus le calcul à réaliser (la difficulté posée à la fonction de hachage) devient complexe. De ce fait, alors qu'en 2009, il était possible de miner avec le processeur de son ordinateur (CPU), les hardware utilisés aujourd'hui (ASIC) sont spécialement conçus pour miner. Ces matériels, très chers (plusieurs centaines, voire milliers, d'euros) et très performants, sont aussi très gourmands en électricité. Ce coût de production considérable conduit les mineurs à se regrouper en *pools* (ou 'fermes de minage') uniquement dédiés à cette activité. Cette évolution est remarquable : là où certains voient encore une curiosité à laquelle s'essaient quelques geeks ou crypto-anarchistes, nous trouvons une réalité au caractère industriel.

Des marchandises numériques cryptographiques plutôt que des monnaies

Grâce à la technologie de la *blockchain*, le procédé de validation et de sécurisation des transactions est également le processus de production au cours duquel les nouveaux Bitcoin sont créés. Pour certains auteurs se revendiquant des idées de Marx, ceci conduit à penser les unités produites comme des marchandises et l'activité de minage comme un processus leur conférant de la valeur.

Valeur d'usage et valeur d'échange

Pour Velasco et Medina, dans leur essai intitulé *The Social Nature Of Cryptocurrencies Or : What Would Marx Say About Bitcoin*[8], les Bitcoins sont compris comme des marchandises possédant une valeur d'usage et une valeur d'échange.

D'une valeur d' 'usage' d'abord. Bien que l'usage principal du Bitcoin soit supposé être celui d'un moyen de paiement, cet usage se présente selon des modalités spécifiques. Les occasions de payer en Bitcoin sont devenues de plus en plus nombreuses mais beaucoup de détenteurs de cette crypto-monnaie se contentent de la thésauriser ou de la réserver à des circonstances spéciales : réaliser des transactions internationales, anonymes (ou pseudo-anonymes), moins coûteuses en frais de transaction que celles médiées par les banques et les États ou échappant à leur contrôle. Des usages dont le caractère monétaire est moins immédiat peuvent aussi être envisagés (par exemple, le goût du jeu et du frisson avec l'investissement dans un produit risqué, l'acquisition d'unités cryptographiques à des fins de curiosité ou leur utilisation pour acquérir des illustrations à collectionner[9]). La valeur d'usage, pouvant varier d'un individu à un autre, se présente comme une valeur subjective, extrinsèque, des unités cryptographiques.

D'une valeur d'échange (ou 'valeur') ensuite. Au cours du procès de production des crypto-monnaies, une quantité de travail humain abstrait est consommée. Bien que les unités cryptographiques n'aient pas une matérialité physique, elles incorporent du travail abstrait contenu dans les moyens de production et les matières premières nécessaires à leur production (ici les hardware ASIC et l'énergie qu'ils consomment). En outre, Velasco et Medina signalent qu'une valeur est également ajoutée au cours de l'opération. Puisque les machines ne peuvent, selon Marx, créer elles-mêmes de la valeur, cela signifie que du travail humain est aussi directement consommé. On peut penser ici à la maintenance des installations. Celle-ci existe déjà lorsqu'un individu mine avec le processeur de son ordinateur mais elle est plus visible encore dans les fermes de minages où plusieurs dizaines de salariés sont employés pour maintenir les installations[10]. La valeur

[7] Ainsi, quels que soient les progrès réalisés dans les matériels de calcul et le nombre de machines travaillant sur le hachage des blocs, il faut 4 ans pour valider 210 000 blocs et l'émission totale de Bitcoins est prévue pour être atteinte en 2140.

[8] Velasco, Samuel, Medina, Leandro, 2013, *The Social Nature Of Cryptocurrencies Or: What Would Marx Say About Bitcoin ?*, Kindle Editions.

[9] Voir l'usage de certaines crypto monnaie pour acquérir des **« Rares Pepe » ou des « Kryptokitties »**.

[10] Voir par exemple la ferme d'**Advania en Islande (40 salariés)** ou celle de **Ordos en Chine (50 salariés)**.

(d'échange), mesurée en quantité de travail nécessaire à la production des crypto-monnaies, se présente comme une valeur objective, intrinsèque, de celles-ci.

Pour Velasco et Medina, la mise en dialogue entre les deux sortes de valeur, subjective (valeur d'usage), et objective (valeur), permet de comprendre à la fois l'existence d'une valeur réelle des crypto-monnaies et leur extrême volatilité. En raison du travail créateur de valeur intervenant au cours du procès de production, elles ont une valeur objective ne dépendant pas du seul jeu entre l'offre et la demande. Cependant, elles ont également une valeur subjective. En fonction de l'usage qui peut en être fait, l'intérêt pour l'achat de crypto-monnaies sera plus ou moins important, impactant sur son prix. Ceci signifie également qu'il peut exister des situations où, bien qu'elles aient une valeur objective exprimée en temps de travail abstrait, cette dernière peut ne pas être réalisée dans l'échange faute de trouver une valeur d'usage pour quiconque.

Une production capitaliste de marchandises monnaies

Chaque unité de monnaie cryptographique, bien que de nature numérique, impalpable physiquement, constitue donc un produit incorporant du temps de travail humain objectivé, de façon directe créatrice de valeur (par la maintenance des hardware) ou indirecte (dans le coût de production des machines et de l'énergie nécessaire au minage). A ce titre, elle se présente comme une marchandise semblable aux autres marchandises, pourvue d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange, et issue d'un procès de production au cours duquel une valeur est ajoutée. Or, ceci signifie que dans l'activité de production, une plus-value peut être réalisée. C'est important puisque cela a pour conséquence un intérêt à engager le procès de production, non pour contribuer au fonctionnement du système (validation et sécurisation des transactions), mais pour obtenir un profit.

Marx, dans le *Capital*, décrit deux logiques en fonction desquelles les marchandises s'échangent contre de la monnaie et les monnaies contre des marchandises. Le premier cas, qui peut être représenté par le schéma « M – A – M » (Marchandise – Argent – Marchandise)[11] décrit le procédé par lequel une marchandise (Marx prend l'exemple d'une toile) est échangée contre de l'argent, qui, par la suite, est échangé contre une autre marchandise. La finalité du mouvement abouti à l'échange d'une marchandise contre une autre, l'argent n'étant alors qu'un équivalent général le rendant possible.

Cependant, Marx note l'existence d'un autre mouvement logique qui peut être schématisé par la formule « A – M – A » (Argent – Marchandise – Argent)[12]. Ici, l'argent est la substance de départ aussi bien que l'expression finale du mouvement. Or, si échanger une marchandise contre une autre ayant la même valeur a du sens – les valeurs d'usages n'étant pas les mêmes – échanger de l'argent contre de l'argent n'a de sens que si la quantité d'argent finale est plus grande que celle de départ. C'est ce qui conduit Marx à explorer les conditions dans lesquelles cela est possible alors que les métamorphoses réciproques de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise sont, à chaque fois, supposées être opérées selon des équivalences. Ceci le conduisant à mettre en évidence le procédé par lequel le capitaliste ne paie le travailleur que pour une part du travail fourni à un prix déterminé par ce qui lui est nécessaire pour subsister (temps de travail socialement nécessaire).

Là où le Bitcoin, l'Ethereum ou d'autres monnaies cryptographiques se présentent comme des systèmes de paiement, sensés permettre les échanges, nous découvrons dans les faits un produit pour la fabrication duquel de la monnaie, non cryptographique cette fois, est investie (matériel hardware, électricité, entretien – et donc des salaires lorsque l'activité s'industrialise) afin de créer une marchandise valant plus que l'argent investi… et pouvant donc être rééchangée contre de la monnaie non-cryptographique en réalisant un profit. Dès lors, les mineurs sont moins les garants d'une nouvelle utopie que des capitalistes engageant leur capital dans le processus de fabrication d'une marchandise afin de le faire fructifier. Bien sûr, ceci conduit à la mise en commun de ressources devenues très chères et consommatrices en énergie mais également à délocaliser cette production là où la marge réalisée est la meilleure : ainsi dans des pays comme la Chine où la main d'œuvre, mais surtout l'électricité, est peu coûteuse. L'affaire peut être lucrative : d'après un reportage réalisé par Motherboard, 6 mines détenues par un groupe de 4 ingénieurs dans le nord-est de la Chine généreraient plus de 1,3 million d'euros chaque mois.

Crypto-monnaies et *blockchains*, des germes pour la société future ?

Lorsque les marxistes s'intéressent aux crypto-monnaies et à la *blockchain*, il est frappant de constater la polarisation des conclusions auxquelles parviennent les auteurs. Le plus souvent, la monnaie cryptographique et la *blockchain* sont rejetées sans condition comme de nouvelles réformes monétaires capitalistes et de nouveaux outils de domination économique[13]. Dans d'autres cas, elles sont valorisées

[11] Marx, Karl, *Le Capital*, Livre 1, 2014 (1963), Paris, Gallimard, Editions Folio Histoire, p. 192

[12] *Ibid.* p. 240.

[13] Cf. ce billet de blog : Williams, Sam, 2013 **« Bitcoins and Monetary Reform in the Digital Age »**, ou Booth, Adam, 2016, **« What is money? - part five: the future of money »** du site socialist.net.

comme des technologies utiles pour une société future. L'étude de Velasco et Medina[14], que nous avons citée, est emblématique puisque, malgré le potentiel critique sous-jacent à leur compréhension des monnaies cryptographiques en qualité de marchandises, leur travail est un plaidoyer encourageant ... à miner du *Litecoin*. De manière moins surprenante, d'autres auteurs rejettent la dimension monétaire du système mais considèrent la technologie de la *blockchain* comme une invention utile pour une société socialiste ou communiste. Ainsi, Huckle et White[15] proposent d'employer la *blockchain* pour inscrire la circulation de 'bons de travail' et donc de permettre la gestion d'échanges d'heures de travail. Pour Victor[16], c'est la production entre pairs (*P2P production*) de la *blockchain* qui constitue le germe d'un nouveau mode de production, coexistant encore avec le capitalisme mais destiné à s'y substituer.

Sauf à épouser une certaine vision marxiste déterministe faisant correspondre un dispositif technique à un mode de production économique, une technologie n'engendre pas nécessairement des façons spécifiques d'organiser le travail et la production. Elle peut donc s'avérer efficiente aussi bien dans une société capitaliste que dans une société communiste. Néanmoins, sans disqualifier les potentialités permises par la *blockchain* par la seule accusation de ses usages monétaires et capitalistes – certains usages non-monétaire sont déjà à l'ordre du jour[17] – il est important de souligner certains problèmes.

Des limites écologiques

Les problèmes sont d'abord d'ordre écologique. L'activité de minage, est, nous l'avons souligné, gourmande en énergie. Actuellement, la consommation électrique globale de Bitcoin serait égale à la celle du Maroc et une transaction réalisée dans cette crypto-monnaie consommerait autant qu'un foyer américain pendant une journée et demi[18]. Bien sûr, le système de gestion de transactions monétaires en argent non-cryptographique a aussi son coût énergétique. Cependant il paraît bien moins important. Considérant que les nombres d'habitants du Maroc et d'utilisateurs de Bitcoin sont comparables, le fait que certains utilisent autant d'énergie pour faire fonctionner un système de paiement que d'autres pour effectuer l'ensemble de leurs activités quotidiennes (dont réaliser des paiements avec leurs cartes bancaires), montre bien que l'énergie requise pour faire fonctionner ce système est bien trop importante par rapport à l'usage qu'il permet[19].

Si cette grande consommation est d'autant plus scandaleuse dans un contexte où le minage de monnaies cryptographiques se présente, non comme une contribution au fonctionnement d'un système servant un bien commun, mais comme un procès de production capitaliste permettant à certains individus de réaliser des profits, elle est généralement problématique. Bien qu'il existe des alternatives moins énergivores (la 'preuve d'enjeu', par exemple, ou des systèmes où la difficulté des calculs est adaptée au matériel des mineurs, rendant inutile une course à la puissance[20]), on peut se demander quel est l'avenir d'un système de gestion et d'échanges de biens (ou d'heures de travail) qui nécessite une énergie électrique croissante pour fonctionner sur une planète où les ressources seraient déjà insuffisantes si toutes les populations devaient y avoir accès de la même façon que dans les pays développés. En outre, la *blockchain* doit aussi être stockée (rappelons qu'après un peu moins de 10 ans d'existence, celle du Bitcoin pèse déjà plus d'une centaine de gigaoctets pour un nombre d'utilisateurs estimé entre 13 et 30 millions qui était bien moindre encore au lancement de la crypto-monnaie[21]) et nécessite donc la production d'infrastructures matérielles destinées à cet effet. Or, la production de telles infrastructures n'est pas sans coûts en termes d'énergie et de ressources.

Quelles que soient les améliorations possibles, les ressources énergétiques et matérielles nécessaires au fonctionnement d'une *blockchain* ne peuvent que croître dans le temps. Quid si la *blockchain* doit devenir, de surcroît, non seulement un moyen de gestion d'échanges de biens ou de quantités d'heures de travail, mais aussi une technologie assurant le fonctionnement de plusieurs autres usages au sein de la société ?

Blockchain sans monnaie et fonctionnement en P2P : des contradictions structurelles

Même s'il est possible que le Bitcoin (ou même ses concurrents) soient actuellement des dispositifs à l'essai devant être optimisés[22] (avec tout le problème que pose une version d'essai qui consommerait autant que le Maroc[23]), le fonctionnement décentralisé de la *blockchain* pose encore d'autres problèmes.

Au cours du processus de maintenance de la *blockchain*, une valeur est créée. Celle-ci se traduit par la mise en circulation de nouvelles unités qui sont alors octroyées aux mineurs en guise de rémunération. Or,

[14] Velasco, Samuel, Medina, Leandro, *Ibid*.

[15] Voir Huckle, Steve, White, Martin, 2016, « Socialism and the Blockchain », *Future internet*, 8, 49, pp. 1-15.

[16] **Victor, Raoul**, 2009, **« Money and Peer Production »**, Presentation to the 4th Oekonux Conference – Manchester - March 2009

[17] Par exemple : gestion de votes en ligne, de brevets, de droits d'auteurs, *cloud computing* ou *microbloggin*, *etc*.

[18] Voir cet **article rédigé par tranchiX** en réponse à un billet de blog de Ploum.

[19] *Ibid*.

[20] Voir par exemple le fonctionnement du **protocole Duniter**.

[21] Voir ici encore la réponse à l'article de Ploum.

[22] Voir le **billet de blog de Ploum**.

[23] Voir ici encore la réponse à l'article de Ploum.

cette logique nous paraît entrer en contradiction avec l'hypothétique suppression des usages monétaires du système. Actuellement, de nombreuses applications aux usages non-monétaires fonctionnent déjà sur des *blockchains*. Celle de l'Ethereum permet par exemple des activités de *microblogging*[24], de *cloud computing*[25] et de *jeu*[26], etc.). Néanmoins, malgré ce caractère non-monétaire, le support sur lequel elles fonctionnent a, quant à lui, une réalité monétaire bien tangible puisqu'il est maintenu par des utilisateurs rémunérés en Ether.

Dans un contexte où ceux qui se partagent la charge du fonctionnement du système sont rémunérés, la production en P2P est affectée. A la différence d'internautes partageant des fichiers via le protocole BitTorrent ou d'administrateurs d'instances Mastodon ou Peertube engageant de leurs ressources pour constituer un nœud d'un réseau duquel ils retirent un usage personnel[27] (échange de fichiers, communication avec d'autres utilisateurs, mise en ligne et visualisation de vidéos, reconnaissance sociale), les utilisateurs qui contribuent à la maintenance de la *blockchain* retirent un profit de leur implication dans la gestion de celle-ci. Cette différence est fondamentale puisque cette seconde modalité de production en P2P engage structurellement une utilisation capitaliste du dispositif où l'objectif premier n'est pas (plus) de contribuer avec d'autres à faire fonctionner un système pour la collectivité mais d'obtenir un gain pour le travail et les coûts matériels engagés – gain qui peut alors être réinvesti dans le processus pour obtenir un gain plus grand encore.

Même si la technologie de la *blockchain* ne résulte ni n'engendre un mode de production déterminé, les choix qui ont présidé à la mise en place de son algorithme sont profondément imprégnés de la logique capitaliste. Loin d'être un germe de la société future entrant en contradiction avec le système économique actuel, elle en épouse la logique de fonctionnement et ne pourra éventuellement y trouver une place qu'après avoir fait l'objet d'une collectivisation comme les autres moyens de production. Mais, séparée de sa logique monétaire, représentera-t-elle alors encore une valeur d'usage ?

La *blockchain* étant *in fine* une liste d'expressions textuelles (en lettres ou en chiffres), on peut se demander si, en dehors des problèmes écologiques qu'elle pose, elle est bien la meilleure solution face aux problèmes qu'elle prétend résoudre. Ainsi, Kai Stinchcombe s'interroge devant la prétention à considérer qu'une gestion algorithmique est plus sécurisée que celle garantie par un intermédiaire bancaire ou institutionnel. Bien peu de personnes auraient en effet la capacité de pratiquer un *audit* des applications logicielles pour chaque activité inscrite dans la *blockchain* (par exemple, vérifier si un *smart contract* permettant d'acheter un objet n'est pas une arnaque, ne contient pas d'erreur ou si un vote en ligne n'a pas été corrompu). Pour la majorité, placer une confiance dans la *blockchain* reviendrait à placer sa confiance dans les banques et l'État… avec moins de garantie puisqu'aucune autorité ni aucune loi n'assurerait un cadre et ne s'appliquerait en cas de litige[28]. Si ces intermédiaires prendront d'autres formes dans la société future, doivent-ils néanmoins adopter celle de la *blockchain,* troquant le contrôle de l'oligarchie actuelle contre celui d'une oligarchie techniciste ?

Conclusion

Il est fréquent que le Bitcoin soit comparé à une pyramide de ponzi en raison de l'enrichissement exponentiel de ses premiers utilisateurs. Une analyse matérialiste marxiste du fonctionnement de la crypto-monnaie démontre le caractère erroné de cette vision. L'enrichissement des *early adopteurs* ou d'investisseurs plus tardifs fortunés ne provient pas des poches des nouveaux utilisateurs mais de leur capacité à investir un capital dans le procès de production de la monnaie cryptographique pour en retirer un profit. Ce profit pouvant à son tour être engagé dans le processus, il permet à ces investisseurs de gagner encore plus, conduisant à une accumulation du capital… un cercle 'vertueux' qui n'est guère caractéristique des nouvelles monnaies cryptographiques mais de l'ensemble du mode de production capitaliste.

Pénétrées par cette logique structurelle au plus profond de leurs algorithmes, les *blockchains* peuvent-elles réellement s'en émanciper ? Mais, d'abord, en avons-nous besoin ?

Cyan, mai 2018.

[24] Voir microblogging **ici en ligne**.

[25] Voir cloud computing **ici en ligne**.

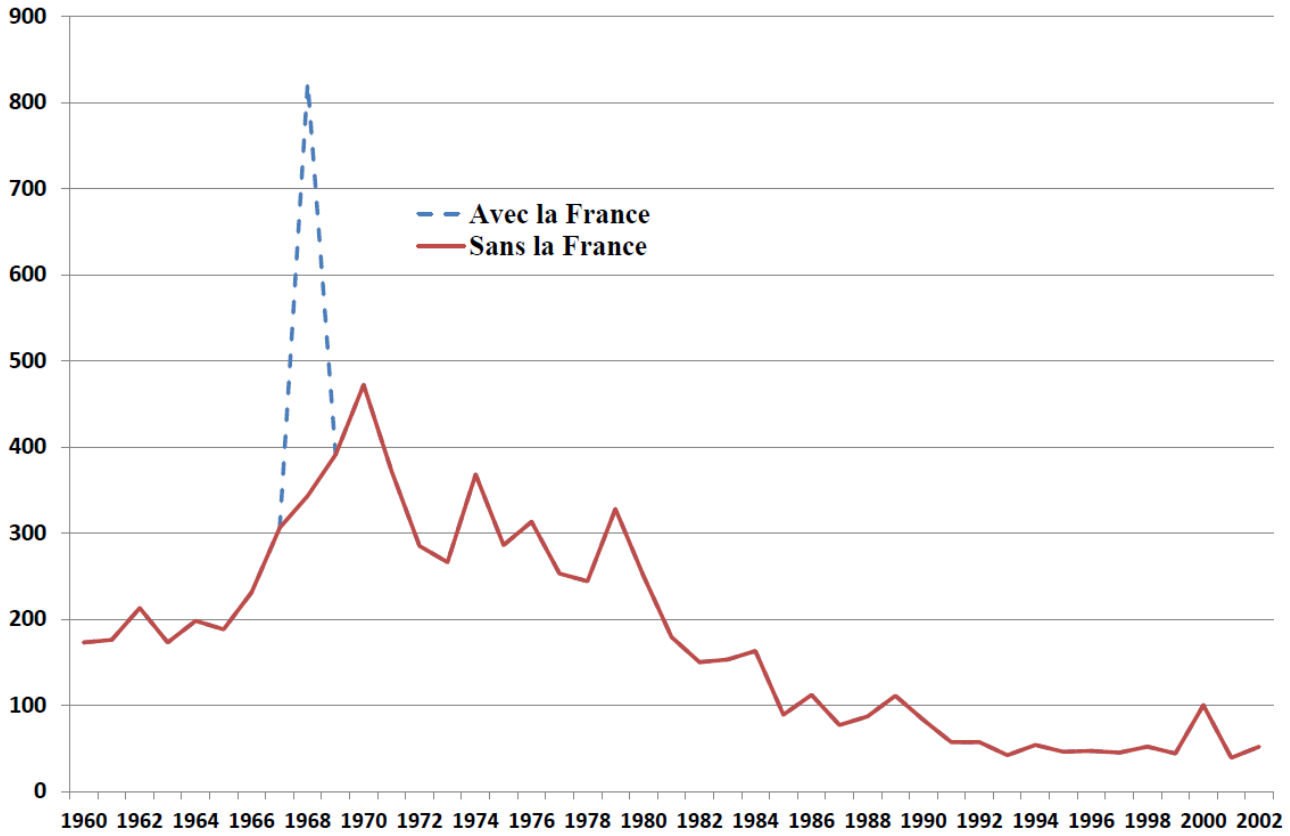
[26] Voir jeu **ici en ligne**.

[27] Même s'ils peuvent partager ce nœud de réseau avec d'autres (en invitant des connaissances à s'inscrire sur leur instance ou même en l'ouvrant à des inscriptions extérieures) les administrateurs de tels dispositifs n'en retirent aucun profit. La maintenance des infrastructures qui est à leur charge peut être partagée par d'autres utilisateurs, mais ce partage des coûts s'opère sur le mode du don, du mécénat, et aucunement dans le cadre d'un procès de production capitaliste.

[28] Voir la contribution de **Kai Stinchcombe sur *Medium***.

La signification des luttes de 1966 à 1972

Intensité des conflits du travail dans le monde **Perry et Wilson**



De la seconde moitié des années soixante jusqu'à 1972, l'on assiste à la montée d'une vague de conflits du travail dans le monde qui culminera en 1970 : ils sont multipliés par 2,5, entre 1965 et 1970 (si l'on exclut la France) et par 4,5 (entre 1965 et 1968) si on l'inclut (cf. graphique ci-dessus). Comme toutes les révoltes sociales d'ampleur, celles-ci ont surgi spontanément et surpris tout le monde, tant par leur caractère massif que par leur radicalité. A ces luttes des salariés se sont superposées des contestations de diverses natures – tout aussi massives et radicales – dans la jeunesse étudiante, en opposition aux guerres dans le tiers-monde, en recherche d'autres valeurs et mode de vie… et ce, durant la même période et aux quatre coins du monde également.

Quelles sont les causes de tous ces mouvements ?
1- Etaient-ils le produit d'une crise économique internationale et/ou d'un conflit de génération ?
2- Exprimaient-ils une volonté de renverser le capitalisme et/ou un désir de mieux profiter de la croissance ou de la vivre autrement ?
3- Quel bilan peut-on en tirer ? Ont-ils imprimé un cours social nouveau, voire potentiellement révolutionnaire, ou n'ont-ils été qu'un soubresaut au sein de la contre-révolution qui s'était abattue sur le mouvement ouvrier suite à l'échec des tentatives révolutionnaires en opposition à la première guerre mondiale (victoire du stalinisme et du fascisme, embrigadement des exploités dans la boucherie de la seconde guerre mondiale…) ?

Telles sont les questions que cette contribution se propose d'aborder en commençant, dans cette première partie, par discuter de la thèse selon laquelle Mai 68 serait le produit d'une crise économique mondiale et d'un capitalisme au bord de la faillite.

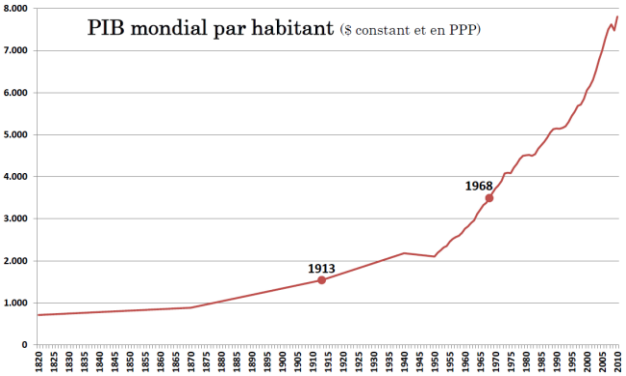
Le retour des crises ?

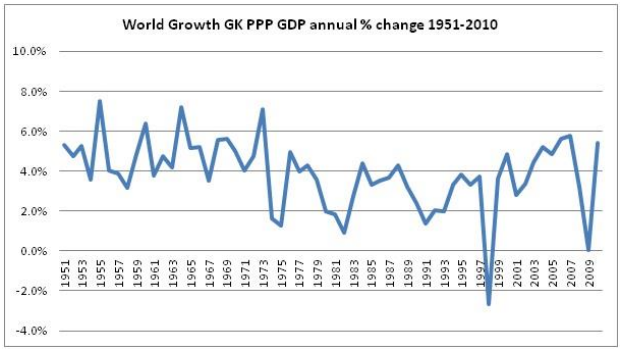
Cette thèse constituait l'idée clé qui est à la base de la résurgence d'une composante de la Gauche Communiste à cette époque, celle consistant à interpréter un tel embrasement social comme *« …la première riposte importante de la classe ouvrière à un processus de crise **aigüe** du système capitaliste »* [1].

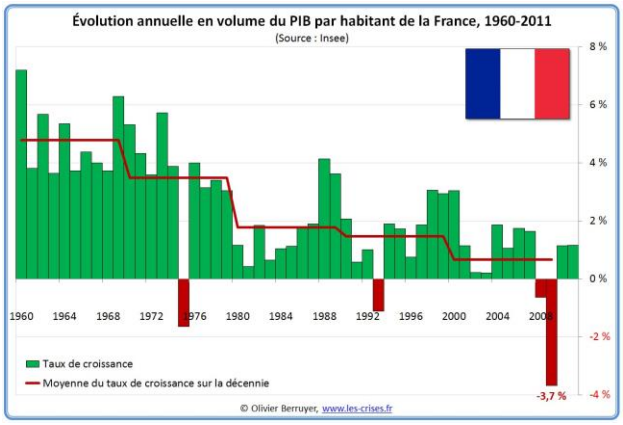
[1] **Révolution Internationale n°3**, 1969. La même idée est dévelop-

Crise ou prospérité ?

Or, toutes les données sont sans ambiguïtés : cette vague de conflits sociaux se déploie dans un contexte de pleine prospérité. S'il existe bien quelques oscillations dues à la nature cyclique du capitalisme, il n'y a pas de véritable crise économique avant 1974-75 [2], la croissance caracole entre 4% et 6% durant l'après-guerre jusqu'en 1973 comme le montrent les trois graphiques ci-dessous pour le monde (A. Maddison) et la France :







Le ralentissement de l'économie et les crises sont postérieurs à cette vague de luttes, celle-ci ne peut donc résulter d'un *« contexte d'essoufflement économique à l'échelle mondiale »* [3] où *« …le spectre de la crise et de l'effondrement total plane sur toute la société »* [4]. Prétendre en 1969, et encore aujourd'hui, que le spectre de la crise et d'un effondrement (*« total »* en plus) planait sur toute la planète à cette époque, alors que le PIB mondial par habitant a encore doublé depuis lors, que la Chine est passée de pays sous-développé au statut de grande puissance…, c'est tenir un discours purement idéologique sans rapport avec les faits. Que l'on soit convaincu que le capitalisme porte d'inévitables contradictions et que l'on souhaite sa disparition lors d'une de ses crises est tout à fait légitime, mais travestir la réalité pour la faire correspondre à ses désirs n'est pas faire œuvre de marxisme mais de profession de foi.

Chômage ou plein emploi ?

Cette vague de lutte serait-elle alors une réaction face à un *« chômage menaçant* [qui] *commence à préoccuper chaque jour davantage. Au début de 1968, le nombre de chômeurs complets dépasse les 500 000. Ce n'est plus un phénomène local, il atteint toutes les régions. (…) Le chômage partiel s'installe dans beaucoup d'usines et provoque des réactions parmi les ouvriers. Plusieurs grèves sporadiques ont la question du maintien de l'emploi et du plein emploi pour cause directe »* [5] ?

Rappelons cette évidence que, dans le cours du fonctionnement capitaliste, et même en période de pleine croissance, il y a toujours des entreprises qui font faillites, des secteurs obsolètes menacés et des entreprises qui doivent se restructurer. Les années soixante ne dérogeaient pas à cette règle puisqu'elles étaient caractérisées par une croissance jamais vue, ce qui impliquait d'inévitables mutations d'ampleurs impactant sur l'emploi dans certains secteurs. Ceci d'autant plus que l'Europe en construction avait fixé l'échéance des restructurations au 1er juillet 1968, impératif nécessitant des fusions et rationalisations et donc du chômage technique et des licenciements. Les secteurs les plus concernés furent :

1- L'industrie textile bousculée par l'arrivée des fibres synthétiques : 100 000 emplois y sont supprimés en France entre 1962 et 1968.

2- La sidérurgie, secteur industriel en pleine restructuration partout en Europe à cette époque : 45 000 emplois en moins en France entre 1962 et 1968.

3- Les charbonnages : avec la concurrence du pétrole, c'est le cœur minier de la classe ouvrière qui est touché de par le monde : 85 000 pertes d'emplois en France. La grande grève de 1963 et la descente des mineurs Lorrain sur Paris en attestent. Et pour cause, un programme de fermeture progressive des

---

pée dans le numéro précédent : *« Mai 1968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une* ***situation économique mondiale allant en se détériorant*** », MC, **Révolution Internationale n°2**, 1969 & **n°470**. Ce groupe - du même nom que sa publication - constituera le pôle moteur de ce qu'est devenu en 1975 l'actuel *Courant Communiste International* (CCI).

[2] A l'exception des USA qui connaissent une **récession dès 1970**.

[3] **Révolution Internationale n°2**, MC, 1969 & **n°470**.

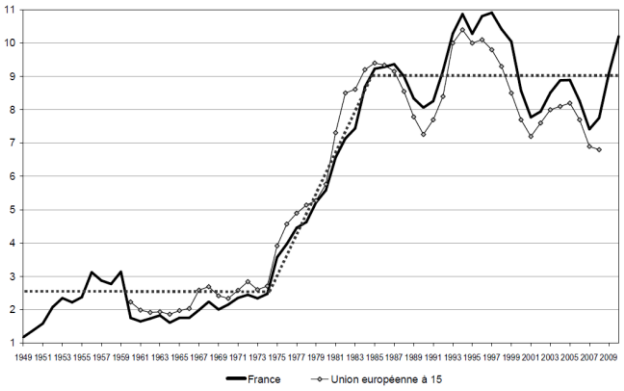
[4] **Révolution Internationale n°2**, *La crise monétaire*, 1969.

[5] **Révolution Internationale n°2**, MC, 1969 & **n°470**.

mines de charbon sur trente ans avait été lancé dès les années soixante.
Enfin, suite au baby-boom d'après-guerre, un surcroît de jeunes arrivait sur le marché du travail.

Malgré tout cela, le taux de chômage reste inférieur aux années 1950 et ne fluctue que très légèrement dans un contexte de plein emploi jusqu'en 1975, cf. le graphique du taux de chômage ci-dessous :

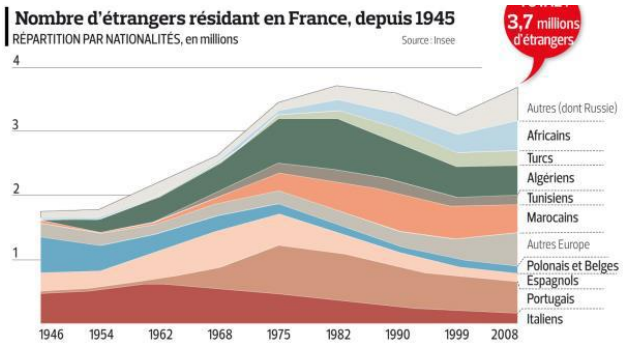
Taux de chômage, Union Européenne, France [6]



Pourquoi ? Parce qu'à côté de ces secteurs en restructuration, d'autres comme l'électricité, la chimie ou l'automobile engageaient à tours de bras (24% d'emplois en plus de 1962 à 69 dans l'automobile).

Des grèves autour de la question de l'emploi, il y en a donc de tout temps, y compris dans les années 1950 et 60. Dès lors, il n'est pas étonnant que certains conflits en 1968 en France se soient cristallisés autour de cette question et que des slogans et banderoles en attestaient dans les manifestations, etc. De même, il n'est pas étonnant non plus que le chômage ait sensiblement augmenté en volume absolu de 1966 à 68 mais très faiblement en pourcentage (cf. graphique ci-dessus), que l'ANPE (Agence Nationale Pour l'Emploi) voit le jour en 1967 et qu'apparaît également un secrétaire d'Etat à l'Emploi au même moment.

Mais, tout autre chose est de prétendre que cette vague de luttes répondait à une montée généralisée du chômage suite *« à une situation économique mondiale allant en se détériorant »* et *« à un processus de crise aigüe du système capitaliste »* (ibid). Rien n'est plus faux : le chômage n'augmente significativement qu'à partir de 1975, jusque-là règne le plein emploi … à tel point que, manquant de main d'œuvre, les pays européens vont en 'importer' massivement. Ainsi, en France, le nombre d'étrangers va doubler entre 1954 et 1975 avec l'appel de travailleurs portugais, espagnols et nord-africains comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous :



C'est d'ailleurs ce plein emploi qui fera la force du mouvement de grèves à cette époque car il n'existait pas encore de réserve de chômeurs permettant de faire pression sur les salariés. Au contraire, c'étaient ces derniers qui poussaient les salaires à la hausse (cf. le graphique de l'évolution des revenus réels ci-dessous). Nombre de témoignages de l'époque en attestent : *« Il faut dire que, à cette époque, la survie était plutôt facile à assurer et que, quand on cherchait du travail, on en trouvait tout de suite… (…) …cette mobilité potentielle dans le travail était généralisée et a duré jusque dans la première moitié des années 1970 (…) : 'Nous les ouvriers, on pouvait trouver trois patrons dans la même journée et on les choisissait. On pouvait embaucher à 8 heures, sortir à 9 et embaucher ailleurs, ça veut dire que la peur de perdre son travail n'empêchait pas ceux qui tenaient à leur liberté de l'exercer. Ils n'étaient pas tenus au collet comme aujourd'hui' »* [7].

Dès lors, prétendre encore, quarante ans après, que *« ce sont les effets en France de cette crise économique mondiale (**montée du chômage**…) qui expliquent en bonne partie la montée de la combativité ouvrière dans ce pays à partir de 1967 »* [8] relève plus d'un optimiste militant béat que d'une analyse marxiste un tant soit peu sérieuse.

Diminution ou hausse des salaires réels ?

Serait-ce alors une attaque contre les salaires réels qui aurait impulsé cette vague de grèves : *« Fin 1967, la situation économique en France commence à donner des signes de détérioration. (…) Concurremment, avec le dés-emploi et sous sa pression directe, **les salaires tendent à baisser et le niveau de vie des masses se détériore** »* [9]. Cette affirmation datant de 1969 est toujours réitérée aujourd'hui : *« Ce sont les effets en France de cette crise économique mondiale (montée du chômage, **gel des hausses salariales**, intensification des cadences de production, attaques contre la Sécurité sociale) qui expliquent en bonne partie la montée de la combativité ouvrière dans ce pays à partir de 1967 »* [10]. Que nous apprennent les faits ? Ils infirment totalement cette assertion

[6] Michel Husson, ***La France du travail*, IRES 2009** : 29.

[7] Lola Miesseroff, *Voyage en outre-gauche* : 136-137.

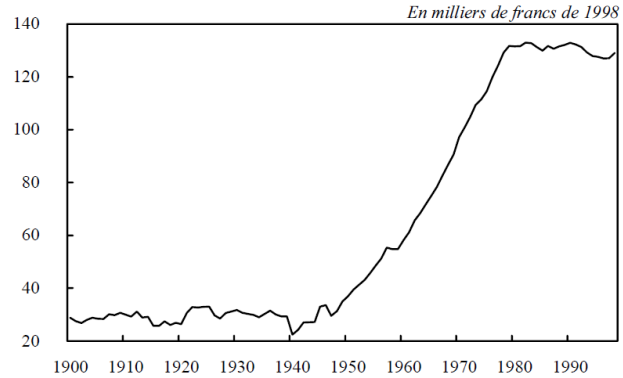
[8] **Revue Internationale n°134**, Fabienne, 2008.

[9] **Révolution Internationale n°2**, MC, 1969 & **n°470**.

[10] **Revue Internationale n°13**4, Fabienne, 2008.

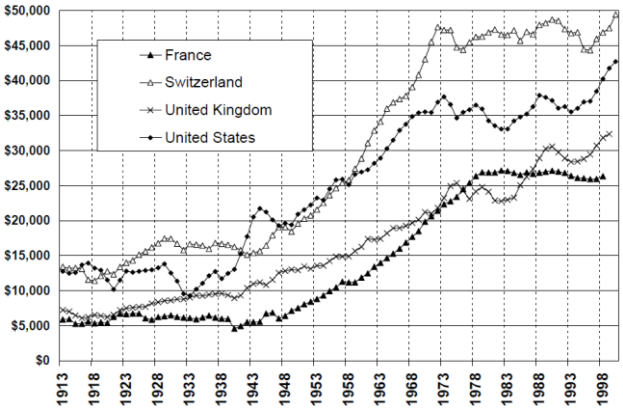
puisque le revenu réel moyen par foyer en France a été multiplié par 4,5 entre 1945 et 1978 alors qu'il stagne avant et après ces deux dates, du jamais vu dans toute l'histoire de France, et pas seulement dans ce pays mais dans tous ceux ayant connu cette dynamique de très forte croissance d'après-guerre comme en atteste le second graphique :

Revenu annuel réel moyen par foyer en France de 1900 à 1998 (en francs constant de 1998)



Source : Piketty, 2001, colonne 7 du tableau G2, annexe G.

Revenu réel moyen US, GB, FR et CH (1913-2000) [11]



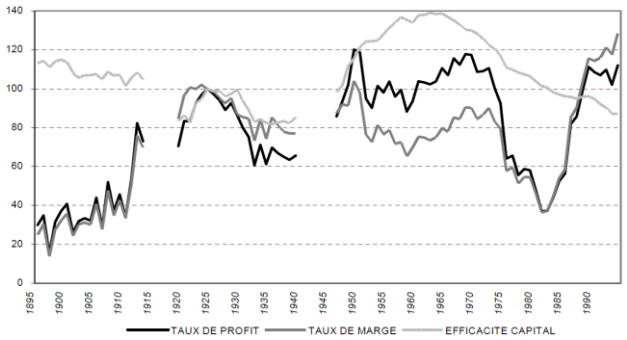
Un tel déni de la réalité est totalement étranger à la méthode marxiste qui doit s'appuyer sur des données objectives pour leur donner sens et non plaquer un schéma idéologique correspondant à un souhait militant au prix d'être en contradiction avec les faits.

Et le taux de profit ?

Ne serait-ce pas alors le taux de profit qui aurait déjà été en berne avant, pendant ou juste après cette vague de lutte et dont elle aurait été le produit ou le signe annonciateur ? Ici aussi les données sont sans appels pour la France comme le montre le graphique ci-dessous indiquant que le taux de profit n'a fait que grimper au cours des années 1960 pour culminer en 1970 et ne chuter significativement qu'après 1973 :

[11] Saez E., 2004, ***Income and Wealth Concentration in a Historical and International Perspective***.

Taux de profit et ses composants en France (100 = 1924) [12]



Il est vrai qu'il s'était retourné plus précocement aux Etats-Unis (dès 1966 [13]), mais il restait à des sommets et a même connu une légère reprise en 1968 : ce n'est que par la suite qu'il chute significativement. On ne peut donc raisonnablement pas imputer à un taux de profit encore au zénith aux Etats-Unis, ou qui ne chute que cinq ans après 68 en France, d'être la cause ou le signe annonciateur de l'explosion sociale entre 1966 et 72 [14] !

Mouvement ouvrier et étudiant

Si l'analyse des soubassements de cette vague de conflits du travail ne brille guère par sa rigueur, qu'en est-il de sa place par rapport aux contestations étudiantes ? Un lieu commun de l'idéologie dominante consiste à taire ou à minorer la dimension ouvrière des révoltes de cette époque, et, si elle en parle, à la présenter comme une singularité française. Malheureusement, certains dans la gauche communiste prêtent le flanc à une telle vision [15]. A

[12] Michel Husson, ***Misère du Capital***, Syros, 1996 : 16.

[13] Cf. graphique de la page 3 dans la présentation de ce numéro.

[14] Il est vrai que la concomitance entre cette vague de luttes et la dynamique à l'inversion du taux de profit pourrait être raisonnablement soutenue pour les Etats-Unis, et même pour certains autres pays, mais ce lien causal est peu pertinent pour plusieurs raisons : (a) il s'agit d'expliquer une vague internationale de lutte, or, ce lien n'est défendable que pour certains pays seulement, et, en tous les cas, pas pour le pays phare de cette vague : la France ; (b) de plus, tout dépend souvent de la façon dont le taux de profit retenu est calculé ; (c) et même dans les cas où ce lien pourrait être avéré, les taux de profit caracolent encore à des sommets durant la période 1966-72 puisqu'ils commencent à peine leurs déclins. Autrement dit, même dans les pays où il y a eu inversion préalable ou concomitante du taux de profit, ses conséquences en termes de chômage, faillites, baisses de salaires, etc. n'étaient pas encore effectives, or, ce sont ces conséquences qui déterminent la conflictualité sociale et non le niveau du taux de profit en soi ; (d) enfin, c'est uniquement par souci de rigueur d'analyse que nous discutons du lien avec le taux de profit car cette organisation ne l'a jamais évoqué pour expliquer les luttes sociales de cette époque.

[15] *« D'une part, la révolte étudiante qui a frappé la presque totalité des pays du bloc occidental, et qui s'est même propagée, d'une certaine façon, dans des pays du bloc de l'Est. D'autre part,* ***la lutte massive de la classe ouvrière qui, cette année-là, n'a touché fondamentalement qu'un seul pays, la France*** *»* **Revue Internationale n°133**, Fabienne, 2008. Cette idée est réitérée à deux reprises

nouveau, les faits infirment totalement ces jugements puisque, même si l'explosion sociale de mai-juin 68 en France était d'une ampleur exceptionnelle (pic en pointillé sur le premier graphique de cette contribution), elle s'insérait dans un mouvement d'ensemble des conflits du travail dans le monde qui était clairement ascendant depuis 1965 (trait plein sans la France sur le premier graphique de cette contribution). Dès lors, prétendre que *« la lutte massive de la classe ouvrière … n'a touché fondamentalement qu'un seul pays, la France »* [16], est non seulement dénuée de fondements, mais c'est l'exact opposé de la réalité, puisque, sans la France, le total des journées perdues pour faits de grève s'inscrit dans une tendance à la hausse mondialement.

Un cours ouvert à la révolution ?

Qu'en est-il maintenant de cette autre affirmation sur la perspective générale ouverte par cette vague de luttes, à savoir que l'approfondissement des crises allait voir *« se radicaliser les luttes prolétariennes jusqu'à déboucher sur la révolution mondiale »* [17] ? A l'évidence, une telle idée relevait plus d'une posture volontariste que d'une analyse marxiste rigoureuse.

Certes, après la vague de la seconde moitié des années 1960, les conflits sociaux se maintiendront à un niveau sensiblement plus vigoureux durant les années 1970 que durant l'après-guerre, mais ils diminueront dramatiquement (d'un facteur six) tout au long des années 1980 pour atteindre un très bas niveau jusqu'aujourd'hui ! Une telle involution dans la conflictualité sociale aurait dû motiver une sérieuse autocritique. Au lieu de cela, ceux qui claironnaient à *« l'ouverture d'un cours à la révolution à partir de 1968 »* ont persisté dans la même posture idéologique en décrétant que la décennie 80 sera décisive pour l'avenir de l'humanité ! A un point tel que l'alternative historique entre la guerre et la révolution devait s'y décider : *« Dans la décennie qui commence, c'est donc cette alternative historique* ***qui va se décider*** *: ou bien le prolétariat poursuit son offensive, continue de paralyser le bras meurtrier du capitalisme aux abois et ramasse ses forces* ***pour son renversement****, ou bien il se laisse piéger, fatiguer et démoraliser par ses discours et sa répression et, alors, la voie est ouverte à un nouveau holocauste qui risque d'anéantir la société humaine »* [18]. Pire, alors que cette décennie a connu un recul drastique des conflits sociaux d'un facteur six, cette organisation prétend encore à son issue en 1989 que *« les années 1980 ont, avant tout, été des années de développement de la lutte de classe »* [19] ! Belle exemple où la défense dogmatique d'analyses erronées confine à l'aveuglement par rapport à l'évidence des faits.

Victoire ou défaite ?

Si le soubassement de ces conflits du travail, leur importance par rapport aux mouvements étudiants et leur perspective, ne se fondent que sur des schémas préconçus et sans rapport aucun avec la réalité, qu'en est-il de l'appréciation de leurs résultats ? Jugeons-en : *« Dans la nuit du 26 au 27 mai sont conclus les "accords de Grenelle" (...) Vu l'importance et la force du mouvement, c'est une véritable provocation : - les 10 % seront effacés par l'inflation (qui est importante à cette période) ; - rien sur la compensation salariale de l'inflation ; - rien de concret sur la réduction du temps de travail ; on se contente d'afficher l'objectif du "retour progressif aux 40 heures" (déjà obtenues officiellement en 1936 !) ; au rythme proposé par le gouvernement, on y arriverait en... 2008 ! ; - les seuls qui gagnent quelque chose de significatif sont les ouvriers les plus pauvres (on veut diviser la classe ouvrière en les poussant à reprendre le travail) et les syndicats (on les rétribue pour leur rôle de saboteurs) »* [20].

Que les ouvriers les plus pauvres aient gagnés quelque chose de significatif ainsi que les syndicats pour leur rôle de saboteurs est tout à fait vrai, mais est-ce bien les seuls résultats matériels de ces combats ? Est-il correct d'affirmer que rien n'a été obtenu pour les salariés au niveau du temps de travail et que l'inflation a annulé les hausses de salaires ?

Tournons-nous à nouveau vers les faits : le revenu réel moyen par foyer en France a été multiplié par 4,5 entre 1945 et 1978 (il doublera encore après1968, ce qui n'est pas rien !) comme en atteste le graphique supra : du jamais vu dans toute l'histoire de France au vu de la stagnation de ce pouvoir d'achat avant 1945 et après 1978. Comment peut-on l'expliquer alors que l'inflation, bien qu'encore faible en 1968, atteindra néanmoins les 10 % entre 1975 et 1985 ? Justement parce que les salaires étaient bel et bien indexés sur les prix, contrairement à ce que prétend cette organisation : « *rien sur la compensation salariale de l'inflation »* [21]. C'était d'ailleurs déjà le cas

dans l'article qui lui fait suite : *« C'est vrai qu'il a existé en France en mai 1968 une situation qu'on n'a retrouvée dans aucun autre pays, sinon* ***de façon très marginale*** *: un mouvement massif de la classe ouvrière prenant son essor à partir de la mobilisation étudiante (…) …des circonstances particulières ont permis que ce soit en France que le prolétariat mondial mène* ***son premier combat*** *d'ampleur... »* **Revue Internationale n°134**, Fabienne, 2008.

[16] **Revue Internationale n°133**, Fabienne, 2008.

[17] *« C'est la première riposte importante de la classe ouvrière à un processus de crise aigüe du système capitaliste dont* ***l'approfondissement inévitable verra se radicaliser les luttes prolétariennes jusqu'à déboucher sur la Révolution Mondiale*** *»* **Révolution Internationale n°3**, 1969. Notez les majuscules à *Révolution Mondiale* pour bien insister sur cet aboutissement inévitable (sic) !

[18] *Années 80 années de vérité*, **Revue Internationale n°20**, 1980.

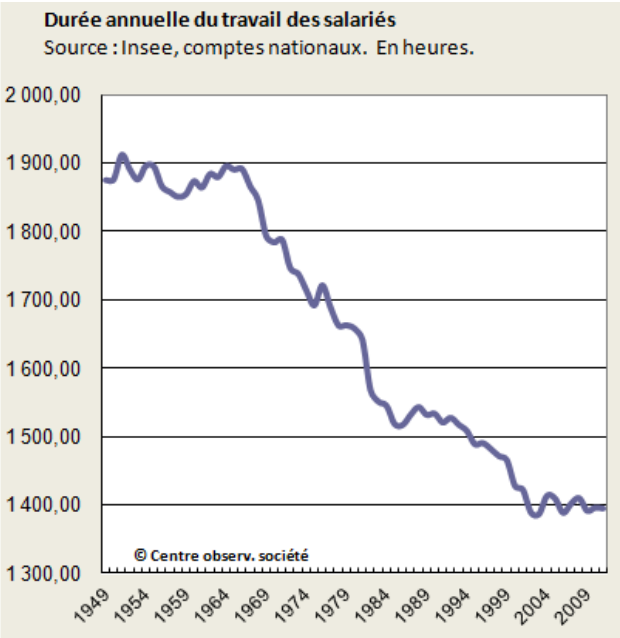
[19] **Revue Internationale n°59**, 1989, 8è congrès du CCI.

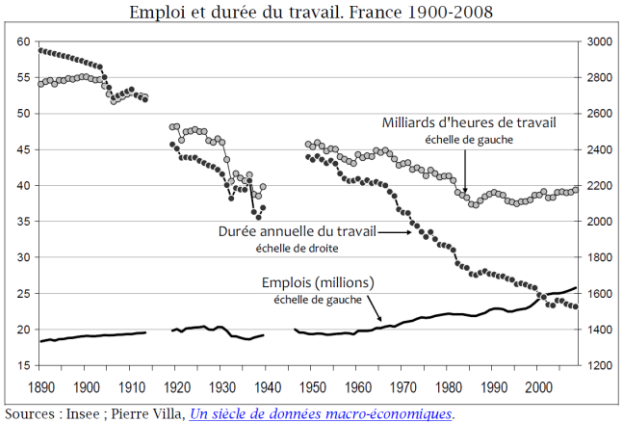
[20] **Revue Internationale n°134**, Fabienne, 2008.

[21] Il suffit d'ailleurs de lire les accords de Grenelle pour constater

avec la loi de 1950 sur les conventions collectives de branches qui permettaient de généraliser les hausses locales à toute la branche et, ensuite, à tout le pays via les négociations nationales entre patronat, syndicat et Etat. Une telle ignorance en dit long sur le sérieux des 'analyses' de cette organisation.

Mais ce n'est pas tout ! Examinons ce qu'elle se permet d'affirmer au sujet de l'évolution du temps de travail et comparons avec l'évolution réelle. Alors que le temps annuel de travail a stagné autour de 1 900 heures depuis les années trente jusqu'à 1968, il va ensuite diminuer de 25% en une trentaine d'année pour atteindre 1 400 heures, soit 500 heures de moins à prester par an comme le montrent les deux graphiques ci-dessous :





Sources : Insee ; Pierre Villa, *Un siècle de données macro-économiques*.

Cette évolution est structurelle et loin d'être négligeable [22] … or, cette organisation le dénie purement et simplement – *« rien de concret sur la réduction du temps de travail »* – avec le même mépris souverain pour les faits et la recherche de la vérité ! Il est d'ailleurs particulièrement fourbe de sa part d'ironiser sur la durée hebdomadaire du travail en rappelant que les 40 heures semaine avait été officiellement décrétées en juin 1936, alors qu'elle 'oublie' de parler de l'obtention d'une quatrième semaine de congé payée et que c'est le temps annuel de travail qu'il faut considérer pour mesurer son évolution et pas la seule durée hebdomadaire [23].

Pire, pour essayer d'accréditer son discours, cette organisation passe sciemment sous silence d'autres mesures clés des accords de Grenelle comme : la compensation salariale des réductions horaires prévues [24] ; le paiement de la moitié des jours de grève [25] ; la hausse du minimum vieillesse ; une amélioration du régime des allocations familiales [26] ; la hausse très substantielle du salaire minimum agricole (accord finalisé à Varennes quatre jours après) ; la suppression des abattements opérés en raison de l'âge et applicables aux jeunes travailleurs [27] ; l'abaissement de la durée maximum légale de travail ; la réduction de la part des primes dans les rémunérations par leur intégration dans les salaires ; la négociation de mesures de nature à assurer les reclassements nécessaires, en particulier en cas de fusion et de concentration d'entreprises ; le non-assujettissement des salariés au régime de la retenue à la source (que Macron veut instaurer aujourd'hui) ; etc. [28]. A la lecture de cette liste bien plus

qu'il est bien fait mention de **salaires *réels*** (càd inflation déduite) : *« Les **salaires réels** seront augmentés au 1er juin 1968 de 7%, ce pourcentage comprenant les hausses déjà intervenues depuis le 1er janvier 1968 inclusivement. Cette augmentation sera portée de 7 à 10% à compter du 1er octobre 1968 »*. Apparemment, soit cette organisation ne sait pas lire, soit elle n'a même pas lu le texte des accords qu'elle critique. Ce simple constat disqualifie sa prétention à nous dévoiler la vérité comme elle le proclame en permanence.

[22] Tout en sachant qu'une petite partie de cette diminution est imputable au recours croissant au temps partiel, surtout en fin de période. Dès lors, si ce biais réduit quelque peu la diminution, celle-ci reste néanmoins très appréciable, de l'ordre de 20 %, soit +/- 400 heures par an, ce qui n'est pas rien puisque cela représente 10 semaines de 40 heures !

[23] Les accords de Grenelle stipulent d'ailleurs, en matière de temps de travail, que sa réduction pourra *« prendre d'autres formes que la réduction de la durée hebdomadaire du travail »*.

[24] En clair, les réductions prévues de temps de travail seront financièrement compensées afin de maintenir le salaire réel : *« …les taux de réduction d'horaires et de **compensations de ressources** »*.

[25] *« Les journées d'arrêt de travail seront en principe récupérées. Une avance de 50% de leur salaire sera versée aux salariés ayant subi une perte de salaire. Cette avance sera remboursée par imputation sur ses heures de récupération. Dans le cas où la récupération n'aurait pas été matériellement possible avant le 31 décembre 1968, l'avance ou son solde sera définitivement acquise au salarié »*.

[26] La part des prestations sociales doublera dans le PIB de 1968 à aujourd'hui passant de 12% à 24%. Ce sont des montants vitaux au quotidien pour des centaines de milliers de salariés, retraités et personnes modestes … acquis considérés de façon méprisante comme étant inexistants pour cette organisation !

[27] Les abattements d'âge instaurés à la libération sont préjudiciables aux jeunes car, à travail et qualification égale, ils sont moins rémunérés que les ouvriers adultes de plus de 21 ans. L'on comprend ainsi beaucoup mieux l'une des raisons de la radicalité de la jeunesse ouvrière dans ces luttes.

[28] Le texte complet des accords de Grenelle est disponible **ici**.

complète, l'on comprend mieux pourquoi le revenu réel moyen en France a encore doublé après 1968 et que le temps annuel de travail a diminué de 20 % au moins ! Et l'on comprend aussi mieux en quoi la prose du *Courant Communiste International* est purement mensongère lorsqu'elle ne cite que quatre mesures de ces accords, mesures qui ne seraient que pure mystification ou rapidement annulées : les hausses salariales de *« 10 % seront effacés par l'inflation »*, il n'y a *« rien sur la compensation salariale de l'inflation »* et *« rien de concret sur la réduction du temps de travail »*. Seule la valorisation du SMIC trouve grâce à ses yeux, et encore puisqu'elle est qualifiée de mesure visant à *« diviser la classe ouvrière en les poussant à reprendre le travail »* !

Enfin, s'il est correct d'affirmer que ces accords furent vécus comme *« une véritable provocation »* par la classe ouvrière et qu'elle les a souvent conspués et même rejetés à maints endroits (dont l'usine phare de Renault-Billancourt), ce n'est pas tant pour ce qui est contenu dedans que pour ce qu'elle espérait encore obtenir, notamment sur le plan qualitatif des conditions de travail, plan quasi absent de ces accords alors qu'il était central dans les revendications de l'époque - nous y reviendrons. En tous les cas, une chose est bien certaine : si la classe ouvrière n'a guère accueilli ces accords à bras ouverts, ce n'est pas parce qu'ils n'apportaient quasi rien à ses conditions matérielles mais parce qu'elle estimait n'avoir pas assez gagné … ce qui est totalement différent ! Pour preuve, aujourd'hui encore, 68% des français estiment que Mai 68 fut un grand, et même un très grand succès sur le plan social, alors que seuls 11% estiment que ce fut un échec [29].

Un minimum de logique et de cohérence

A ce propos et à lire la prose de cette organisation, la classe ouvrière ne subirait qu'attaques et défaites depuis la première guerre mondiale. Certes, des attaques et défaites, la classe ouvrière en a subies, mais, si l'après-guerre et mai 68 en France furent des défaites économiques, si plus aucunes réformes réelles ni durables ne sont désormais possibles depuis 1914 et si les salariés se font attaquer en permanence [30], alors, en toute logique, la classe ouvrière actuelle devrait être dans un état bien pire qu'au début du XXè siècle ! Or, son espérance de vie a doublé depuis lors [31], son salaire réel a été multiplié par cinq, son temps de travail a quasiment été divisé par deux et deux tiers de la population ont pu devenir propriétaires de leur logement (contre 35% en 1955 et encore moins en 1914). Cherchez l'erreur !

D'ailleurs, si la classe ouvrière avait toujours économiquement perdu ses combats depuis 1914, non seulement on peut se demander dans quel état elle serait aujourd'hui au vu de sa situation au début du XXè siècle, mais on ne comprendrait, ni comment, ni pourquoi la bourgeoisie parvient encore à l'attaquer. En effet, si cette dernière est encore capable de grignoter quelque chose, c'est bien parce que la classe ouvrière a pu engranger des acquis durant le XXè siècle et qu'elle se bat pour les préserver.

En réalité, derrière la négation systématique de tous gains réels et durables depuis la première guerre mondiale, c'est toute la logique ambigüe de cette organisation à propos des luttes économiques immédiates qui est posée : logique qui ressemble plus à la position de la tendance Essen du KAPD et que l'on retrouve chez le mentor et l'âme idéologique de cette organisation lorsqu'il analysait la signification de la grande grève à Renault en 1947 : *« Grèves économiques et luttes sociales. La grève de Renault démontre une fois de plus* ***l'impossibilité d'asseoir désormais les luttes du prolétariat sur une base économique*** *»* [32]. C'est cette même opposition entre luttes immédiates et révolutionnaires que l'on retrouve dans son interprétation de Mai 68 doublé de l'illusion d'un possible débordement révolutionnaire : *« Il est évident que les syndicats, le PC, venant à la rescousse du gouvernement, ont joué à fond la carte revendicative comme un barrage contre un possible débordement révolutionnaire de la grève sur un plan social global »* [33].

Les véritables racines

Expliquer une vague internationale de luttes requiert de pouvoir avancer des causes internationales, or, à lire ceux dont nous discutons la thèse, ils ne présentent qu'une maigre liste de mauvaises nou-

[29] **Enquête, Pascaline Boittiaux, 2 mai 2018**.

[30] Ce qu'énoncent clairement la **plateforme** de cette organisation et sa **brochure sur les syndicats** : *« L'inflation, devenue un phénomène permanent depuis la première guerre mondiale,* ***ronge toute "augmentation de salaires"****. (...) La lutte pour des réformes est devenue une utopie grossière. (...) En entrant dans sa phase de décadence, le capitalisme cesse d'être en mesure d'accorder des réformes et des améliorations en faveur de la classe ouvrière. (...) Dans ce contexte, la bourgeoisie ne peut plus, même sous la pression des plus fortes luttes ouvrières, concéder de véritables réformes. Il est ainsi devenu courant de constater que depuis plus d'un demi-siècle,* ***toutes les luttes pour des revendications salariales n'aboutissent à rien****. (...) Alors que dans la période ascendante du capitalisme,* ***le temps de travail*** *diminuait effectivement sous la pression des luttes ouvrières ... dans le capitalisme décadent, celui-ci* ***va connaître une stagnation, sinon un accroissement****... ».*

[31] Si la classe ouvrière n'aurait rien obtenu en Mai 68, si ses salaires n'avaient pas augmenté, si son temps de travail se serait même accru, si son salaire indirect aurait constamment été rogné, si tous les budgets sociaux, soins de santé et sécurité sociale n'auraient fait que diminuer… comment cette organisation peut-elle expliquer que l'espérance de vie en France a encore augmenté de onze années depuis 1968 ?

[32] **Internationalisme n°22**, Marcou, 1947.

[33] **Révolution Internationale n°2**, MC, 1969 & **n°470**. Certes, l'auteur parle bien de la nécessité *« de ne pas ignorer les préoccupations immédiates »*, mais ce n'est pas tant comme tremplin vers une politisation de ces luttes que comme révélateur d'une soi-disant crise économique internationale à cette époque.

velles purement conjoncturelles glanées dans l'un ou l'autre pays : jamais ils ne se donnent la peine de la valider objectivement sur le plan international. Et pour cause, puisque aucune donnée d'ensemble (croissance, chômage, salaires réels, temps de travail, taux de profit, etc.) ne vient valider la thèse d'une soi-disant crise internationale du capitalisme à la fin des années 1960.

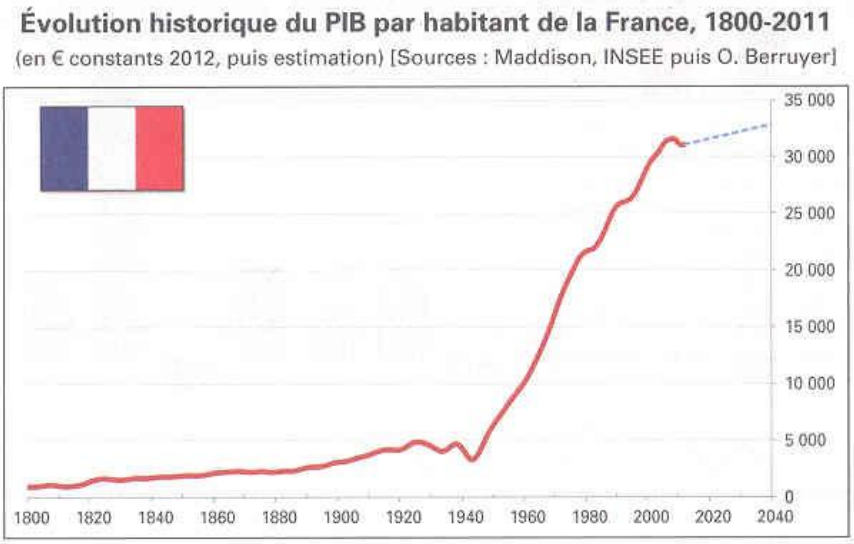
En réalité, la raison première de cette vague de conflits sociaux renvoie à un mécanisme classique résidant au cœur même de l'analyse marxiste, à savoir les contradictions qui surgissent inévitablement entre le développement des forces productives et les rapports sociaux qui les encadrent. Et pour cause, la force de la croissance après-guerre fut telle au cours des deux premières décennies (cf. graphique infra) que d'inéluctables contradictions se sont accumulées pour éclater de façon explosive durant la seconde moitié des années soixante.

Pas de mystère donc, mais pour peu que l'on puisse se départir d'une idée très courante dans le champ des groupes se réclamant du marxisme, à savoir l'idée que ce type de contradictions n'adviendrait que pour révéler un état d'affaiblissement du système qui les portent. Rien n'est plus erroné car le marxisme conçoit également des crises systémiques de croissance au cours desquelles se manifestent des tensions et réajustements entre, d'une part, toutes les modifications infrastructurelles induites par la croissance économique et, d'autre part, le retard accumulé par les superstructures qui les chapeautent : superstructures économiques, politiques, familiales, idéologiques, juridiques, culturelles, morales, etc.

Autrement dit, les luttes des salariés à cette époque possédaient bel et bien une dimension économique essentielle, mais pas comme résultante d'une crise économique internationale évanescente mais selon les quatre déterminations suivantes :
a) Un mécontentement croissant en butte contre les héritages persistants des efforts exceptionnels demandés dans l'immédiat après-guerre en vue de la reconstruction : augmentation de la durée hebdomadaire du travail, plafond élevé du nombre maximal d'heures de travail par semaine, etc.
b) De fortes revendications visant à mieux pouvoir bénéficier des fruits de la croissance. En effet, en 1968, cinq millions de français vivent encore sous le seuil de pauvreté, les jeunes rentrent à 16 ans à l'usine et travaillent 48h semaines alors que les inégalités de revenus s'accroissent de 1945 à 68. Résultats des luttes : le pourcentage de pauvre a été divisé par deux entre 1970 et 2001 et les inégalités diminueront de 1968 jusqu'au début des années 1980.
c) De nombreuses luttes éclatent pour s'opposer aux conditions de travail désastreuses induites par la généralisation du mode keynésiano-fordiste de production après 1945 : travail à la chaine et en continu (trois équipes de huit heures).
d) Enfin, des luttes éclatent contre les licenciements dans les secteurs qui se restructurent : charbonnages, textile, sidérurgie et chantiers navals.

Une telle explication permet d'être : (a) en totale adéquation avec tous les faits ; (b) de reposer sur une assise économique solide ; (c) de restituer une dynamique internationale et (d) d'intégrer les multiples dimensions de tous les mouvements sociaux qui ont fleuri durant les années soixante, tant ceux du travail, que ceux de la jeunesse étudiante, ceux liés au mode de vie, que les protestations par rapport à la guerre et aux conflits dans le tiers-monde, etc. C'est ce qui fait son caractère heuristique : une telle analyse permet d'embrasser et d'expliquer l'ensemble des données et des phénomènes rencontrés alors que 'l'analyse' que nous avons discutée est en contradiction frontale avec les principaux faits, faits pourtant avérés mais qu'elle doit tordre, travestir ou écarter pour avoir un air de vraisemblance, ce qui est le propre d'une démarche purement idéologique et idéaliste.

Fin de la première partie. A suivre… C.Mcl



Casques blancs et boucliers noirs

Un souvenir et une poésie de ce 13 mai 1968 à Marseille

Ci-dessous, nous reproduisons le poème écrit en mai 1968 par Danilo Mannucci – un temps militant de la gauche communiste italienne – ainsi que le souvenir écrit par son fils Giuseppe. Nous y adjoignons la biographie écrite par Philippe Bourrinet

Et j'ai vu ces hommes, ces torves chiens de guerre, instruments d'une tyrannie encore plus sanguinaire lors de son éminente chute.

J'ai vu ces héros aux casques blancs martyriser une jeunesse qui n'appartenait qu'à elle-même.

Une jeunesse intrépide qui criait en lançant les pierres prises sur les rues pavées, et qui chantait le nouvel idéal révolutionnaire régénéré.

J'ai vu ces jeunes étudiants, ces "gavroches", qui résistaient dans une héroïque défense du haut de leurs fumantes barricades, où drapeaux rouges et drapeaux noirs flottaient au gré du vent de la révolte.

J'ai vu ces Français aux casques blancs dans leur camion gris, êtres humains poussés en avant contre une jeunesse qui ne clamait qu'un droit. Et j'ai pleuré !

J'ai pleuré pour ces jeunes étudiants, pour ces "gavroches" qui tombaient sous les coups de matraque policières, mais qui se relevaient pour continuer à combattre et pour tomber à nouveau.

Et j'ai pleuré pour ces hommes, pour ces inconscients, qui allaient de l'avant contre leurs fils, avec la tête pleine d'idées sans fondements, sans se rendre compte qu'ils luttaient pour un pouvoir désormais défunt qui ensanglantait les rues de son agonie.

Et j'ai pleuré pour ces jeunes étudiants, pour ces "gavroches" qui tombaient sous les charges bestiales afin d'indiquer aux autres, aux absents, la route à suivre.

Cette année 2018 marque le cinquantenaire des événements de mai 68 que j'ai eu le privilège de vivre, alors que je n'avais que 23 ans, en y participant activement dans les rangs de la CGT. En ces temps-là, je travaillais en qualité de soudeurs à l'arc dans l'entreprise Marseille XV employée dans la construction de la quatrième tranche de la centrale thermique de Gardanne (13120). Une série d'âpres grèves générales et d'impromptues manifestations se sont déroulées au cours des mois de mai et juin 1968. La classe ouvrière française prit alors conscience de sa constante exploitation par le patronat, en se révoltant contre l'autoritarisme. Elle découvrit les nuisances d'une société de consommation qui s'était désormais installée dans les mœurs et coutumes, sans que l'on ne prenne vraiment conscience de toutes ses implications ni des graves déséquilibres mondiaux qu'elle engendrait, et donna le jour à une ample insurrection, encore jamais vue depuis l'après-guerre, qui éblouit le monde.

Dans la France de 1968, ce fut un mélange volcanique constitué de motivations différentes, à l'image de la désapprobation envers l'establishment, à l'encontre de la guerre au Viêtnam, de la bourgeoise libérale et moraliste, du capitalisme et son disciple qu'est et demeure le patronat, le tout dans l'esprit libertaire de Daniel Cohn-Bendit synthétisé dans les fabuleux slogans comme "*il est interdit d'interdire*" ou "*les libertés ne se donnent pas, elles se prennent*". L'année 1968 représenta le plus important Mouvement social révolutionnaire de l'histoire de France du XX° siècle qui impliqua conjointement dans une lutte contre le pouvoir les ouvriers des usines et les étudiants, contraignant ainsi le Général De Gaulle à conclure des accords : grèves, occupation et autogestion des usines et des universités se déroulèrent durant tout le mois de mai.

De tels événements ne furent point prévus par les "stratèges" du capital ni en France, ni ailleurs, ni même par les stalinistes et par les leaders réformistes, sans parler de la "soi-disant" gauche révolutionnaire ou ceux qui s'autoproclamaient marxistes. L'unique exception fut ceux qui incarnèrent l'âme de la révolte : les situationnistes [1].

Ce mouvement s'était développé tout au long des années 1960, particulièrement à la suite de la publication de l'opuscule *De la misère en milieu étudiant*, œuvre de l'étudiant tunisien Mustapha Khayati en 1966, qui fut publié par la suite dans toutes les grandes universités européennes. Cet opuscule atteint en mai 68, à Paris, l'apogée de son affirmation, là où se rencontrait le désir de changement des jeunes Français et les théories dans le sens révolutionnaire des situationnistes.

Impressionnante fut la riposte à la féroce répression policière de la nuit du 10 au 11 mai 1968 à Paris. J'étais à Marseille le 13 mai 1968, avec quelques camarades de travail. Les cloches de Notre-Dame-de-la-Garde résonnèrent à la volée à 10 h pour la grève générale. Les Allées Léon-Gambetta – dans la partie haute de la Cannebière – étaient alors noires de monde. De toutes parts, de nombreuses personnes affluaient à pied du fait de la grève des autobus, trains et tramways. Était présente ce jour-là, la totalité des syndicats ouvriers et étudiants, avec le soutien du Parti Communiste et de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste. L'imposant cortège, populaire, physiquement bruyant avec les étudiants et les ouvriers, ayant à sa tête le Maire de Marseille, Gaston Defferre (1910-1986), fit le trajet jusqu'au Palais de Justice en criant «*à bas la répression*, *libérez nos camarades*», *«amnistie totale»*, *«De Gaulle assassin»*, «*les étudiants solidaires des travailleurs»*, et en chantant à tue-tête *L'Internationale*. À Paris, la marche arrière du gouvernement permit la libération de 24 étudiants.

C'est un des nombreux souvenirs de mai 68 que j'ai, auquel je souhaiterais ajouter une des conséquences de cette grève : l'entreprise pour laquelle je travaillais perdit l'attribution des travaux que lui avait consentie la direction des houillères du Bassin de Provence pour le motif de «*non-respect des délais d'achèvement de travaux»*. Avec 35 camarades, je me suis retrouvé au chômage durant 10 mois, et je ne regrette absolument rien.

Mon père, Danilo Mannucci (Livourne 1899 – Gardanne 1971), un militant communiste révolutionnaire et un syndicaliste rouge au sein de la CGTU [2] entre 1923 et 1936, fondateur de la première Bourse du Travail de l'après-guerre à Salerne (Italie) en décembre 1943 affiliée à la Confédération Générale du Travail "rouge". Dès1915, alors âgé de 16 ans, il milita dans les rangs de la Fédération des Jeunes Socialistes Italiens, puis, suite à la création dans sa ville natale de Livourne le 21 janvier 1921 du Parti Communiste d'Italie au Théâtre *San Marco*, où il était présent, il adhéra à ce parti. En 1944,

[1] Les situationnistes étaient membres d'une organisation révolutionnaire désireuse d'en finir avec le *malheur historique*, avec la société de classes et la *dictature de la marchandise*, se situant dans la filiation de différents courants apparus au début du XXe siècle, notamment de la pensée marxiste d'Anton Pannekoek (1873-1960) et de Rosa Luxemburg (1871-1919), du communisme de conseils, ainsi que du groupe *Socialisme ou Barbarie* (Claude Lefort (1924-2010), Cornelius Castoriadis (1922-1997) notamment) dans les années 1950.

[2] La *CGTU*, Confédération Générale du Travail Unitaire, est une organisation syndicale française née le 1er janvier 1922 de la scission des éléments anarcho-syndicalistes de la CGT. La CGTU est l'héritière des Comités Syndicalistes Révolutionnaires (CSR) fondés en 1920 au sein de la CGT pour lutter contre la direction de celle-ci jugée réformiste, regroupant des anarchistes, des communistes et des syndicalistes révolutionnaires de *La Vie Ouvrière*. La CGTU, sous la direction de Gaston Monmousseau (1883-1960), adhère à l'Internationale Syndicale Rouge (ISR, Organisation syndicale internationale proche de l'Internationale communiste entre 1921 et 1937), et resserre de plus en plus ses liens avec le Parti Communiste Français (PCF).

il combattit avec ses camarades communistes – ceux qui ne "tournèrent jamais la veste" – le "*Parti Nouveau*" que Palmiro Togliatti (1893-1964) mis en œuvre sous la directive de Joseph Staline (1878-1953) et le stalinisme. Mon père suivait avec passion les événements de mai 68, et il avait une attention particulière pour Daniel Cohn-Bendit, surnommé *Dany le Rouge* par tous. Cela lui rappelait les nombreuses grèves dans les Mines de Provence de Gardanne-Meyreuil qu'il avait orchestrées entre 1930 et 1935, où ses camarades de lutte l'appelaient *Dany le Rouge*, et qui lui valurent une extradition du territoire français, car il était de nationalité italienne. Il fut remis directement par la police française entre les mains de la police fasciste italienne, et eu une condamnation de confinement politique, sur les îles de Ponza et Ventotene notamment, de sept longues et pénibles années.

Par pur hasard, j'ai retrouvé une feuille volante contenant un premier jet d'une poésie que mon père rédigea au cours de ces journées où ouvriers et étudiants luttèrent ensemble, lignes griffonnées dans lesquelles il exprimait son ressentiment sur les événements de mai 68. En respectant le style des écrits de mon père, en respectant l'ordre des versets qu'il rédigea, j'en ai fait une traduction que je vous propose, en vous remerciant pour votre attention.

Giuseppe Mannucci

Danilo Mannucci au micro, meeting de Cosenza (Italie) du 2 mai 1946

.

MANNUCCI (Danilo), dit Manlio Nanducci, Spiritus Asper : fils de Gastone et d'Anna Peruzzi, né à Livourne le 27 août 1899, ouvrier vitrier en Italie, puis mineur en Provence ; mort à Gardanne (Bouches-du-Rhône) le 20 mars 1971.

Danilo Mannucci adhéra très jeune (en 1915) à la Fédération des jeunesses socialistes de Livourne. Mobilisé en 1917-1918, il est démobilisé en 1920 et adhère aussitôt au Parti communiste fondé par Bordiga à Livourne en janvier 1921. Il est l'un des dirigeants des 'Arditi del Popolo' de Livourne, qui luttent militairement contre le fascisme. Mais il doit quitter, à son cœur défendant, le mouvement sur ordre de la direction de son parti en juillet 1922. Il est plusieurs fois arrêté et emprisonné ; au début de 1923 il est dénoncé *« pour complot contre la sécurité de l'État »*. Constamment persécuté par les fascistes

et la police, il n'a d'autre choix que d'émigrer en France.

Le premier mai 1923, il franchit la frontière française pour demander l'asile politique. Il s'établit en Provence, reprend immédiatement son activité politique. Il est le dirigeant des Centuries prolétariennes 'Luigi Gadda' à Marseille. Il est un archétype de ces « Javanais » trimant dans les mines de Provence, chantés par Jean Malaquais, à la *« gueule de métèque »* et aux *« permis de séjour défaillants »*. Ses qualités d'activiste et d'orateur en font rapidement un dirigeant reconnu de la CGTU en Provence, où il organise d'importantes actions de grève dans les mines de charbon (Gardanne) en 1933 et 1935. Après la grande grève de 8.000 ouvriers des mines de charbon du bassin des Bouches-du-Rhône, qui en 1935 dura 50 jours. Constamment surveillé par le consulat fasciste de Marseille, objet de toute l'attention de la police française, il est expulsé de France le 4 janvier 1936, sur ordre du gouvernement Laval. Il est en fait extradé et livré manu militari aux autorités fascistes. Le 2 février 1936, les organisations adhérentes au Front populaire à Gardanne protestèrent *« contre les expulsions abusives d'étrangers, et notamment le militant communiste italien Danilo Mannucci »*.

Transféré à la prison de Livourne, il est mis en liberté surveillée. Il réussit néanmoins à transmettre à la presse méridionale du PCF (Rouge-Midi) des comptes rendus sur la situation italienne. Dénoncé au Tribunal spécial, le 24 juin 1936, il est exilé intérieurement pendant sept années en Calabre, aux îles de Ponza et Ventotene, enfin à Baronissi, près de Salerne. Il dut sa libération à la chute de Mussolini.

En décembre 1943, il est l'initiateur de la refondation de la Bourse du travail de Salerne, dont il est le secrétaire. Actif dans la nouvelle CGL (Confédération générale du travail), dont le centre était à Naples, via Montesanto, il entra vite – comme Enrico Russo, son dirigeant, ancien membre de la Fraction bordiguiste – en conflit avec le parti de Togliatti, qui voulait la contrôler.

Mais surtout Mannucci, avec Ippolito Ceriello, avait refondé fin 1943 le PCI à Salerne. Mannucci lui-même en était le vice-secrétaire. La Fédération salernitaine publia son premier (et unique) numéro le 16 décembre 1943 avec le titre de : *Il Soviet*, claire référence au titre homonyme de Bordiga en 1919-21. Publié sans l'autorisation des forces d'occupation alliées, et malgré un incongru appel dans le journal *« à nos Alliés »* (sic), celui-ci fut interdit. Mannucci et Ceriello furent condamnés à un mois de prison avec sursis et à une forte amende. Protestant contre ce jugement, les juges militaires anglo-saxons leur rétorquèrent : *« Vous êtes des vaincus »*.
Lorsque se tint le premier congrès de la Fédération communiste de Salerne, le 10 janvier 1944, il en fut le vice-secrétaire et le rapporteur. Mais la reprise en main par Togliatti ne tarda pas. Il fut expulsé du PCI le 7 juillet 1944.

Mannucci resta néanmoins à la tête de la Bourse du travail de Salerne jusqu'au 27 août, date de la dissolution de la CGL, qui dut s'intégrer dans la CGIL, aux mains du PCI, du PSI et de la Démocratie chrétienne. Il adhéra alors à la 'Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani' de Salerne, sous l'influence de Bordiga, Ludovico Tarsia et Natangelo, qui publiait à Naples *Il Proletario*. Il fut, en mai 1945, avec Ippolito Ceriello, le rédacteur en chef du bimensuel de la Frazione *L'Avanguardia* à Salerne. Il y affirmait dans un éditorial : *« Fidèles aux enseignements de Marx et de Lénine, nous serons toujours à l''avant-garde' de la foule des exploités et des affamés »*.

Avec la dissolution officielle de toutes les anciennes oppositions 'bordiguistes' du sud le 29 juillet 1945, il devient membre du Partito Comunista Internazionalista. Il semble l'avoir quitté (ou en avoir été exclu) en 1946 pour adhérer au PSIUP jusqu'à 1948.

Internationaliste, il maintint des contacts étroits avec le mouvement anarchiste de Salerne et de Sicile, publiant des articles dans le périodique libertaire *Umanità Nova* sous le pseudonyme de spiritus asper. Il fut aussi très engagé, à Foggia en 1946, en tant que responsable du mouvement de lutte des paysans et ouvriers agricoles des Pouilles et de la Basilicate. De 1946 à 1948, il travailla en étroit contact avec Fortunato La Camera.

La situation italienne devenant très instable, il se résolut à un second exil. Retourné en France en août 1949, avec sa seconde femme et ses trois enfants, après un parcours professionnel difficile, il travailla de 1953 à 1964 chez Pechiney, dans un laboratoire de recherche.

Il meurt à Gardanne, où il est enterré, le 20 mars 1971.

Son fils Giuseppe s'est attaché à défendre la mémoire révolutionnaire de Danilo Manucci, qui continue à être attaquée par des nostalgiques du stalinisme togliattien, tel Abdon Alinovi. À ceux-ci, Danilo répondait en avance en 1945 : *« Pour l'histoire, le devoir est d'écrire la vérité. Le monde saura discerner demain qui trahit et qui sert le prolétariat ! »*.

Sous les pavés, les pages :

Voyage en outre-gauche

Un livre nécessaire sur le mouvement de 1968

Inévitablement, les cinquante ans des 'événements de mai 68' est déjà et sera fêté à son de trompe dans les médias. Ce sera probablement l'occasion de grands et beaux discours de la part de certains 'anciens combattants' qui se répandront en lieux communs (et mensongers dans certains cas) et en anecdotes dans lesquelles leur 'rôle essentiel' sera mis en avant.

Tous ces petits messieurs – de D. Cohn-Bendit à A. Krivine et H. Weber en passant par A. Geismar, S. July, P. Rotman et consorts – viendront sans doute nous raconter qu'ils ont été à l'origine de ce mouvement de révolte, mais ils seront bien sûr très discrets sur leur parcours qui les a conduit, pour un grand nombre d'entre eux, à occuper aujourd'hui les 'plus hautes fonctions' de la politique et de l'économie, ces fonctions qui étaient des cibles lors du mouvement de révolte des années soixxante.

Le livre de Lola est à l'exact opposé de tout cela. Dans sa démarche, dans sa conception, dans son propos, dans sa forme et jusque dans la genèse de son élaboration.

Le titre du livre, avec son néologisme 'Outre-gauche', en dit déjà beaucoup. Donner un nom à cette 'mouvance' qui fut active et qui constituait l'essentiel de ce que fut cette période était déjà une gageure : *« … il y eut aussi un peu partout des individus, réseaux, revues et groupes 'radicaux' dont les positions et les activités ont été largement occultées. Anarchistes non fédérés, communistes libertaires ou 'de conseil', communistes de gauche, situationnistes ou apparentés ne constituent pas, bien évidemment, un continent homogène, mais une sorte d'archipel formant ce que, faute de mieux, je désignerais comme 'outre-gauche' ».*

Les personnes interrogées par Lola appartenaient, à la fin des années soixante, à cet archipel. Tous, ou à peu près, y appartiennent encore. Leurs témoignages ne sont donc pas les souvenirs de quelques vieilles barbes nostalgiques rêvassant sur leur passé. On peut dire, en quelque sorte, que leurs propos participent de la continuité de leur lutte.

On peut peut-être regretter que les groupes et courants cités ne soient pas mieux situés et décrits dans leurs positionnements. Mais il semble clair que le projet n'était pas de faire un panorama politique de l'époque.

C'est presque un hasard si le livre sort maintenant. L'idée naît dans l'esprit de l'auteure voilà 2 ou 3 ans à la suite de discussions avec de jeunes camarades (dont plusieurs sont trentenaires) qui lui disent ne pas connaître grand-chose sur cette phase de luttes (en dehors des lieux communs généreusement répandus par les médias) et lui reprochent – fraternellement – de ne pas partager ses expériences et ses points de vue sur ce moment.

Lola se met donc à la tâche, en commençant par se poser des exigences. Pour permettre aux lecteurs de saisir l'ambiance, l'état d'esprit et les préoccupations de l'époque, il importait d'abord de montrer que le mouvement n'a pas concerné que le monde étudiant et qu'il n'a pas existé qu'à Paris. Il importait aussi d'entendre les témoignages et les avis de camarades qui ont pris part à ces luttes.

Il était aussi essentiel de renouer avec une forme d'*anonymat* qui était une caractéristique du moment. En 68, tout le monde parlait avec tout le monde, sans

souci de célébrité ou de gloire. Les 'grands noms' que l'histoire a gardés (ceux que nous évoquions plus haut) n'ont pas eu le rôle et l'importance que les médias (et eux-mêmes) leur accordent. On sait que l'histoire est écrite par les vainqueurs, comme le rappelle Lola.

C'est pour cette raison qu'elle a décidé de ne pas révéler les noms (à quelques exceptions près) des personnes qu'elle a interviewées. Cela peut surprendre à première vue mais, à la lecture, ceux qui ont vécu cette période y retrouvent une certaine ambiance de l'époque qui faisait qu'on écoutait ce qui était dit plutôt que de s'occuper de qui le disait. Les plus jeunes pourront, eux aussi, se faire une idée plus précise sur cette période.

L'articulation des témoignages permet à Lola de montrer concrètement plusieurs choses : d'abord que ce mouvement de luttes n'a pas surgi brusquement en mai, mais que depuis le milieu, voir le début, des années 1960 des luttes ouvrières émergeaient dans divers endroits : *« Tout au long de l'année 1967, ces grèves dures surgirent en effet un peu partout : dans les usines Rhodiacéta à Besançon et dans la région de Lyon, aux chantiers navals de Saint-Nazaire, dans les usines Berliet, chez Dassault à Bordeaux, aux mines de fer de Lorraine et dans bien d'autres entreprises.*" [...] "*En janvier 1968, Caen connaît à son tour grèves et émeutes ».*

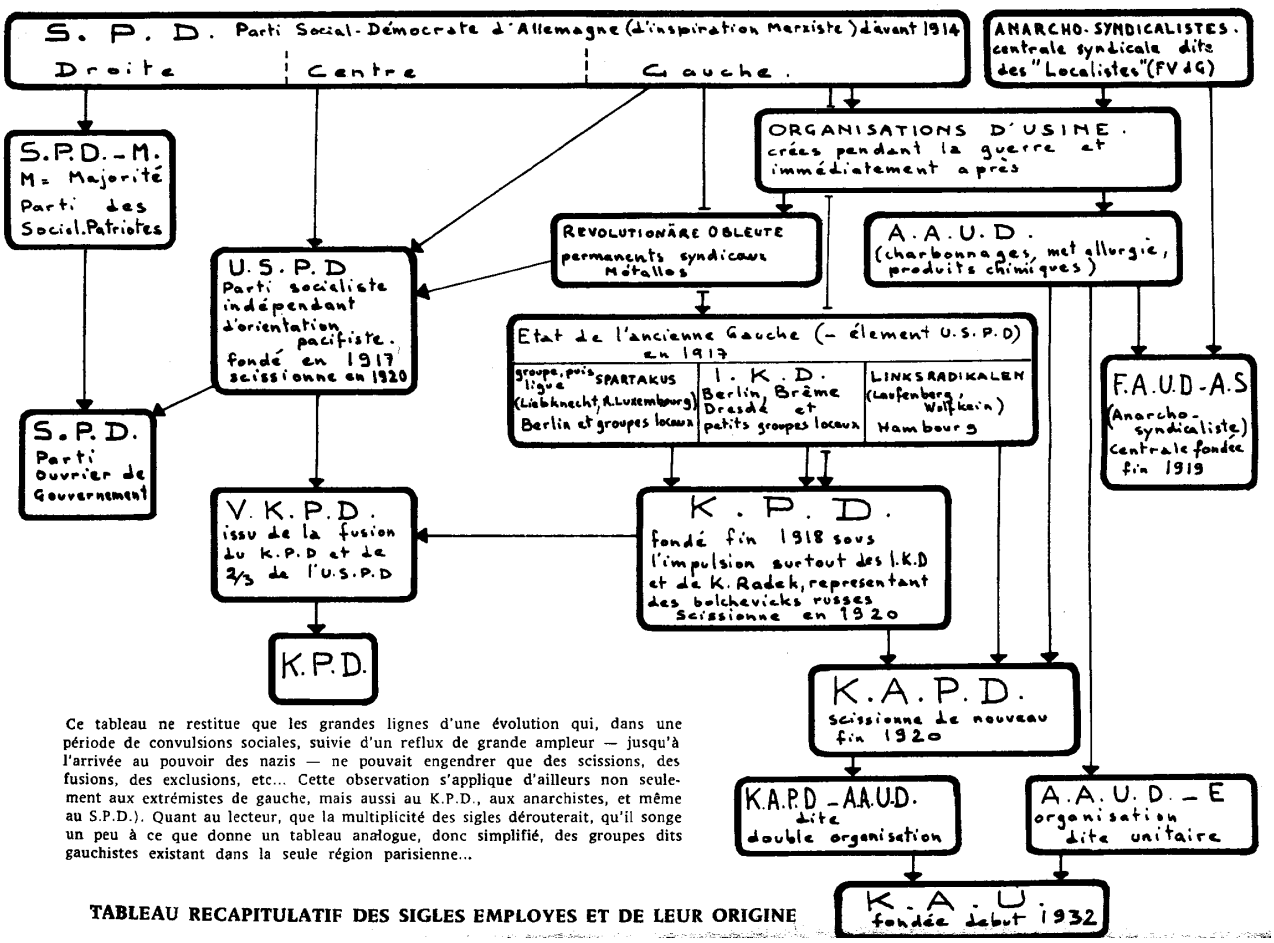
Ce passage montre aussi que Mai 68 n'est pas seulement une affaire parisienne. Le livre évoque, au fil des témoignages, les luttes à Strasbourg, à Lyon, à Bordeaux, à Nantes, etc.

Il importe aussi de relever que, contrairement à la rengaine sur un prétendu 'mouvement étudiant', c'est tout autant la classe ouvrière (notamment les jeunes, mais pas que) qui s'est mise en mouvement.

Le livre sorti voilà quelques semaines seulement rencontre déjà un certain succès en termes de ventes. Ce qui surprend d'ailleurs son auteure. L'intérêt qu'il suscite est l'illustration du fait qu'un nombre certain de personnes se posent des questions sur cette période. Il est à souhaiter que d'autres livres de même qualité paraissent dans un proche avenir.

Bernard

Les organisations politiques en Allemagne 1917-23



Ce tableau ne restitue que les grandes lignes d'une évolution qui, dans une période de convulsions sociales, suivie d'un reflux de grande ampleur — jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis — ne pouvait engendrer que des scissions, des fusions, des exclusions, etc... Cette observation s'applique d'ailleurs non seulement aux extrémistes de gauche, mais aussi au K.P.D., aux anarchistes, et même au S.P.D.). Quant au lecteur, que la multiplicité des sigles dérouterait, qu'il songe un peu à ce que donne un tableau analogue, donc simplifié, des groupes dits gauchistes existant dans la seule région parisienne...

TABLEAU RECAPITULATIF DES SIGLES EMPLOYES ET DE LEUR ORIGINE

Les conseils ouvriers en Allemagne 1918-23

'Penser l'émancipation', à un siècle de la vague révolutionnaire mondiale qui débute en 1917, c'est s'interroger sur le terme même d'émancipation. Qui est le sujet de cette émancipation et qui émancipe qui, dans un combat qui est tout sauf une joute idéologique entre quatre murs.

Cette émancipation trouve sa source dans la classe travailleuse (manuels et intellectuels). Elle ne peut être assimilée à une 'lutte du peuple', dont la 'Cause' serait nationale et patriotique.

'Penser l'émancipation' en 2017 c'est revenir sur les grandes insurrections révolutionnaires prolétariennes, en Russie et en Allemagne, et en tirer les leçons en ce début de deuxième millénaire. La révolution en Allemagne de 1918 à 1921 en est un jalon incontournable, puisqu'elle posa la question des formes d'organisation de toute lutte de classe révolutionnaire : conseils ouvriers, unions ouvrières, organisations révolutionnaires d'entreprise, comités d'usine ou comités d'action. Elle a posé, comme la Révolution russe, mais à un degré plus faible, faute d'une réelle prise du pouvoir, la question de la mise en commun des moyens de production, et donc de l'abolition du système capitaliste fondé sur le profit.

– oOo –

Comme en Russie en 1905 après la défaite face au Japon, puis en février 1917, les conseils qui surgissent en Allemagne sont le produit de la guerre, plus exactement de défaites militaires qui créent un vide du pouvoir. Un article de Liebknecht publié après le 9 novembre 1918 résume parfaitement cette situation d'effondrement interne, où vont s'engouffrer les masses ouvrières et de prolétaires sous l'uniforme :

« La victoire des masses d'ouvriers et de soldats est due moins à leur force offensive qu'à l'effondrement interne du système antérieur ; la forme politique de la révolution n'a pas été seulement le résultat de l'action du prolétariat, mais celui de la fuite des classes dominantes, désireuses de se soustraire à toute responsabilité ; fuite des classes dominantes qui, avec un soupir de soulagement, laissaient le soin au prolétariat de liquider leur banqueroute, espérant de la sorte échapper à la révolution sociale… »[1]

Ces conseils sont des assemblées d'ouvriers, mais aussi de soldats qui veulent – comme en Russie – mettre fin à la guerre. Ils sont l'expression d'un ras-le-bol généralisé d'ouvriers affamés et épuisés par la militarisation de la vie quotidienne, qui se traduit par des grèves à répétition dans les grands secteurs d'industrie, de plus en plus d'esprit révolutionnaire : grèves d'avril 1917 (300.000 ouvriers et ouvrières à Berlin) et janvier 1918 (1 million de grévistes dans le Reich). Lors de ces luttes le pouvoir impérial et la social-démocratie sont unanimes : *« quiconque se met en grève alors que nos armées affrontent l'ennemi est un chien »* (général Groener)[2]. Le 31 janvier 1918, Ebert, chef du SPD, déclare aux grévistes d'une usine berlinoise qu'ils ont *« le devoir de soutenir leurs frères et leurs pères au front et de leur fournir les meilleures armes »*[3]. Il se fait interrompre par les cris de *« briseur de grève »* et doit vite faire marche arrière. Le SPD dut attendre le 4 octobre 1918 avant d'être associé à l'effort de guerre. Nommé chancelier du Reich, le prince Max de Bade compose un gouvernement de coalition comprenant des démocrates bourgeois et des sociaux-démocrates, Friedrich Ebert, Gustav Bauer et Philipp Scheidemann.

C'est néanmoins la révolte des marins de Kiel (4 nov. 1918), sur la Baltique, qui va entraîner la chute du régime impérial. Presque sans un coup de feu, les marins s'emparent du pouvoir et reçoivent l'appui des ouvriers de Kiel qui forment avec eux des conseils d'ouvriers et de soldats. Gustav Noske, qui se qualifiera plus tard de *« chien sanglant »* (*Bluthund*) de la contre-révolution, est envoyé par Max de Bade, le nouveau chancelier, pour prendre la direction du mouvement et l'étouffer rapidement, avant que l'armée ne canonne et ne réduise Kiel en cendres.

C'est déjà trop tard, car en quelques jours le pays voit surgir des conseils d'ouvriers et de soldats. Il y en aura 10.000. Les villes allemandes se couvrent de drapeaux rouges et des marées humaines parcourent les rues en chantant l'Internationale. C'était une sorte d'esprit quarante-huitard où *« tout le monde nageait dans la confiance mutuelle »*, *« des festivals de l'amitié »*, bref *« une fraternisation universelle des classes »*[4].

Parfois, c'était une auto-exaltation, où la radicalité de la phrase dissimulait mal une absence de projet révolutionnaire réel. Dans une ville comme Hamburg, *Die Rote Fahne*, l'organe des conseils mis en place par Paul Frölich, proclamait : *« C'est le début de la révolution allemande, de la révolution mon-*

[1] Liebknecht, „Das, was ist", *Die Rote Fahne*, 21. nov. 1918. Cité par Gilbert Badia, *Le spartakisme*, L'Arche, Paris, 1967, p187.

[2] Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne 1917-23*, Éd. de minuit, Paris, 1971, p103. Les syndicats sont au diapason. Dans le *Vorwärts* du 27 avril 1917, un appel est lancé pour mettre fin aux grèves : *« Les grèves doivent être évitées… Seule une augmentation de la capacité de résistance de l'Allemagne peut nous conduire à une paix rapide »* (ibid.).

[3] Broué, id.

[4] Broué, id.

diale ! … Vive le bolchevisme mondial !»[5]. Mais à Hamburg le pouvoir du Sénat aristocratique ne fut jamais remis en cause. Les plus 'radicaux', comme Laufenberg et Wolffheim – théoriciens en 1919-1920 du «national-bolchevisme» – poussaient à la modération, évitèrent tout appel à la lutte armée, approuvèrent l'idée d'une Assemblée nationale, puis se déclarèrent brusquement 'antiparlementaristes'[6].

Une grande confusion politique dominait dès le départ les conseils d'ouvriers et de soldats, même chez leurs éléments les plus radicaux. Dans ses Mémoires, un marin radical du navire *Helgoland* donne une idée du niveau de conscience des ouvriers et prolétaires sous l'uniforme : *« Signer la paix immédiatement. Renvoyer les soldats et les marins chez eux. Nommer Scheidemann chancelier et Liebknecht ministre de la guerre »*[7].

Dualité des pouvoirs – Un rapport de forces de plus en plus inégal

En apparence, il y avait un double pouvoir : les conseils d'ouvriers et de soldats d'un côté, le nouveau gouvernement, de l'autre : celui du chancelier Ebert, qui dirige une coalition où dominent les partis socialistes, le SPD et le 'Parti indépendant', l'USPD, scission récente du parti (1917). Le programme est clairement contre-révolutionnaire. Ebert déclara dans un aparté avec le prince Max de Bade que la 'révolution sociale' évoquait pour lui l'enfer des damnés : *« …je n'en veux pas, oui, je la hais comme le péché »*[8].

Pour prendre la tête des conseils, les socialistes majoritaires savent jouer sur la fibre de l'unité, particulièrement sensible dans les masses ouvrières, qui caressent le vain espoir d'une 'fraternisation universelle des classes'. Très tôt, Karl Liebknecht – qui le 9 novembre a refusé d'entrer comme otage du gouvernement socialiste – met en garde dès le lendemain les 1.500 délégués des conseils d'ouvriers et de soldats réunis au Cirque Busch de Berlin : *« La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous ! »*[9]. Certains des délégués soldats, presque tous désignés par la social-démocratie, menacent Liebknecht de leurs armes…

Les conseils de soldats, manipulés par le SPD, occupent le parterre avec leurs armes, tandis que les conseils ouvriers se partagent modestement les poulaillers.

Très vite, la majorité de conseils tombe aux mains de la social-démocratie qui impose ses hommes d'appareil (SPD et syndicats), le plus souvent sans élections. Par exemple, à Cologne, les dirigeants locaux du SPD et de l'USPD forment le 8 novembre un conseil ouvrier dans un meeting et par simple acclamation. Idem, à Kassel, où le conseil et son exécutif (comité d'action) sont constitués à la suite de discussions en coulisse entre les deux partis social-démocrates et les syndicats. Parfois sont institués des conseils incluant des partis bourgeois – comme le *Zentrum* catholique – dans la Ruhr. Lorsque les conseils sont élus, ils le sont sur la base de circonscriptions électorales, où prédominent les notables. C'est le cas de Dresde, où le SPD prend presque tout le gâteau. Cela entraîne la sortie rapide (le 16 novembre) des IKD (communistes internationalistes), dirigés par Otto Rühle, qui pensent que tout le mouvement réel se trouve désormais dans la rue et dans les usines.

La pyramide des conseils est inversée : les syndicats reconnus par l'État, grâce au SPD au pouvoir, voient leur influence augmenter de la base vers le sommet, en dissolvant dans des conseils régionaux les conseils locaux aux mains des plus radicaux.

Néanmoins, dans d'importants centres régionaux, la reprise en mains n'est pas aisée. Le Conseil de Brême interdit toute réunion ou manifestation en faveur du rétablissement du Sénat. Des conseils créent leur propre force armée, comme à Francfort, Düsseldorf, Hamburg. À Braunschweig (Brunswick), le 9 novembre est proclamée la République socialiste, qui se dote d'une garde rouge de 1.000 membres. Même chose à Brême, où la République des conseils se constitue quelques jours plus tard, le 15 novembre. Dans les centres industriels, se constituent des embryons de gardes rouges de Halle à Berlin. Dans cette dernière ville, la tentative spartakiste de créer une garde rouge, appelée Union des soldats rouges (*Rote Soldatenbund*) échoue : celle-ci se contente de manifester en novembre et décembre. Liebknecht, qui s'occupe de la 'question militaire', compte sur le préfet de police Eichhorn, USPD de gauche, qui dispose d'une troupe, et sur la Division populaire de la marine (*Volksmarinedivision*). Ces derniers sont très radicaux mais touchent une solde. Lors des combats de janvier 1919, après avoir subi de lourdes pertes en décembre face aux troupes du général Lequis, les marins se sont déclarés 'neutres' pour continuer à toucher leur solde.

Le royaume de Bavière est un cas à part. Les marins du port austro-hongrois de Pula (Istrie), eux aussi en révolte, étaient parvenus très rapidement à Munich, où leur présence résolue neutralise toute volonté de résistance de l'armée bavaroise. Le 8 novembre, l'Indépendant pacifiste Kurt Eisner, nommé mi-

[5] [Paul Frölich, Rudolf Lindau, Albert Schreiner et Jakob Walcher] *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], Verlag Neue Kritik, Francfort, 1970, p. 192. Une partie de ce livre a été traduite par Science marxiste („Lotta comunista"), Montreuil-sous-Bois, 2013.

[6] Paul Frölich, *Autobiographie 1890-1921*, Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 2011, p. 180.

[7] Cité par Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Messidor, Paris, 1987, p. 80.

[8] Prince Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1928, p. 600.

[9] Jakov Drabkin, *Die Novemberrevolution 1918 in Deutschland*, Dietz, Berlin 1968, p. 166.

nistre-président, proclame – avec l'appui des conseils – la République et la fondation de l'État libre et populaire de Bavière (*Freier Volksstaat*) qui maintient en place la propriété privée. Il recherche une 'synthèse' (très 'socialiste') : Parlement *et* conseils, comme organes d'un pouvoir unifié. Mais les spartakistes (devenus communistes) se prononcent pour le boycottage des élections, ainsi que le Conseil ouvrier révolutionnaire, dont un des animateurs est Erich Mühsam. Le 10 janvier 1919, Eisner fait arrêter douze membres du Parti communiste et du Conseil révolutionnaire, dont Max Levien (KPD) et Mühsam (anarchiste). Une manifestation spontanée les fait libérer. Le SPD devient majoritaire au *Landtag* et Eisner est assassiné le 23 février 1919 par un extrémiste de droite, alors qu'il présente sa démission. Une autre page s'ouvre en avril 1919, très confuse, celle de la république des conseils de Bavière, qui sera elle aussi rapidement écrasée quelques semaines plus tard, le 1er mai.

Comme le note un livre consacré jadis à 'la gauche communiste en Allemagne', l'étude d'une période révolutionnaire n'est pas la fabrication d'une nouvelle 'mythologie', où partis et conseils seraient toujours 'révolutionnaires' : *« …les conseillistes* [actuels] *parlent encore aujourd'hui du Conseil comme s'il devait toujours s'agir de conseil révolutionnaire, alors que c'est l'exception dans la révolution allemande »*[10].

C'est cette faiblesse même de la révolution, où au départ la radicalité est l'exception, qui permet au nouveau pouvoir social-démocrate de tenir un langage populiste. Tout le pouvoir doit aller au *« peuple tout entier »*, bref à la Nation, et non être remis à des conseils ouvriers. Le 13 novembre, le rédacteur en chef du *Vorwärts*, organe du SPD, explique les choses sans ambages. La 'victoire' de novembre ne sera pas celle de la 'dictature du prolétariat' ; le pouvoir prendra la forme d'une 'démocratie populaire' : *« Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous seuls, nous avons vaincu pour le peuple entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas : 'Tout le pouvoir aux soviets', mais 'Tout le pouvoir au peuple tout entier' »*[11].

L'Assemblée constituante enterre les conseils. La défaite de janvier 19 et l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht

Le 'pouvoir des *Arbeiterräte*' (équivalent de soviets) devait donc vite céder la place à une Assemblée nationale constituante, qualifiée de 'démocratique', Tous les partis de droite et du centre – dont la devise était naguère *« avec Dieu, pour le Roi et la Patrie »* – se proclament du jour au lendemain 'populaires', voire 'républicains' et 'démocratiques' (Parti populaire national-allemand, Parti populaire allemand, Parti populaire chrétien-démocrate, Parti démocrate allemand) et exigent des élections au suffrage universel[12]. Dès le 10 novembre, Ebert clarifie les choses : il y aura dans les plus brefs délais élection d'une Constituante qui mettra fin au 'gouvernement des commissaires du peuple'. Et dans un aparté avec le général Groener, Ebert certifie, le même jour, que ce sera la fin du bolchevisme[13].

Contre l'élection d'une Assemblée constituante, qui sera avalisée par un Exécutif des conseils que Rosa Luxemburg qualifie de *« sarcophage de la révolution »*[14], toutes les tendances révolutionnaires tombent d'accord. S'il doit y avoir un Parlement, ce sera celui des *seuls* conseils, la véritable démocratie prolétarienne contre la démocratie bourgeoise illusoire :

> La question mise à l'ordre du jour par l'histoire est : démocratie *bourgeoise* ou démocratie *socialiste*. Car la dictature du prolétariat est la démocratie au sens socialiste du terme… Sans la volonté consciente et sans l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguiser cette conscience, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le Parlement des prolétaires des villes et des campagnes. La convocation d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un instrument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme. Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque — les dés doivent être jetés. *Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme*[15].

Les Indépendants de gauche qui jouent un jeu typiquement 'centriste', coincés entre leur base prolétarienne, sensible au radicalisme spartakiste, et leur direction propulsée au gouvernement[16], ne peuvent

[10] Jean Barrot (Gilles Dauvé) & Didier Authier, *La Gauche communiste en Allemagne 1918-1921*, coll. Critique de la politique (dirigée par Miguel Abensour), Payot, Paris, 1976.

[11] Friedrich Stampfer, „Die Reichsregierung und die Arbeiter- und Soldatenräte", *Vorwärts*, Berlin, 13 nov. 1918. Cité par Pierre Broué, *op. cit.*, p. 169.

[12] Broué, ibid., p. 169-170.

[13] *« Le corps des officiers attend du gouvernement qu'il combatte le bolchevisme et se tient à la disposition du gouvernement pour cela »*. Ebert répondit favorablement à ce vœu d'Hindenburg et demanda au général Groener de *« transmettre au Maréchal les remerciements du gouvernement »* [Cité par Harman, op. cit., p. 81].

[14] Rosa Luxemburg, «Um den Vollzugsrat», *Die Rote Fahne* n° 26, Berlin, 11 déc. 1918.

[15] Souligné par nous, in Rosa Luxemburg, „Nationalversammlung", *Die Rote Fahne* n° 5, Berlin, 20 nov. 1918. Ce texte célèbre, cité par Broué, op. cit., a été amputé de ses deux dernières phrases portant sur le *« crétinisme parlementaire »*.

[16] Hugo Haase, Wilhelm Dittmann Emil Barth sont les trois commissaires du peuple 'indépendants', à parité avec Friedrich Ebert,

cautionner le suicide des conseils. L'un des chefs des délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*), Richard Müller, président des conseils d'ouvriers et soldats de Berlin, qui avait joué un rôle considérable dans les grèves illégales menées de 1916 à 1918 dans la métallurgie berlinoise, se déclare prêt à risquer sa vie pour défendre les conseils. Il précise dans son rapport d'activité présenté au Cirque Busch, le 18 novembre : *« Nous devons assurer notre pouvoir, si besoin est par la violence. Quiconque est partisan de l'Assemblée nationale nous impose le combat. Je le dis nettement : j'ai risqué ma vie pour la révolution et je suis prêt à recommencer. L'Assemblée nationale est le chemin vers le règne de la bourgeoisie, le chemin vers le combat ; le chemin vers l'Assemblée nationale passera sur mon cadavre »*[17].

L'Assemblée constituante, avant de s'installer le 6 février 1919 dans le grand théâtre de Weimar, ne passa pas sur le 'cadavre' de Richard Müller – celui-ci fut ironiquement surnommé '*Leichen*-Müller' (Müller le cadavre) par ses ennemis politiques – mais sur celui de milliers de travailleurs, et en particulier des chefs spartakistes, comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht en janvier 1919, et Leo Jogiches deux mois plus tard.

Le 'suicide' des conseils programmé dès le 10 novembre sera exécuté en deux temps par la force et par la manipulation.

Il fallait d'abord que le gouvernement dispose de milices, d'autant plus que l'Indépendant de gauche Emil Eichhorn, proche de Karl Liebknecht, avait constitué une force de sécurité ouvrière au sein de la Kommandantur de police, les deux tiers étant volontaires, l'autre tiers des policiers ralliés aux conseils[18].

Dès le 17 novembre, le social-démocrate Otto Wells, commandant de la ville de Berlin constitua (avec le gouverneur militaire Fischer) un corps de soldats républicains, financé par les 'dons' de grands industriels. Ils s'affrontèrent bientôt militairement à la gauche révolutionnaire. Pas assez sûrs cependant (car d'origine ouvrière). Ebert, avec l'aide de Noske, son 'officier de liaison' avec l'état-major, constitua en décembre les *Freikorps* (corps francs), grassement payés, vite appelés les 'Gardes Noske', corps de soldats des troupes d'assaut et d'officiers monarchistes. Le *Vorwärts*, comme toute la presse bourgeoise, publie des annonces payantes pour recruter les 'volontaires', souvent issus des troupes d'assaut, véritables mercenaires à la solde du régime.

Pour que les forces contre-révolutionnaires puissent trouver une légitimité, il fallait que les délégués des conseils remettent tous leurs pouvoirs au gouvernement et à l'Assemblée constituante. Le Congrès pan-allemand des conseils (dominé par les permanents du SPD et des syndicats), réuni à Berlin du 16 au 20 décembre, donna tout pouvoir au 'Conseil des commissaires du peuple'. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne peuvent faire entendre leur voix. Les opposants USPD de gauche exigent seulement que les Conseils aient 'leur place' dans la Constitution qui doit être adoptée en 1919.

La voie est alors ouverte à la liquidation légale de la révolution, et d'abord à Berlin. Ebert use autant de la provocation que la force. Le 23 décembre, le gouvernement bloque la solde des marins de la *Volksmarinedivision*. Ceux-ci séquestrent le dirigeant SPD Otto Wells. Ils sont attaqués par les troupes du général Lequis qui use de canons. Les radicaux encerclent les troupes de Lequis qui doivent capituler. Les ouvriers occupent le *Vorwärts*; pendant quelques jours celui-ci sera le *Roter Vorwärts.* Sous la pression de la rue et des délégués révolutionnaires, indépendants de gauche, les 'commissaires du peuple' USPD démissionnent le 29 décembre, aussitôt remplacés par trois commissaires SPD, dont Noske. Celui-ci, ce même 29 décembre, la veille du congrès de fondation du KPD, rassemble les corps francs pour l'assaut final[19]. La presse bourgeoise, qui ne fut jamais interdite, et le *Vorwärts* se déchaînent contre les 'terroristes' spartakistes ; des placards sont collés partout : Tuez Liebknecht ! (*Tötet Liebknecht !*).

La provocation du SPD a lieu le 4 janvier 1919. Le préfet de police indépendant Eichhorn est destitué, tandis qu'Ebert et Noske inspectent six corps de volontaires d'extrême droite. Le lendemain c'est une foule de 700.000 personnes qui répond à l'appel des Indépendants, des délégués révolutionnaires et du KPD de manifester. Dans l'enthousiasme, après que le *Vorwärts* ait été occupé par des ouvriers armés, un Comité révolutionnaire conjoint tripartite de 52 membres en appelle à une grève générale pour le 7 janvier, *« au pouvoir du prolétariat révolutionnaire »*, puis à la *« déposition du gouvernement Ebert-Scheidemann »*. La direction spartakiste, qui n'avait pas été consultée de cette initiative prise par Karl Liebknecht (mais aussi Wilhelm Pieck) ainsi que l'USPD Georg Ledebour, était contre une insurrection. Les Indépendants de gauche, chassés du gouvernement, passaient ainsi sans transition du pacifisme pur jus pendant la guerre au putschisme…

Pendant que l'USPD, une fois de plus, tentait de négocier avec le gouvernement, le Comité tripartite faisait preuve de la pire incompétence, sans aucun plan de prise réelle de pouvoir et sans forces réelles. La *Volksmarinedivision* reste neutre ; le 9 janvier, une réunion conjointe de grosses usines berlinoises

Philipp Scheidemann et Otto Landsberg.

[17] Ralf Hoffrogge, *Richard Müller – Der Mann hinter der November Revolution*, Berlin, Dietz Verlag, 2008. Édition anglaise (complétée), Brill, Leiden, 2014.

[18] Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*, La Fabrique, Paris, 2015 (préface de Sebastian Bugden).

[19] Le général Groener déclara devant un tribunal : *« Ebert a ordonné à Noske de lancer les troupes contre les spartakistes. Le corps de volontaires se rassembla le 29 décembre et tout était prêt pour l'ouverture des hostilités »* [Cité par Paul Frölich, *Rosa Luxemburg. Gedanke und Tat*, E.N.I., Paris 1939].

demande la constitution d'un gouvernement de coalition SPD-USPD-KPD.

Le résultat de cette indécision est connu. Avec l'aide auxiliaire de deux régiments social-démocrates, les corps francs triomphent aisément et fusillent à tout-va. Le *Vorwärts* repris par les corps francs en appelle à l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Lorsque ceux-ci sont assassinés le 15 janvier, le *Vorwärts* prétendit que le premier avait fait une *« tentative de fuite »* et que la seconde avait été *« lynchée par la foule »*. Il ne fait aucun doute que l'assassinat fut ordonné téléphoniquement par Gustav Noske. A la question de Pabst *« Que faire des chefs spartakistes »*, celui-répondit : *« …à vous de prendre la responsabilité de ce qu'il faut faire »*[20].

En février 1919, le total des travailleurs tués par la contre-révolution dépassait déjà largement celui des morts de la Révolution russe en 1917.

Disparition des conseils. Formation d'unions ouvrières et d'organisations de chômeurs.

La disparition officielle des conseils ne signifiait pas qu'ils étaient définitivement enterrés. La défaite de janvier (mais aussi celle de mars) 1919 à Berlin avait décapité le mouvement révolutionnaire de ses militants les plus en vue (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches). Mais en même temps se multipliaient les grèves économiques et politiques des mines de la Haute-Silésie à la Ruhr, en passant par Berlin et l'Allemagne centrale, où même la défaite de mars 1919 ne put endiguer le mouvement. Les ouvriers étaient réduits à des salaires de famine, les salaires réels ayant souvent baissé de 40% par rapport à 1914. Le chômage était devenu massif : 40.000 chômeurs à Munich, 50.000 à Berlin, Au début de 1919, il y avait plus de 3 millions de chômeurs. Les émeutes de la faim étaient courantes (Francfort, Bochum, Dortmund, Breslau). Celle de Hamburg en juin 1919 valut une seconde occupation de la ville par la Reichswehr[21].

Dès le départ, le SPD avait essayé d'encadrer le mécontentement en privilégiant l'action des vieux syndicats, par un Accord conclu le 15 novembre 1918 entre le patronat et l'ADGB dirigée par Carl Legien (Accords Stinnes-Legien)[22]. Ceux-ci devenaient les *« représentants désignés des ouvriers »*. Cet accord était complété par une ordonnance du 23 décembre 1918 sur les comités d'entreprise (*Tarifvertragsverordnung*) visant à encadrer l'ensemble des ouvriers (*Arbeiterschaft*) ; ces comités qui seraient rattachés aux syndicats veilleraient à une bonne collaboration de classe :

> Les comités (d'ouvriers et d'employés) veilleront, de concert avec les patrons, à l'observation des accords concernant les salaires en vigueur... Ces comités auront également pour tâche *de favoriser la* ***bonne entente*** *entre les ouvriers ou employés et entre les ouvriers ou employés et le patron*[23].

Dans la région de la Ruhr, où le capital (Stinnes, Krupp, etc.) pratiquait le lock-out, on fit espérer aux mineurs et aux sidérurgistes la possibilité de nationalisations – qui furent baptisées *« socialisation »*, et surtout d'une cogestion ouvrière (*Mitbestimmung*). Les grèves se multiplièrent de février à avril 1919. Une fois de plus, ce fut la répression menée par la Reichswehr et 'officialisée' par un ouvrier social-démocrate : Carl Severing, qui déclara : *« en tant que représentant des ouvriers, je veux parler aux ouvriers; en tant qu'ouvrier, je veux agir pour les ouvriers »*[24]. Le résultat fut quasi-immédiat : les mineurs et sidérurgistes quittèrent en masses les syndicats pour former des unions ouvrières.

Le divorce entre la masse des travailleurs et les 'syndicats libres' social-démocrates (*Freie Gewerkschaften*) était total. Il fallait se soumettre ou se démettre. Pour avoir ou même conserver son travail, il valait mieux, comme dans les conseils, voter pour les syndicats SPD.

Dès la fin de 1918, mais surtout à partir du printemps 1919, un mot d'ordre devient populaire, repris par le KPD, les anarcho-syndicalistes et les Indépendants de gauche : *« Sortez des syndicats ! »* (*Heraus aus den Gewerkschaften* !)[25]. Des militants communistes radicaux attaquèrent, à Brême et Hambourg, Berlin, Essen, etc., les bureaux de ces syndicats, saisirent leurs fonds et les distribuèrent aux chômeurs, ainsi qu'aux militants en fuite ou emprisonnés[26].

La première union, celle des mineurs, s'était constituée dans la Ruhr le 30 mars 1919. Elle était composée de syndicalistes-révolutionnaires et de communistes. Détruite par la répression et les corps francs, elle se reconstitua en juin sous le nom d'Union de

[20] Klaus Gietinger, *Eine Leiche im Landwehrkanal. Die Ermordung der Rosa Luxemburgs*, Edition Nautilus Verlag Lutz Schulenburg, Hamburg, 2009.

[21] Uwe Schulte-Varendorff, *Die Hungerunruhen in Hamburg im Juni 1919 – eine zweite Revolution?*, Hamburg University Press, 2010.

[22] L'ADGB, une fois l'ordre rétabli, atteignit 8 millions d'adhérents en 1920 ; ce chiffre tomba à 3 millions en 1932.

[23] *« Les conseils d'entreprise en Allemagne »*, B.I.T., Genève, *Études et Documents série B*, n° 6, 29 janvier 1921, p. 1 à 33.

[24] Discours du 8 avril 1919, cité par Heinrich August Winkler, *Von der Revolution zur Stabilisierung. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918 bis 1924*, Berlin/Bonn, 1984.

[25] *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, n° 11, Berlin, juillet 1919. Dans cet organe du KPD, Paul Frölich écrit : *« Plus nous entrons dans de grandes luttes et plus cet appel : 'Sortons des syndicats!' peut devenir un mot d'ordre des masses »*.

[26] Cf. le témoignage du communiste de conseils, ancien membre du KAPD, Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, L'Échappée, Montreuil, 2013. Traduit de l'allemand.

Gelsenkirchen. Bientôt se généralisèrent les unions anarcho-syndicalistes (FAUD) et surtout les unions marxistes se réclamant, comme l'AAUD, de la *« dictature du prolétariat »*, une dictature qui émanerait des *« conseils révolutionnaires d'entreprise »* (*revolutionäre B.O.*), sorte de groupes d'usine du parti révolutionnaire. Avant que le KPD ne choisisse de former des *« cellules communistes »* dans les syndicats officiels, un grand nombre d'ouvriers s'était rallié aux Unions ouvrières. Celles-ci constituaient une organisation unitaire de masse, tant de lutte économique que de lutte politique jusqu'à la prise du pouvoir par les conseils ouvriers.

Lorsque l'AAUD se fonda officiellement en février 1920, et malgré la répression, elle finit par compter plus de 120.000 adhérents. Il n'est pas inutile de préciser que ces unions, comme aux usines Leuna (Allemagne centrale), disposaient bien souvent de caches d'armes. C'est cette union, la plus radicale, qui se rallia en avril 1920 au KAPD, très forte minorité du KPD exclue en octobre 1919 (Congrès d'Heidelberg), et majoritaire à 90% à Berlin ! Ce parti fort de 40.000 membres – qui avait littéralement siphonné le KPD à Berlin – naquit des combats de la Ruhr en mars 1920.

Les derniers soubresauts révolutionnaires : la Ruhr 1920. Armée rouge et conseils ouvriers.

Tandis que ressurgissait une lutte économique de plus en plus radicale dans son organisation, la classe dominante ne restait pas passive. Dès juin 1919, le général Lüttwitz, qui avait participé à la répression de l'insurrection de janvier, suggère à Noske la mise en place d'une dictature militaire. Toujours de concert avec Noske, il travaille à réprimer les grèves des chemins de fer de janvier 1920 et à interdire la presse du KPD, mais aussi de l'USPD. Aussi le coup d'État du 13 mars 1920, dénommé putsch de Kapp-Lüttwitz, n'est pas une surprise, sauf pour Noske qui s'enfuit et demande au général von Seekt, chef de la Reichswehr, d'arrêter les putschistes. Bien entendu, toute l'armée et l'appareil d'État dans son ensemble soutient le putsch.

Mais la réaction du prolétariat est immédiate. La grève générale, qui touche 12 millions de travailleurs, s'étend sur toute l'Allemagne : Ruhr, Saxe, Hamburg et Brême, Bavière, Thuringe, Poméranie et Prusse orientale. Dans cette province, le gouverneur SPD August Winnig prend fait et cause pour les putschistes.

Là où le SPD ne prend pas localement position pour le putsch, la grève est soutenue, voire parfois encouragée, surtout par les chefs des syndicats, comme Carl Legien, qui en appelle à la défense de la 'République' et à la formation d'un *« gouvernement ouvrier »*. Le KPD, sauf sa gauche qu'il a exclue en octobre 1919 (congrès de Heidelberg) et son chef Paul Levi (emprisonné), se déclare *« neutre »*, déclarant qu'il ne *« lèvera pas le petit doigt »* pour agir[27]. S'il agit, comme à Chemnitz (avec Brandler), c'est pour se rallier à l'idée d'une *« opposition loyale »* en cas de formation d'un *« gouvernement ouvrier »* SPD-USPD.

La réaction du prolétariat allemand peut être comparée à celle du prolétariat espagnol lors du pronunciamiento de juillet 1936. En trois endroits, le prolétariat prend plus ou moins spontanément le pouvoir pour engager la lutte sur un terrain social, formant des conseils ouvriers (surtout dans la Ruhr) ou des comités d'action (lorsqu'il s'agit d'une alliance partis-syndicats). En Allemagne centrale, de façon assez confuse, après des combats armés à Gotha, Gera, Halle, dans le Vogtland (avec Max Hoelz), ou pacifiquement, comme à Chemnitz (sous la direction de Brandler), le prolétariat 'prend le pouvoir'. On devrait préciser : 'plus ou moins'. Il en est de même à Kiel et dans la région de Schwerin, mais pas à Hamburg et Brême. À Hambourg, la 'gauche' représentée par Laufenberg et Wolffheim réagit comme le KPD : *« la grève générale est une absurdité générale »*. Cette position est défendue par Otto Rühle à Dresde, mais aussi par la direction de la FAU anarcho-syndicaliste qui se déclare, par pacifisme, contre la lutte armée. La base de la FAU ne suivra pas sa direction.

C'est en fait dans la Ruhr, et pas toujours de façon homogène, que le mouvement va le plus loin vers une prise totale du pouvoir, après l'entrée dans la grève générale de 300.000 mineurs. Dès que les corps francs se manifestent, ainsi que les gardes locales composées d'adhérents SPD (cas de Dortmund, où elles tirent sur les ouvriers), surgissent des bureaux de recrutement qui donnent naissance à une véritable armée rouge, forte de 50.000 à 80.000 hommes. Les conditions pour se battre sont : six mois au front minimum pendant la guerre et appartenance à un 'parti ouvrier' ou à un syndicat ou une union ouvrière (AAU et FAU). Dans certains endroits, la dictature du prolétariat est proclamée et le ravitaillement, comme l'armement, restent placées sous l'autorité des conseils. Les corps francs sont chassés de la Ruhr et les milices gouvernementales SPD désarmées.

Mais si, le 17 mars, Kapp doit s'enfuir en Suède, le SPD ne reste pas inactif et se réinstalle au pouvoir, sans Gustav Noske, mais avec Gustav Bauer – puis Hermann Müller – comme chancelier. Il charge le chef de la Reichswehr Von Seeckt de constituer des tribunaux d'exception contre les insurgés ouvriers. Des corps francs d'étudiants sont constitués. L'un d'eux massacrera le 24 mars à Bad Thal (Thuringe) des ouvriers faits prisonniers, en justifiant ainsi son action : *«nous avons besoin de cadavres pour nos cours d'anatomie»*[28].

[27] Udo Winkel, 'Paul Levi et sa signification pour le mouvement ouvrier allemand', *Cahiers Léon Trotski* n° 62, mai 1998, p. 32-34.

[28] *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution* [1929], op. cit.,

Mais, il fallait désarmer les 80.000 ouvriers de la Ruhr. Ce fut le sens des négociations de Bielefeld, menées une fois de plus par Severing, tandis que les troupes du général Watter stationnaient à Münster. Les accords de Bielefeld, signés le 24 mars par les Indépendants et deux membres du KPD, se traduisaient par le désarmement d'une partie de l'Armée rouge, tandis que le Front de l'Ouest refusait l'Accord. Arguant de ce refus, le gouvernement SPD fait marcher les troupes du général Watter le 4 avril. Ce fut une nouvelle boucherie : fusillades de masse, y compris des infirmières de la Croix-Rouge, toutes et tous étant jetés dans des fosses communes.

Cette défaite autant militaire que politique fut décisive, beaucoup plus que celle de janvier 1919[29]. Mais c'est dans ces conditions que se créait au même moment le KAPD, scission du KPD, dont les militants, appuyés par les membres de l'AAU, avaient joué un rôle majeur dans les combats de la Ruhr. Ce parti en appelait à la poursuite, jusqu'à la victoire, de la *« révolution mondiale »*.

Mars 1921 – Octobre 1923. Du putschisme au putschisme

De l'exaltation de la révolution mondiale à l'exaltation du sentiment national

Au moment où la révolte des marins et ouvriers de Kronstadt éclatait, le Komintern développait une théorie typiquement putschiste appelée *« forçage du cours révolutionnaire »*, dont l'instrument était Bela Kun, le chef vaincu de la République des conseils hongrois, qui arrive clandestinement en Allemagne. Or, à ce moment même, certain que le prolétariat allemand ne bougerait pas, le ministre de l'intérieur SPD Carl Severing décidait de passer à l'offensive, de faire occuper l'Allemagne centrale où les ouvriers avaient conservé leurs armes.

Le KPD unifié (VKPD) passe brusquement d'une politique de *« lettre ouverte »* aux syndicats, pour former un *« gouvernement ouvrier »* à un front unique insurrectionnel. Face à la passivité du prolétariat allemand, Hugo Eberlein – délégué du KPD au Premier congrès du Komintern – propose même de faux attentats contre le VKPD pour susciter *« l'indignation des masses »*. Il fallait néanmoins trouver des 'alliés'. Le Komintern demanda au KAPD, parti sympathisant, de s'associer au KPD dans cette aventure. Le KAPD lance des proclamations enflammées au prolétariat allemand, malgré la réticence de sa base : *« Avec des fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre, le sort en est jeté »*. Sa direction affirme *« les masses du P.C. agissent en suivant nos mots d'ordre. Elles y ont contraint leurs chefs »*[30].

Ni l'action des deux partis, ni celle, 'autonome', d'électrons libres du KAPD – comme les 'troupes' de Max Hoelz et Karl Plättner – ne peuvent arrêter la catastrophe. Le prolétariat de Berlin, d'Allemagne centrale reste passif. Les usines Leuna, dont l'autorité était l'Union ouvrière, forte de 2.000 membres (10 p. des ouvriers), sont bombardées par les Verts de la Schupo (gendarmerie), qui dispose de véhicules blindés.

Dans sa Déclaration qu'il ne put lire à la fin des sessions du IIIe congrès du Komintern (juillet 1921), le KAPD résumait parfaitement sa position, qui fut aussi celle de Rosa Luxemburg en janvier 1919[31] :

> Le Parti communiste ne peut pas déclencher les luttes économiques ; il ne peut pas non plus refuser le combat, autrement il saboterait la préparation de la victoire. Il ne peut obtenir à la longue la direction de ces luttes que s'il oppose à toutes les illusions des masses la pleine clarté du but des méthodes de lutte[32].

Dans la brochure rédigée au même moment par Herman Gorter contre le VKPD, le KAPD condamnait aussi bien la politique attentiste de Paul Levi que le putschisme du Parti communiste, *« contrepartie obligée de son opportunisme parlementaire et syndical »*[33].

La défaite fut cruelle : le KAPD, après sa sortie forcée du Komintern en septembre 1921, connaît une hémorragie militante, puis en mars 1922 la scission. Le KPD connaît un processus similaire, avec le départ de Paul Levi, le chef du parti, et voit ses effectifs s'effondrer, malgré le soutien indéfectible de Moscou.

Le PC allemand revient alors à une politique de 'front unique à la base' avec les syndicats sociaux-démocrates et d'appel à la formation d'un 'gouvernement ouvrier' incluant tous les 'partis prolétariens'.

L'occupation de la Ruhr par l'Armée française en janvier 1923, l'accélération du désastre économique, l'hyperinflation crée une situation de chaos, qui peut sembler 'prérévolutionnaire', avec le développement d'un mouvement des conseils d'entreprise qui

p. 487. A l'issue d'un procès en juillet 1920, les meurtriers sortirent libres. Commentaire édifiant de la presse bourgeoise (*Deutsche Zeitung*) : *« Nos braves garçons ont été relaxés. Il y a encore des juges en Allemagne… »*.

[29] Chris Harman, op. cit., p. 127-159.

[30] Ph. Bourrinet, *The Dutch and German Communist Left (1900-68)*, Brill, Leiden, 2016, p. 234-240.

[31] *« La masse doit apprendre elle-même à combattre, à agir dans la lutte… Agir ! Agir ! Avec courage, avec résolution, avec constance – tel est le devoir des Délégués révolutionnaires et des dirigeants socialistes honnêtes. Désarmer la contre-révolution, armer les masses, occuper toutes les positions de pouvoir. Agir vite !» [article non signé de R. L. : « Was machen die Führer ? », Die Rote Fahne* n° 7, 7 janvier 1919].

[32] Rapport du KAPD sur le 3e congrès du Komintern, *Protokolle des III. Kongresses der Komintern*,, op. cit., p. 335.

[33] Herman Gorter, *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, KAPD, Berlin, 1921, p. 11-12.

s'apparente à celui des 'hommes de confiance' révolutionnaires de 1918. Le succès de ce mouvement ainsi que la création de 'milices ouvrières' de parti (centuries prolétariennes), pour lutter contre la police et les corps francs dans la Ruhr, redonnent confiance à la base du PC. Mais, comme le note Pierre Broué, 1923 est surtout marqué par *« la progression des nationalistes d'extrême droite »* – qui s'adressent aux *« millions de petits-bourgeois déclassés »*, aux ouvriers sensibles à la propagande nationaliste et antisémite – et développent leurs milices armées (S.A. du parti nazi), grâce aux subventions des grands industriels de la Ruhr, et avec la complicité de la Reichswehr[34].

Or le KPD fait de la démagogie populiste auprès de ces couches petites-bourgeoises ruinées et caresse dans le sens du poil leur sentiment nationaliste exacerbé, et même leur antisémitisme[35]. Karl Radek, l'ancien *Linksradikale* de Brême, put tenir un discours – devant l'exécutif du Komintern – en mémoire du nazi Leo Schlageter, fusillé par l'armée française d'occupation, en juin 1923 :

> C'est seulement si la Cause allemande est celle du peuple allemand, c'est seulement si la Cause allemande consiste en une lutte pour les droits du peuple allemand qu'elle recrutera les amis actifs du peuple allemand. En faisant de la Cause du peuple la Cause de la Nation, faites de celle-ci la Cause du peuple. C'est cela que doit affirmer le Parti communiste d'Allemagne, c'est cela que doit affirmer le Komintern sur la tombe de Schlageter[36].

Cet appel au sentiment nationaliste pouvait parfaitement coexister avec une mobilisation 'antifasciste', comme cette 'journée antifasciste' du 29 juillet, qui fut un échec significatif. Le KPD essaye alors une politique de Front populaire avant la lettre. Le 10 octobre, le gouvernement social-démocrate saxon intègre plusieurs ministres communistes, dont Fritz Heckert (futur chef stalinien, toujours enterré dans un mur du Kremlin), et surtout Brandler, qui devient chef de la chancellerie d'État. Même chose, le 13 octobre, dans le gouvernement de Thuringe, où entrent trois 'ministres communistes', dont Karl Korsch à la Justice.

Ces apparents 'succès' ouvrirent la voie de la défaite. Les gouvernements 'ouvriers' sont dissous par la Reichswehr sans résistance. Et c'est sans résistance que tout le mouvement capitule. L'insurrection de Hambourg du 23 octobre, dans un seul quartier !, est un fiasco : *« une partie seulement des communistes se sont battus, et ils se sont battus seuls, les grandes masses demeurant, sinon indifférentes, du moins passives »*[37].

C'est un autre octobre, celui de 1929, qui consomma la défaite des travailleurs allemands. Après un tournant dit de 'classe contre classe' (ou 'troisième période'), où la social-démocratie était qualifiée de 'social-fascisme', le KPD revenait à sa politique d'exaltation de la *« nation prolétaire »* allemande. En août 1930, son comité central, voulant concurrencer le nazisme sur son propre terrain, lançait une adresse *« Pour une libération nationale et sociale du peuple allemand »*[38]. Le KPD établissait, en novembre 1932, un front unique à la base avec des travailleurs nazis lors de la grève des transports berlinois.

La contre-révolution est au pouvoir dès le 9 novembre 1919, elle 'suicide' les conseils ouvriers, puis impose par le fer et par le feu la loi de l'Assemblée constituante de Weimar. Ce fut une vraie saignée du prolétariat allemand opérée sous la responsabilité directe de la social-démocratie. En 1923, à la fin de la révolution allemande, le nombre de victimes ouvrières était déjà comparable à celui de la Commune de Paris.

La défaite ouvrait ainsi la voie à Hitler en janvier 1933. Le rêve d'une émancipation mondiale des travailleurs – où l'Allemagne jouerait un rôle-clef – se transformait en cauchemar sanglant d'une *« libération nationale et sociale du peuple allemand »*. C'était ouvrir la voie royale vers la guerre mondiale.

Philippe BOURRINET, le 12 septembre 2017.

ANNEXE

PROGRAMME DU KPD (SPARTAKUSBUND), DÉCEMBRE 1918 (extraits)

Mesures immédiates pour le triomphe de la révolution

1- Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes.
2- Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats.

[34] Broué, op. cit., p. 686-688.

[35] Ruth Fischer, leader de la tendance de gauche du KPD, proclame dans une réunion publique tenue dans un préau d'école à Berlin le 25 juillet 1923 : *« Celui qui appelle à la lutte contre le capital juif est déjà, messieurs, un lutteur de classe, même s'il ne le sait pas. Vous êtes contre le capital juif et voulez abattre les boursicoteurs. Très bien. Foulez aux pieds les capitalistes juifs, pendez-les à la lanterne, piétinez-les ! »* [*Die Aktion* n° 27/28, Berlin, 31 juillet 1923].

[36] Ph. Bourrinet, *Internationalisme contre «national-bolchevisme». Le deuxième congrès du KAPD (1er–4 août 1920)*, 'moto proprio', Paris, sept. 2015, p. 192-196 (nous avons traduit intégralement ce discours en français).

[37] Broué, op. cit., p. 773.

[38] „Programmerklärung zur nationalen und sozialen des deutschen Volkes", *Die Rote Fahne* n° 197, Berlin, dimanche 24 août 1930. Cet appel a été officiellement rédigé par Ernst Thälmann et le comité central, en fait par Heinz Neumann. Réfugié en URSS, il fut fusillé sur ordre de Staline en novembre 1937.

3- Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ouvrière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires.
4- Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer, abolition de la juridiction militaire.
5- Éviction des officiers et des capitulards de tous les conseils de soldats.
6- Remplacement de tous les organes politiques et de toutes les autorités de l'ancien régime par des hommes de confiance délégués par les conseils d'ouvriers et de soldats.
7- Mise en place d'un tribunal révolutionnaire devant lequel comparaîtront les principaux responsables de la guerre et de sa prolongation : les Hohenzollern, Ludendorff, Hindenburg, Tirpitz et leurs complices, ainsi que tous les conjurés de la contre-révolution.
8- Réquisition immédiate de tous les stocks de vivres en vue d'assurer le ravitaillement de la population.

Mesures politiques et sociales

1- Abolition de tous les États particuliers : création d'une République allemande socialiste unifiée.
2- Élimination de tous les parlements et de tous les conseils municipaux, leurs fonctions étant dévolues aux conseils d'ouvriers et de soldats et aux comités que ceux-ci désigneraient.
3- Élection de conseils d'ouvriers dans toute l'Allemagne par les soins de la classe ouvrière adulte des deux sexes, à la ville et à la campagne, par entreprise ; élection de conseils de soldats par les hommes de troupe à l'exclusion des officiers et des capitulards ; les ouvriers et les soldats ont le droit à tout instant de révoquer leurs représentants.
4- Élection de délégués des conseils d'ouvriers et de soldats dans tout le Reich en vue de constituer le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats qui élira à son tour un Comité exécutif ; celui-ci sera l'organisme suprême du pouvoir législatif et exécutif.
5- Le Conseil central se réunira au minimum une fois tous les trois mois avec chaque fois réélection des délégués. Le Conseil aura pour mission d'exercer un contrôle permanent sur l'activité du Comité exécutif et d'établir un contact vivant entre la masse des conseils d'ouvriers et de soldats de tout le Reich, et l'organisme gouvernemental suprême qui les représente. Les conseils d'ouvriers et de soldats locaux ont le droit à tout instant de révoquer et de remplacer leurs délégués au Conseil central au cas où ceux-ci n'agiraient pas conformément au mandat qui leur a été donné. Le Comité exécutif a le droit de nommer les commissaires du peuple, ainsi que les autorités centrales du Reich et les fonctionnaires ; il peut également les révoquer.
6- Suppression de toutes les différences de caste, de tous les ordres et de tous les titres ; hommes et femmes ont même droits et la même position sociale.
7- Mesures sociales importantes : réduction du temps de travail pour lutter contre le chômage et pour tenir compte de la faiblesse physique de la classe ouvrière, conséquence de la guerre mondiale ; fixation de la journée de travail à six heures au maximum.
8- Le système de ravitaillement, de logement, les services de santé et l'éducation nationale seront réorganisés de fond en comble dans le sens et dans l'esprit de la révolution prolétarienne.

Mesures économiques immédiates

1- Confiscation de tous les biens dynastiques et de tous les revenus dynastiques au profit de la communauté.
2- Annulation des dettes de l'État et de toutes autres dettes publiques, ainsi que de tous les emprunts de guerre à l'exclusion des souscriptions au-dessous d'un certain taux, qui sera fixé par le Conseil central des conseils d'ouvriers et de soldats.
3- Expropriation de toutes exploitations agricoles grandes et moyennes, constitution de coopératives agricoles socialistes dépendant d'une direction centrale à l'échelle du Reich ; les petites exploitations paysannes demeureront la propriété de leurs détenteurs actuels jusqu'à ce que ceux-ci adhèrent librement aux coopératives socialistes.
4- La République des Conseils procédera à l'expropriation de toutes les banques, mines, usines sidérurgiques ainsi que de toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales.
5- Confiscation de toutes les fortunes au-dessus d'un niveau qui sera fixé par le Conseil central.
6- Prise en main de l'ensemble des transports publics par la République des Conseils.
7- Élections dans toutes les usines de conseils d'entreprise qui, en accord avec les conseils ouvriers, auront à régler toutes les affaires intérieures de l'entreprise, les conditions de travail, à contrôler la production, et, finalement, à prendre en main la direction de l'usine.
8- Mise en place d'une Commission centrale de grève qui, en collaboration permanente avec les conseils d'entreprise, aura pour tâche de coordonner le mouvement de grève qui s'amorce dans l'ensemble du Reich et d'en assurer l'orientation socialiste en lui garantissant l'appui sans défaillance du pouvoir politique des conseils d'ouvriers et de soldats.

Programme spartakiste, adopté en décembre 1918.

L'hôtel Eden dans la nuit des temps

Présentation dramaturgique sur l'assassinat de Rosa Luxemburg

Présentation synoptique et thématique d'une pièce de théâtre en 5 actes concernant les tenants et aboutissants historiques de la révolution allemande comme de la contre-révolution mondiale qui s'ensuivit jusqu'à nos jours (2018-2019). Elle constitue les didascalies d'une pièce de théâtre qui, au-delà des commémorations diverses (publications, lectures, représentations...), se veut une critique acerbe de nos temps historiques actuels, si ignorants et si mystificateurs à propos des méfaits du système capitaliste mondial.

Acte I - Berlin

Novembre 1918 : la révolution allemande éclate suite à quatre longues années d'une atroce guerre impérialiste (1914-1918). L'Armée du Reich se replie mais ses fronts militaires restent à l'extérieur de l'Allemagne. Rosa Luxemburg arrive à Berlin, enfin libérée des différentes forteresses où elle avait été incarcérée. Leo Jogiches parvient également dans la capitale du Reich, prêt à toute éventualité. Les deux ex-amants, demeurés camarades révolutionnaires depuis plusieurs années (époque de la révolution russe de 1905) et pendant toute la guerre mondiale, se retrouvent enfin.

En deux mois (novembre et décembre 1918), la *Ligue spartakiste* va devenir le KPD (*Parti Communiste Allemand*). Des Conseils Ouvriers – à l'exemple de la révolution russe – se forment à partir des ports de la Baltique et couvrent l'Allemagne en quelques jours, mais ils demeurent malheureusement sous la coupe de la social-démocratie majoritaire et de son gouvernement Ebert – Noske – Scheidemann.

Noël 1918 : c'est l'effervescence dans les rues de Berlin où des rassemblements et des manifestations ont lieu quotidiennement. Le préfet de police favorable à la révolution (Eichhorn) est sur les dents. Les spartakistes se sont emparés d'un local grâce auquel ils pourront imprimer et diffuser leur journal *'Die Rote Fahne'* (*Le Drapeau rouge*). Léo Jogiches se démène comme un beau diable, prend soin de ne pas s'exposer inutilement comme à son habitude depuis l'époque de la SDKPiL et des prisons du tsar (Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie).

Outre les menaces policières, les bataillons des corps-francs de la Baltique, dirigés par les socialistes, représentent une menace de plus en plus pressante et vont pénétrer dans les rues de Berlin pour exercer une violente répression contre les ouvriers et les révolutionnaires. Alors que gronde la lutte de classe, l'inflation et le chômage commencent à répandre leurs méfaits aboutissant au bilan désastreux de la république de Weimar (1918-1933), puis du nazisme. Le gouvernement de la Social-Démocratie majoritaire se déclare décidé à une nécessaire répression de masse : *« S'il faut un chien sanglant, je serai celui- là ! »* dira Noske.

Quant à l'antisémitisme, il était présent bien avant le déchaînement des nationaux socialistes (nazis). Leo Jogiches mit en garde Rosa à cet égard, dès les lendemains de novembre 1918. Il savait que les révolutionnaires d'origine sémite étaient repérés à travers les carnets d'état-major. Cependant, le KPD n'était pas sioniste et critiquait la déclaration Balfour qui avait commencé à attribuer aux pro-israéliens, les territoires arabes. Leo Jogiches voulait simplement la protéger en l'invitant à quitter Berlin et à se réfugier dans le sud de l'Allemagne.

Le congrès du KPD

Fin décembre 1918 – début janvier 1919

Tandis que Rosa Luxemburg tint un *'Discours sur le Programme du Parti'*, l'atmosphère était électrique, nettement favorable à un cours révolutionnaire. En tant que délégué du parti bolchevique, Karl Radek y alla de son couplet qui saluait les mérites de la révolution en Russie. Mais, en marge du congrès, Rosa interrogea Radek sur ce que devenaient les membres de la SDKPiL au sein du gouvernement bolchevique : ainsi, elle demanda des nouvelles de Felix Djerzinski. Il lui fut répondu qu'il avait accepté le poste de la Tcheka (police politique) et Radek ajouta qu'elle aussi pourrait être cruelle si cela se révélait nécessaire. D'après plusieurs témoins, sur le coup, elle en tomba à la renverse.

Leo Jogiches, lors du vote de fondation du KPD, se contenta de s'abstenir. Prudent, il était plutôt

favorable à rejoindre le Parti des Indépendants, même s'il ne se faisait aucune illusion sur les capacités révolutionnaires de ce parti qu'il ne qualifiait pas de révolutionnaire.

Par rapport à Radek, tout en demeurant enthousiaste vis-à-vis du processus de la révolution russe, Rosa et Léon continuaient à se méfier de l'idéologie bolchevique qu'ils avaient testée dès avant 1914. Aussi, le délégué du KPD qui fut envoyé à Moscou (début mars 1919), malgré la victoire et le prestige d'Octobre 1917, n'était mandaté que pour voter « non » et donc refuser la fondation, jugée hâtive, d'une 3e Internationale dominée par les bolchéviks. Impressionné par le congrès, Hugo Eberlein parla malgré tout, mais en se contentant de s'abstenir. Il fut la première victime d'une mythologie qui allait durer très longtemps.

Par ailleurs, le congrès du KPD manda Eugen Léviné auprès de la République des Conseils ouvriers de Bavière qui ne dura malheureusement que six mois (de novembre 1918 au 3 mai 1919) car elle fut écrasée dans le sang par les troupes sous les ordres de la social-démocratie. Quant à Léviné, il fut fusillé à Munich par les corps francs en mai 1919.

L'assassinat de Karl et Rosa le 15 janvier 1919

L'entrée des corps-francs dans plusieurs quartiers de Berlin sonna le glas des espérances spartakistes. Pendant plusieurs jours, les révolutionnaires se replièrent sur les quartiers populaires pour tenter de s'y camoufler. Léo Jogiches proposa à Rosa de quitter la capitale pour se réfugier dans le sud de l'Allemagne mais, en vain, car Karl Liebknecht entretenait toujours une flamme révolutionnaire à l'aide de discours enragés. Pendant quelques jours, les leaders spartakistes parvinrent encore à trouver refuge chez des sympathisants et à se dérober à la vindicte assassine.

Mais, au matin du 15 janvier, alors que Léo Jogiches avait réussi à s'éclipser, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Wilhelm Pieck furent arrêtés au domicile de la famille Marcusson, dans le quartier cossu de Wilmersdorf à Berlin, par cinq membres du comité armé de vigilance bourgeois et remis, non à la police, mais dans les mains de la GKSD (Garde-Kavallerie-Schützen-Division ou Division de fusiliers de cavalerie de la garde[1]) qui venait d'établir ses quartiers généraux dans le luxueux hôtel Eden. Ces cinq 'justiciers' reçurent une substantielle rétribution pour leur capture[2].

L'hôtel Eden

Karl et Rosa y furent conduits dans ce qui allait être leur dernière demeure, un quartier historique près du Tiergarten et la Potsdamerplatz. Ils avaient pu rédiger un ultime article chacun – *« J'étais, Je suis, Je serai ! »*, fut le testament proclamé par Rosa – avant d'être remis entre les mains du capitaine Waldemar Pabst (chef du GSKD). L'officier rapporta l'événement en 1962 (interview à *« **Der Spiegel** »*).

Afin d'éviter un procès qui put les transformer en héros ou martyrs, Pabst décida de les assassiner sur l'injonction de celui qui commandait alors les troupes allemandes : le social-démocrate Gustav Noske[3]. L'assassinat se déroula aux alentours de l'hôtel Eden : Karl fut entraîné dans les allées du Tiergarten (jardin zoologique), crossé à la tête puis abattu dans le dos, quand à Rosa, un premier coup de crosse l'assommât et un second lui fracassa la mâchoire à sa sortie de l'hôtel. De là, son corps fut jeté dans une voiture où elle reçut un troisième coup. Elle finit par être exécutée et balancée dans le *Landswehrkanal*, d'où elle ne fut rejetée que quelques semaines plus tard, entièrement défigurée. Malgré toutes les preuves, les assassins ne furent jamais inquiétés, ni à l'époque, ni par la suite.

Le dernier article de Karl Liebknecht, écrit quelques heures avant sa mort et intitulé *'Malgré tout'*, accusait directement Noske : *« La bourgeoisie française a fourni les bourreaux de 1848 et de 1871. La bourgeoisie allemande n'a pas à se salir les mains ; les sociaux-démocrates accomplissent sa sale besogne ; son Cavaignac, son Galliffet s'appelle Noske »*. Quant aux syndicats qui avaient soutenu l'union sacrée et livré le prolétariat à la bourgeoise pendant quatre années de guerre, ils ne furent pas en reste pour saboter la révolution. Ainsi, par exemple, le *'Régiment Reichstag'* formé de syndicalistes avait pour ordre de défendre le Parlement et d'écraser Spartakus.

L'assassinat de Karl et Rosa porta un coup mortel à la révolution laissant ainsi la voir libre au fascisme comme l'explique clairement Sebastian Haffner dans son ouvrage (cf. compte-rendu dans cette revue) :

[1] Le GKSD est une unité d'élite de l'armée impériale. A la fin de la guerre, elle rentra au pays pour diriger la contre-révolution. Elle mena l'attaque de la 'veille de Noël' à l'encontre des marins insurgés dans le palais impérial. Elle fut déjouée par la mobilisation spontanée des ouvriers.

[2] Trois acteurs (le GSKD. le 'Régiment Reichstag' et l'organisation d'espionnage du SPD) avaient mis à prix les têtes de Rosa et Karl pour leur capture.

[3] Dans ses mémoires, Pabst affirma qu'il avait téléphoné le soir du 15 janvier 1919 au ministre de l'intérieur social-démocrate Noske et que ce dernier donna son accord. Ceci ne peut faire de doute puisque deux jours avant l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht, le *Vorwärts*, quotidien du SPD, publia un appel au pogrom sous la forme d'un poème au titre qui faisait froid dans le dos : *La Morgue*. Ce dernier regrettait qu'il n'y ait que des prolétaires parmi les morts tandis que des gens comme Karl, Rosa et Radek s'en sortent.

« Le meurtre du 15 janvier 1919 était le début – le début des milliers de meurtres sous Noske dans les mois qui suivirent, jusqu'aux millions de meurtres dans les décennies suivantes sous Hitler. C'était le signal de tout ce qui allait suivre ».

La trahison de Wilhelm Pieck

Mais un autre personnage se trouvait également à l'intérieur de l'Hôtel Eden où il était détenu : Wilhelm Pieck, un des leaders spartakistes chargé de la direction du secteur de Berlin par le KPD. C'était un homme de 'confiance' depuis longtemps dans le groupe Spartakus (en particulier, cet ouvrier avait été un élève assidu des cours d'économie professés par Rosa Luxemburg avant 1914). Et pourtant, seul rescapé, il est plus que probable qu'il retourna sa veste et trahit ses camarades puisque, dans sa révélation de 1962, Waldemar Pabst déclara que Wilhelm Pieck avoua tout pour bénéficier de la vie sauve en n'hésitant pas à livrer toutes les caches utilisées par les militants du KPD[4].

Ce fut un désastre qui demeure encore largement méconnu. Cette ignorance résulte des falsifications staliniennes de l'histoire. En effet, ce triste sire, digne d'une tragédie shakespearienne, incarna l'arrivisme politicien noir et pervers en provoquant l'arrestation de centaines de communistes. Par la suite Pieck donna toutes les garanties à l'appareil stalinien. Il eut sa récompense en devenant un des chefs du KPD et fut un personnage clef du Komintern après 1928, et surtout après 1935, participant sans doute de près – comme le fit aussi Togliatti avec le PCI – à l'épuration de militants du KPD réfugiés en URSS, qui, par centaines ou milliers, furent fusillés par la police stalinienne. Enfin, l'occupation-soviétique lui permit d'obtenir, de 1949 à 1960, le poste de président de la RDA (Allemagne de l'Est). Il termina comme il avait commencé, comme un servile apparatchik.

En tout cas, l'assassinat de Karl et Rosa favorisa une mainmise totale des bolcheviks sur le Komintern. Décapité, le KPD devint vite une potiche au service d'un Komintern russifié, où prédominaient les intérêts d'Etat russe.

Acte II - Berlin
L'enquête de Leo Jogiches

Leo Jogiches, dont un pseudonyme était Tyszka, avait cablé un télégramme laconique à Lénine : *« Karl et Rosa ont rempli leur devoir révolutionnaire »*, ce qui signifiait leur disparition physique, sacrificielle au nom de l'action révolutionnaire pour le parti et la révolution.

Bien sûr, il n'y avait aucun doute sur les responsabilités du gouvernement social-démocrate de Noske dans l'assassinat, mais encore fallait-il établir les preuves matérielles désignant les coupables. Léo se mit en quête de sa mission après avoir rétabli les contacts avec ce qui restait de l'organisation. De fait, il était devenu le dirigeant principal du KPD d'après l'avocat Paul Lévi – qui avait également été un amant de Rosa. Il rendit visite à ses proches amies.

Comme seul il savait le faire, même s'il était isolé politiquement, Léo rôda dans les quartiers de Berlin qu'il connaissait parfaitement et se mit à la recherche des traces laissées par les assassins. A cet égard, il prit des clichés pour confondre les hommes dont il soupçonnait la culpabilité. Il parvint ainsi à repérer des voyous à la mine patibulaire qui se vantaient de leurs exploits contre-révolutionnaires et publia son enquête dans la Rote Fahne du 12 février, enquête remarquable dont tous les éléments ont aujourd'hui été attestés.

Leo Jogiches n'avait pas l'âme d'un bureaucrate et demeura à l'affût du mouvement réel qui se déroulait dans les rues. Il s'efforça d'être à l'écoute des pulsations révolutionnaires et, après les grèves de novembre 1918, malgré la répression de janvier 1919, il fut confronté à de nouveaux affrontements de classe lors d'une grève générale à Berlin au cours du mois de mars.

10 mars 1919 :
« Nous sommes des morts en sursis ! »[5]

Malgré ses ruses de sioux, Léo commence à être repéré en participant à des grèves et manifestations. La police fait le rapprochement avec son signalement dans les milieux révolutionnaires (spartakistes). Début mars, il se sent de plus en plus surveillé et le 10, il est plus ou moins reconnu, arrêté, et conduit à la prison du Moabit. Là, comme on le soupçonne d'être un chef, il est soumis à un interrogatoire en règle. Ce fut un enfer dont il sortit défiguré d'après le témoignage de la secrétaire de Rosa Luxemburg, Mathilde Jacob, qui se rendit à la morgue. C'est dans un couloir de cette prison qu'il fut abattu par un coup de fusil dans le dos. Cette arme était tenue par le policier Tamschik qui termina sans problème sa

[4] D'autres soutiennent qu'il réussit à s'échapper ou fut laissé libre car n'étant que 'du menu fretin' pour la police, ce qui est peu probable !

[5] Phrase célèbre d'Eugen Leviné, condamné à mort et fusillé le 5 juin, après un simulacre de procès, au cours duquel il déclara : « *Nous autres communistes, sommes tous des morts en sursis*.» Il s'effondra devant le peloton d'exécution en criant : *« Vive la révolution mondiale ! »*.

carrière comme officier dans la police prussienne.

Acte III – Moscou (3–6 mars 1919)
La salle du Kremlin où se déroula la conférence d'ouverture pour la fondation d'une troisième Internationale

Parmi les groupes communistes, en rupture avec la social-démocratie tombée dans la boue de l'Union sacrée en août 1914, dominaient de tout leur poids le parti bolchevik et ses satellites. Le seul groupe véritablement critique envers l'idéologie léniniste était la *Ligue Spartakiste*, devenue le KPD à la suite de son congrès de janvier 1919 à Berlin.

Après un hommage rendu à la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, Lénine prit la parole pour annoncer les perspectives de la nouvelle internationale et les travaux qu'elle devait mener à bien. Les ténors bolchéviks de diverses obédiences se firent entendre : en particulier Zinoviev, Trotski et Lénine bien entendu. Boukharine apporta quelques bémols dans la discussion avec le délégué du KPD.

Avec l'intervention d'Hugo Eberlein (pseudonyme d'Albert), ce fut la douche froide dans l'assistance car le délégué du KPD défendit l'idée que, suite à la faiblesse de l'implantation des idées communistes en Allemagne et en occident, ce serait irresponsable de promouvoir la fondation d'une nouvelle Internationale tout en admettant qu'il fallait tirer les leçons de l'échec de la seconde. Néanmoins, au moment du vote, Eberlein n'osa pas maintenir son opposition et ne fit que s'abstenir, ce qui rendit le scandale moins intolérable.

Acte IV :
Berlin (mars 1967) - Paris (mai-juin 1968)
Les rivalités inter-impérialistes

En 1945, la tension est extrême depuis les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki par l'impérialisme américain qui, en fait, visait l'URSS de Staline pour la dissuader de revendiquer les îles Kouriles, au nord de Hokkaido.

Après la 2e guerre mondiale, deux nouveaux blocs impérialistes vont se mettre en place et se faire face : l'OTAN et le Pacte de Varsovie, deux blocs qui se partagerons le monde et se le repartagerons par luttes de libération nationales interposées. Même le groupe des pays dits 'non-alignés' ne pourra résister à cet étau. Seule la Chine, apparue en 1949, parviendra à s'émanciper de la tutelle soviétique et à se tenir à distance des Etats-Unis.

Dès les années 1950, le bloc de l'est éprouve des difficultés et l'impérialisme russe est contraint d'intervenir militairement dans plusieurs pays de son glacis : en RDA en 1953, en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

L'épreuve de la guerre du Vietnam

Outre Cuba et l'Afrique, le Pacte de Varsovie poussa ses intérêts dans la péninsule indochinoise, en particulier au Vietnam où, suite à la domination française, s'installa celle des Etats-Unis qui déboucha sur une longue guerre (jusqu'en 1975), entre le nord et le sud. Cette dernière, particulièrement atroce, marqua la génération du 'baby-boum' par des images médiatisées (les bombes au napalm et leurs conséquences sur les populations civiles). De 1945 à 1975, s'ouvrirent trente années de forte croissance dans le monde et d'explosion démographique dans le Tiers-Monde ; années qui virent également éclore l'ère de la télécommunication : médias et télévision précédant internet et l'informatique.

La reprise internationale de la lutte de classe

Suite au retournement de tendance économique à la fin des années soixante et au retour des crises internationales de plus en plus sévères du capitalisme (1971, 1975, 1981...), cela déboucha sur une reprise de la lutte de classe de par le monde, surtout après 1968 et particulièrement durant années 70. De nombreuses grèves et mouvements radicaux éclatèrent un peu partout, souvent hors des syndicats, allant de l'Italie, en passant par le Mexique, l'Argentine, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal… jusqu'au mouvement de grève de masse en Pologne en 1980-81.

Dès 1967, un mouvement étudiant radical, mené par le SDS de Rudi Dutchske, se développa à Berlin et en Allemagne de l'ouest contre l'impérialisme américain. L'année suivante, en mai-juin 1968, éclata la grève générale de 10 millions de travailleurs en France (le chiffre est aujourd'hui établi plutôt à 9 millions). A partir du 14 mai 1968, les manifestations gagnèrent les usines, comme celle de Renault considérées comme un des bastions de la CGT et des bonzes syndicaux, CGT et bonzes qui furent copieusement hués et contestés durant la grève et, surtout, lorsqu'ils firent reprendre le travail après les accords de Grenelle. Des coordinations inter-entreprises étaient mises en place pour tenter d'élargir le mouvement, comme ce fut le cas à la faculté de Censier-Daubenton.

Face à la montée de ce mécontentement social, le premier ministre Pompidou tint le coup mais le général de Gaulle crut à un coup politique du parti stalinien et se rendit à Baden-Baden (RFA) pour s'assurer du soutien du général Massu au cas où Paris serait occupé.

Depuis l'Allemagne, une véritable renaissance des théories de Rosa Luxemburg se produisit, alors qu'en 1931, elles avaient été officiellement condamnées par le Komintern. Ainsi, Staline avait-il osé déclarer que la pensée luxemburgiste était *« la syphilis du mouvement ouvrier »*. Des militants et chercheurs se mirent au travail et des maisons d'édition (Maspéro, Spartacus...) publièrent plusieurs de ses ouvrages sur des thématiques essentielles comme la spontanéité des masses, l'organisation, la révolution russe…. Plus récemment, la maison d'édition Smolny (basée à Toulouse) a entamé la publication de ses œuvres complètes, dont toute la correspondance, y compris inédite.

Acte V : Retour en arrière Paris – 1894

A Paris, la tour Eiffel vient d'être érigée, tandis que s'est ouvert le 2e congrès de la IIe Internationale (fin novembre 1889) et que le souvenir de la Commune de Paris est encore commémoré tous les ans, autant par les divers partis ouvriers marxistes (Guedistes, Possiblistes...), que par les anarcho-syndicalistes !

Dirigée par le vieil Engels, la Social-Démocratie est toujours triomphante en Europe, surtout en Allemagne avec Karl Kautsky qui théorisa *'Les trois sources du marxisme'*.

Rosa Luxemburg eut le mérite s'élever alors contre l'orthodoxie des chefs qui, comme Georges Plekhanov, voulaient régner en pontes sur la théorie marxiste de l'époque. Léo Jogiches la soutint dans cette lutte et fut traité de *« Netchaïev en demi-format »* pour cela !

« Jeunes, révolutionnaires, professionnels » : Pologne, Allemagne, Lituanie, ils venaient de faire connaissance (Rosa avait soutenu sa thèse sur *« Le développement industriel de la Pologne »* à l'université de Zurich). Au-delà de leur engagement politique, ils s'aimaient follement et étaient tombés éperdument amoureux l'un de l'autre. Moins absorbée par les tâches organisationnelles, Rosa fit entendre son désir d'enfant. Mais Léo ne répondit qu'en faisant la sourde oreille. Et cela dura jusqu'au déclenchement de la révolution russe de 1905, où il entretint une nouvelle relation amoureuse. Outre Paris, ils vécurent dans plusieurs cités occidentales et espéraient que craquent les fondements de la 'Belle époque' impérialiste, ce qu'ils nommaient les contradictions du système capitaliste.

Acte final

Cet acte final devrait permettre de mettre en perspective une discussion psychologique sur la relation amoureuse entre deux amants qui seront emportés par la passion révolutionnaire et qui ne pourront réaliser leurs rêves et désirs intimes.

Petit résumé thématique :

Le vote des crédits de guerre en août 1914, avec l'appui de la Social-Démocratie capitulant face à la bourgeoisie et à ses appétits impérialistes, permit son déclenchement et marqua une rupture fatale au sein du mouvement ouvrier qui s'était développé avec la création de la 1ère Internationale, à Londres en 1864, pour la réalisation d'objectifs révolutionnaires internationalistes.

En effet, le colonialisme et le militarisme l'emportèrent sur le cours révolutionnaire grâce à l'impérialisme qui façonna la politique belliciste de tous les Etats (les rivalités guerrières s'intensifièrent dans le monde entier et en premier lieu en Afrique et dans les Balkans). Plusieurs crises débouchèrent sur la constitution de forces militaires opposées pour le partage du monde (triple-alliance et triple-entente) et la IIe Internationale sombra dans le chauvinisme.
Seul le groupe spartakiste qui se constitua dès 1916 (en se référant à la résistance de l'ancien gladiateur de la Rome antique), s'opposa au vote des crédits de guerre. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en furent les figures de proue essentielles par leurs écrits et leurs actions. Celle-ci souffrit de nombreux emprisonnements tandis que Léo Jogiches - qui fut son amant jusqu'en 1907 - se dévoua pour mener la lutte dans tous les secteurs, en particulier celui de l'impression éditoriale et de la diffusion, comme pour la sortie du livre : *La Crise de la Social-Démocratie*, de tracts et des lettres de Spartacus. Ils soutinrent la révolution russe malgré de nombreuses réticences envers le bolchevisme et les positions autoritaires de son chef Lénine. Après l'Octobre russe (novembre 1917), éclata la révolution à Berlin, un an après, et les spartakistes engagèrent des pourparlers avec les bolchéviks par rapport à la question d'une nouvelle Internationale. Du fait de l'échec de la révolution allemande, la IIIe Internationale devint le Komintern (la dite « Internationale Communiste ») sous la domination du léninisme, puis du stalinisme et donc un instrument de l'Etat russe. Ce qu'avait pressenti le délégué du KPD (Hugo Eberlein) qui avait été mandaté pour voter contre la fondation d'une IIIe Internationale.

Une longue nuit de barbarie, due à la contre-révolution stalinienne, mena aux procès de Moscou

(1936) et à la signature du Pacte germano-soviétique (1941) marquant l'alliance provisoire entre le nazisme et le bolchévisme, les théories de Rosa Luxemburg ne revirent le jour qu'avec les mouvements de masse et de jeunesse qui se déclenchèrent en 1967 à Berlin puis à Paris en 1968, à la fois contre la guerre du Vietnam et contre la société qu'Herbert Marcuse appela de façon prémonitoire celle de *« L'homme unidimensionnel »* (Ecole de Francfort), et non pas simplement *« la société de consommation »*.

PERSONNAGES

Rosa Luxemburg : Professeur d'Economie politique à l'Ecole du Parti Social-Démocrate allemand (SPD). Auteur de nombreux ouvrages de théorie marxiste tels *« L'Accumulation du Capital »* en 1913.

Leo Jogiches : Dirigeant de la SDKPiL, puis de la *Ligue spartakiste* et du KPD. Amant de Rosa jusqu'en 1907, il demeura un de ses plus poches compagnons politiques jusqu'à son assassinat.

Karl Liebknecht : Député S-D qui refusa de voter les crédits de guerre en 1914 en s'opposant au militarisme. Fils de Wilhelm Liebknecht fondateur du Parti qui avait été adoubé par Marx et Engels.

Lénine (Wladimir Illitch Oulianov) : Chef du Parti bolchévik et fondateur de la IIIe Internationale. Malade dès 1922, il est mis à l'écart par Staline et meurt en 1924.

Hugo Eberlein : Délégué spartakiste mandaté à la conférence de Moscou en mars 1919 pour voter contre la fondation de la IIIe Internationale (en l'absence de partis communistes de masse en Occident). Il résolut en fait de s'abstenir.

Wilhelm Pieck : Spartakiste de longue date qui s'échappa de l'Hôtel Eden en livrant les caches militantes du KPD. Il fit ensuite carrière en RDA (République Démocratique Allemande) qui fut un Etat satellite de l'URSS qui occupait militairement l'Allemagne orientale après 1945.

AUTRES PERSONNAGES :

Rosa Luxemburg entretint de très nombreuses lettres avec plusieurs amies, qui sont souvent regroupées sous le titre *'Lettres de prison'* : Marta Rosenbaum, Matlilde Wurm, Sonia Liebknecht...

Louise Kautsky : Malgré les désaccords politiques croissant avec Karl Kautsky, Rosa demeura une amie proche de Louise qui joua le rôle de consolatrice par rapport aux vicissitudes des temps.

Mathilde Jacob : Au-delà de leur correspondance, elle fut la secrétaire attitrée de Rosa.

Gertrud Zlotto : Employée au domicile de Rosa, elle a rempli les fonctions de femme de ménage mais fut encouragée à s'émanciper par tous les moyens (lecture, musique...). Il existe plusieurs lettres qui l'attestent.

Clara Zetkin (1857-1933) : Proche amie de Leo et de Rosa (dont elle dressa un éloge politique), elle développa des positions soulignant la spécificité des luttes féminines au sein du mouvement ouvrier. A ce propos, elle eut des désaccords avec Rosa. En 1917, elle approuva la signature du traité de Brest-Litovsk par Lénine. Elle resta à l'écart du congrès de fondation du KPD. Elle soutint Paul Lévi en 1921, puis vécut à Moscou en sympathisant avec la droite boukharinienne. Elle prononça le discours d'ouverture du Reichstag en août 1932 et attaqua le nazisme. Elle mourut à Moscou.

Guy Sabatier (mars 2018)

PS : D'une guerre impérialiste à l'autre :
En relation avec la 2e GM, j'adresse un salut à mon père, aujourd'hui disparu, qui, dans les Cévennes, fut arrêté comme 'voyou anarchiste' et enfermé dans un camp de redressement situé dans le département du Cantal à Murat, par la milice de l'Etat français dirigée par le Pétain. Il fut victime de diverses sortes de brimades et autres vexations. Mais, il ne rejoignit pas pour autant la résistance nationale gaulliste ou stalinienne dont il abhorrait les méthodes.

NB : en 1986, la cinéaste allemande Margarethe Von Trotta réalisa un film intitulé 'Rosa Luxemburg' qui fut tourné à Prague (Tchécoslovaquie), avant la chute de l'URSS. Ce long métrage eut le mérite de poser le cadre historique, en particulier certains débats dans la social-démocratie et la 2e Internationale avant 1914. Mais, il demeura confus sur les enjeux des révolutions russe et allemande. Par rapport à la lutte contre la guerre, le film mit, en effet, l'accent sur le pacifisme et non pas sur les objectifs révolutionnaires. Barbara Sukowa, l'actrice qui interpréta le rôle de Rosa, remporta le prix d'interprétation féminine au festival de Cannes la même année. A noter qu'un camarade a réalisé un petit reportage : 'Margarethe raconte Rosa' sur le tournage de ce film (sur place à Prague) qui comporte une interview, en français de la réalisatrice.

ANNEXE : citation significative de Rosa Luxemburg

« Est-ce que tu es contente pour les Russes ? Evidemment, ils ne tiendront pas dans ce sabbat de sorcières – non pas parce que les statistiques montrent l'état d'arriération économique de la Russie, comme ton subtil mari l'avait compris, mais parce que la social-démocratie de notre Occident si développé n'est faite que de misérables lâches, et que

tous ces gens laisseront les Russes se vider de leur sang en les regardant sans broncher. Mais il vaut mieux finir comme ça que « rester vivant pour sa patrie », c'est un fait qui appartient à l'histoire du monde, et dont la trace ne se perdra pas dans la nuit des temps. J'attends encore de grandes choses pour les années à venir et je voudrais seulement pouvoir admirer l'histoire autrement qu'à travers des barreaux ». Lettre à Louise Kautsky de la prison de Breslau, le 24 novembre 1917. Elle porte sur la révolution russe, Kautsky et la Social-Démocratie. Rosa Luxemburg demeura l'amie de Louise Kautsky malgré le conflit politique majeur qu'elle eut avec son mari. Elle entretint une correspondance suivie avec elle jusqu'à son assassinat en janvier 1919.

SOURCES :

- Broué Pierre : *Révolution en Allemagne 1917-1923*, éditions de minuit, 1971, 988p.
- Gietinger Klaus, *Eine Leiche im Landwehrkanal. Die Ermordung Rosa Luxemburgs*, Hambourg, 2008.
- Gietinger Klaus, *Waldemar Pabst : der Konterrevolutionär*, Nautilus, 2009.
- Luxemburg Rosa, *Lettres à Leo Jogiches (1894-1914)*. Elles furent publiées en français en 1969 puis en 2001 aux éditions Denoël. Celles de Léo n'y figurent pas car elles ont été perdues à cause de leurs pérégrinations révolutionnaires.

Fiction théâtrale et réalité historique

Un dimanche après-midi, au théâtre de l'Epée de Bois (saison 2016). Situé dans la cartoucherie du bois de Vincennes où cohabitent cinq espaces théâtraux (dont le théâtre du Soleil animé par Ariane Mnouchkine), ce lieu de l'est parisien affichait une pièce intitulée *Rosa Liberté* de Philip Forgeau.

Ô surprise, il n'y avait point de dialogue du tout. C'était un monologue lourd et ennuyeux... malgré une certaine qualité d'interprétation de la comédienne jouant le rôle de Rosa. En effet, elle s'efforçait, pour le moins, d'être à la hauteur de la pugnacité manifestée par la révolutionnaire spartakiste luttant à la fois contre l'empire allemand et la social-démocratie majoritaire (Bernstein, Kautsky).

Il y avait de la vigueur et de la vivacité expressive, c'était notable et appréciable. Mais, dans son écriture, le texte recelait un côté exaspérant par de trop nombreuses répétitions. Loin d'avoir des qualités littéraires, il se cantonnait souvent dans une suite de litanies exaspérantes.

Des à peu-près politiques...

Au-delà des carences stylistiques, cette pièce souffrait d'approximations historiques et politiques très renversantes. Face à certains enjeux électoraux actiels montés en épingles (la menace du Front National en France et des partis d'extrême-droite en Europe), Phip Fargeau agitait très exagérément les risques liés à un chômage de masse qui pourraient provoquer une victoire électorale du F.N.

Pour conjurer le diable, il imaginait qu'Hitler était présent, parmi les corps-francs, dès 1919. Certes, les troupes de l'armée allemande qui se repliaient sur le territoire du Reich, étaient prêtes à envisager des aventures politiques (cf. le livre de Benoist-Méchin : *Histoire de l'Armée allemande*). Mais, c'est d'abord le gouvernement de Gustav Noske (social-démocratie majoritaire) qui remplira la fonction répressive contre les ouvriers et les révolutionnaires, en passant par le putsch de Munich en 1923.

Globalement, la responsabilité de la social-démocratie dans le vote des crédits de guerre en 1914, était passée sous silence. Rosa avait proclamé le dilemme historique qui venait de s'ouvrir en ce début de 20e siècle : *Socialisme ou barbarie*. Avant le 2è conflit impérialiste, beaucoup d'autres catastrophes allaient éclater... comme bien sûr le nazisme.

Un an plus tard, la situation politique, en Europe et ailleurs dans le monde, est loin de se calmer. Les choix induits par la mondialisation sont lourds de menaces (y compris guerrières, comme en Syrie). En France, le nouveau président est un très jeune ambitieux qui se prend pour un Bonaparte avec des postures impériales. Il ne s'agit donc pas de minimiser les risques dus à la crise du système capitaliste.

Ode à un buffle

Dans ses forteresses, Rosa Luxemburg écrivait non seulement de nombreux courriers à ses amies politiques, mais elle s'adonnait également à la botanique Par ailleurs, elle avait parfois la possibilité d'observer des animaux qui se trouvaient dans la cour des prisons où elle était détenue; Ainsi, elle décrivit à Sonia Liebknecht la souffrance d'un troupeau de buffles qu'elle aperçut au sein de la prison de Breslau (lettre du 24 décembre 1917) : « Ô mon pauvre buffle, mon pauvre frère bien aimé, nous sommes là tous les deux, aussi impuissants l'un que l'autre... » ("Rosa la vie", éditions de l'Atelier, 2009, p.211).

LECTURE de grande sensibilité de la correspondance des *Lettres de prison* par Anouk Grinderg, sur CD, en 2006.

Guy Sabatier.

La société se complexifie-t-elle au cours du temps ?

Le lieu de la question

Notre thèse

Partie I : Existe-t-il un processus de *complexification du social* dans le monde réel ?

1- Marx, Lénine et l'avènement du capitalisme
2- En socio-démographie
3- La parenté
4- Le socio-économique
5- La production artistique
6- Le droit
7- Le monde social dans le communisme

Partie II : Les six préjugés théoriques majeurs

1- Décalque de la vision stalinienne de l'histoire
2- La métaphore biologique
3- Un communisme primitif idéalisé
4- Une vision force-productiviste du social
5- Une vision gradualiste de l'origine de l'Etat
6- Une dialectique sociale mal comprise

Partie III : l'enjeu de la discussion

Conclusion

L'idée que la société se complexifierait avec le temps, le développement technique et la croissance démographique est très commune, tant parmi le grand public que dans le champ scientifique[1]. Elle est également partagée par ceux qui se réclament du marxisme car elle contient l'idée d'évolution et parce qu'elle s'adosse bien au concept de croissance des forces productives structurant les sociétés et leur histoire. Telle une évidence, on la retrouve partout parmi ces derniers, quelle que soit l'orientation politique de celui qui s'en réclame : des staliniens à la Gauche Communiste en passant par l'anarchisme, le maoïsme et le trotskysme. Dès lors, bien peu se sont interrogés sur la pertinence de cette idée, à de très rares exceptions près, comme l'anthropologue Alain Testart par exemple[2], et, lorsque c'est le cas, les idées de ce dernier sont considérées comme 'peu sérieuses'. Ainsi, pour Christophe Darmangeat : *« …Alain Testart critique l'idée d'une complexification croissante des sociétés au cours de l'évolution, et sur ce point, je crois qu'il a tort. (…) …je ne vois pas comment on peut sérieusement soutenir qu'une société de 500 personnes est aussi complexe que le capitalisme mondialisé, ou même, qu'un de ses Etats regroupant des dizaines de millions de membres et des milliers d'organisations différentes. (…) Il me semble que le fond du raisonnement marxiste est de comprendre que l'évolution sociale s'organise autour de la croissance des forces productives. Si on laisse tomber cela, je ne vois ni ce qui reste du marxisme, ni par quoi on est censé remplacer ce qu'on a balancé par-dessus bord (…) …au cours de son histoire, l'humanité a accumulé des savoirs techniques de plus en plus efficients et qu'elle s'est organisée dans des groupes de plus en plus complexes et de plus en plus vastes… (…) …on peut classer les types de sociétés selon leur développement technique. (…) …comprendre que les formes sociales ne se sont pas succédé au hasard, et que leur mouvement général a correspondu au développement technique, c'est une condition sine qua non pour aller au-delà du constat trivial qu'au cours de l'histoire, les sociétés ont changé »*[3]. Cet auteur trotskyste ne fait là que reprendre ce que d'autres ont développé avant lui, que ce soit le trotskyste **Ernest Mandel**[4], le maoïste **Roland Lew**[5] ou un groupe de la Gauche Communiste comme le *Courant Communiste International* : *« Le besoin d'orienter consciemment le comportement et la vie de chacun est le produit de la nature de la vie sociale*

[1] C'est le cas de toutes les sciences humaines qui reprennent la classification établie par l'anthropologie américaine – famille, bande, tribu, chefferie, Etat – censée représenter les niveaux d'intégration croissant du monde social.

[2] Lire les pages 7 à 24 et 135 à 144 de son ouvrage *Eléments de classification des sociétés*, édition Errance, 2005.

[3] Lire sur son blog **ici**, **là** et **là**. Notons que, si nous ne partageons ni l'orientation politique, ni la vision du matérialisme historique de cet auteur, nous engageons toutefois le lecteur à lire ses travaux scientifiques pour leur grand intérêt.

[4] *« Puis, une évolution va se produire. Aussi longtemps que le domaine reste peu étendu, que sa population est réduite, que les fonctions 'étatiques' du seigneur restent très rudimentaires, et très peu complexes, et tant que leur exercice lui prend peu de temps, il peut se satisfaire de cette situation et exercer en personne toutes ces fonctions. Mais lorsque le domaine s'agrandit et que le mouvement démographique s'amplifie, les fonctions que détient le seigneur deviennent de plus en plus complexes et de plus en plus fastidieuses. Il devient impossible à un seul homme d'exercer toutes ces fonctions. (...) Bien sûr, au cours de l'évolution de la société, la fonction de l'État devient beaucoup plus complexe, beaucoup plus nuancée qu'elle ne l'est dans un régime féodal tel que celui qui vient d'être très schématiquement expliqué ».*

[5] *« À une époque de 'complexification' du monde social et industriel, de son opacification et de son aliénation croissante, l'activité intellectuelle critique devient un enjeu fondamental, décisif ».*

qui est devenue de plus en plus complexe avec l'apparition des classes sociales »[6].

Le lieu de la question

Selon nous, cette idée de tendance générale à la complexification croissante du social ne correspond tout simplement pas à la réalité. Pire, à l'examiner de plus près, elle s'oppose très largement au patrimoine du marxisme ! Tels sont les deux grands volets que nous voulons discuter ici en mettant en évidence six préjugés théoriques majeurs qui sont à la racine de cette idée et dont le premier n'est rien de moins que le décalque de la conception stalinienne de l'histoire.

Pour éviter tout malentendu, précisons d'emblée que nous tenons pour évident que, du big bang aux premiers atomes, des minéraux aux molécules vivantes, de l'amibe à l'homme, la matière s'est progressivement structurée et complexifiée : elle va de l'inerte au vivant et du non-conscient au conscient[7]. Il en va de même pour la technique, les connaissances humaines et l'infrastructure matérielle. Tous ces éléments connaissent des processus cumulatifs qui, globalement, se complexifient et se structurent. Il ne fait aucun doute également que les sociétés humaines évoluent, c'est le fondement même du marxisme : *« Réduits à leurs grandes lignes, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du procès social de la production. (...) ... mais les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent dans le même temps les conditions matérielles propres à résoudre cet antagonisme. Avec ce système social c'est la préhistoire de la société humaine qui se clôt »*[8]. Mais, pour autant, le monde social des sociétés humaines et les rapports sociaux sur lesquels elles se fondent, évoluent-t-ils du plus simple au plus complexe ? Telle est la question.

Notre thèse

Pour nous, l'idée de complexification croissante du social constitue un puissant obstacle à l'analyse des sociétés car, s'il s'agissait tout simplement d'identifier ce qui est plus simple dans les rapports sociaux des sociétés *d'avant* et ce qui est plus complexe dans les sociétés *d'après*, alors, *« l'application de la théorie du matérialise historique à n'importe quelle période historique, serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré »* comme l'écrivait Engels dans sa lettre à J. Block du 21 septembre 1890. En effet, les rapports sociaux capitalistes ne sont en rien la résultante de la complexification progressive des rapports sociaux claniques, lignagers, tributaires, esclavagistes, serviles. De même, les rapports sociaux primitifs ne sont en rien des rapports sociaux capitalistes embryonnaires. Chaque mode de production, avec leurs rapports sociaux correspondants, ne sont, ni plus complexes, ni même plus différenciés ou plus structurés, ils sont *qualitativement différents*.

En fait, cette idée de *complexification croissante du social* est non seulement contraire à la plus élémentaire des réalités (cf. infra), mais nous pensons que le marxisme s'est constitué en rupture avec cette vieille conception gradualiste de l'évolution héritée du siècle des *Lumières*. En effet, le marxisme n'a jamais analysé le capitalisme comme étant un monde social et des rapports sociaux féodaux complexifiés mais bien *qualitativement* différents ! Marx est très clair sur le sujet. Comme il l'écrit dans sa critique des idées de Proudhon, la bourgeoisie n'a pas complexifié mais *'brisé les anciennes formes économiques, les relations civiles qui leur correspondaient'* : *« Lorsque la bourgeoisie l'eut emporté, il ne fut plus question ni du bon, ni du mauvais côté de la féodalité. Les forces productives qui s'étaient développées par elle sous la féodalité, lui furent acquises. Toutes les anciennes formes économiques, les relations civiles qui leur correspondaient, l'état politique qui était l'expression officielle de l'ancienne société civile, étaient brisés »*[9]. D'ailleurs, les fondateurs mêmes du matérialisme historique n'ont-ils pas affirmés que le capitalisme avait *'simplifié les antagonismes de classe'* : *« Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes »*[10] ? Oui, le capitalisme n'a pas *complexifiée* la trame de la division en classes de la société mais l'a *simplifié* ! Pourquoi tant de mar-

[6] **Revue Internationale n°127**.

[7] Les dernières découvertes scientifiques nous apprennent cependant que ce sens global est beaucoup moins linéaire qu'il n'y paraît. Ainsi, vif fut l'étonnement lorsque l'on découvrit que le nombre de gênes chez les humains était bien inférieur à la plupart des plantes et des animaux, alors que les scientifiques s'attendaient à ce qu'il soit bien plus important puisque que l'homme était supposé être plus complexe. En réalité, la sélection naturelle a doté l'être humain d'organes souvent moins complexes et moins spécialisés leur permettant ainsi d'être plus plastique ! En devenant plus restreint, le programme génétique devient aussi moins contraignant et laisse plus de choix à l'organisme. Autrement dit, l'évolution biologique n'implique pas toujours d'aller dans le sens d'une complexification croissante mais peut passer par une plus grande simplification ! Intéressant changement de perspective ! En effet, pourquoi ne pourrait-on pas supposer, ne fusse qu'à titre d'hypothèse, que cela puisse aussi être le cas au niveau social ? Pourquoi le social devrait-il forcément être d'une complexité croissante ? Pourquoi ne pourrait-on pas imaginer qu'une société, avec quelques règles suffisamment générales et génériques, fonctionnerait bien mieux (car plus plastique et s'adaptant mieux aux cas particuliers) qu'une société hyper spécialisée et très codifiée ?

[8] Marx, *Avant-propos…*, La Pléiade Economie I : 273-274.

[9] Marx, *Misère de la philosophie*, La Pléiade Economie I : 89.

[10] *Le Manifeste*, La Pléiade : 162.

xistes soutiennent-ils mordicus l'inverse de ce qui figure dans le *Manifeste* ?

Ce rapide propos concernant le capitalisme peut être étendu à d'autres modes de production. Ainsi, le monde social féodal ne résulte aucunement d'une complexification des rapports sociaux antiques, etc., et, pour qui se penche sérieusement sur les rapports sociaux qui régissent le mode communiste primitif, il constatera qu'ils sont infiniment complexes et non les plus simples de toute la chaîne évolutive ! C'est justement parce que le marxisme a pu opérer une rupture conceptuelle avec cette pensée gradualiste du XVIIIè siècle qu'il a pu identifier des modes de production et des rapports sociaux ayant des logiques *qualitativement différentes*. Ceci est vrai pour les sociétés humaines en général mais également pour un bon nombre de sphères particulières des rapports sociaux. C'est ce que nous allons examiner dans la première partie de cette contribution.

Partie I :
Existe-t-il un processus de *complexification du social* dans le monde réel ?

1) Marx, Lénine et l'avènement du capitalisme.

Nous venons de rappeler que, pour Marx et Engels, le capitalisme avait *'simplifié les antagonismes de classe'* mais ils précisent aussi que les *'conditions de vie et de la production'* ont puissamment été *'uniformisés'* par la bourgeoisie : *« Les particularité et contrastes nationaux des peuples s'effacent de plus en plus en même temps que se développent la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions de vie qui en résultent »*[11]. Lénine se prononce dans un sens identique dans son opuscule sur *L'Etat et la Révolution* : *« L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été simplifiés à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique »*.

2) En socio-démographie.

Marx a souligné que chaque société avait sa propre loi de population : *« En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme »*[12]. En clair, les lois socio-démographiques sous le capitalisme ne résultent pas d'une complexification de la reproduction des hommes à l'époque féodale. A nouveau ici, Marx ne conçoit pas les lois sociales en termes de complexification croissante mais en termes *qualitativement* différents.

3) La parenté.

Domaine important du social s'il en est, pour qui se penche sur les travaux ethnologiques, il constatera que la parenté est très variée et parfois incroyablement complexe au sein des sociétés premières alors qu'elle est extrêmement simple chez nous. Ainsi, de nombreux témoignages ethnographiques rapportent que des aborigènes éloignés pour un certain temps de leur tribu ont bien difficile à reconstituer les liens de parenté ! Et ce constat ne relève pas d'un biais ethnocentré car un aborigène en occident trouve notre parenté très simple, tandis qu'un occidental parmi les aborigènes doit mobiliser des modèles mathématiques pour maîtriser la chose. Pour contourner cette évidence, certains invoquent le fait que la parenté constituerait une exception en ce sens qu'elle aurait été dominante par le passé et se serait simplifiée au cours du temps. Rien n'est plus faux également car la parenté dans l'histoire ne montre aucune règle évolutive allant du simple au complexe ou inversement. Voilà donc une partie importante du monde social (et la parenté est fort importante dans de très nombreuses sociétés anciennes et même encore dans le capitalisme - jusqu'à la fin des années 1960 à tout le moins) qui ne répond aucunement à cette soi-disant tendance à la complexification croissante du monde social.

4) Le socio-économique.

Il est bien connu également que la monnaie est une invention qui a terriblement simplifié les échanges. Dans les sociétés qui ne connaissent pas encore la production de richesse (ou l'existence d'un équivalent universel comme la monnaie ou un quelconque substitut), les échanges sont terriblement complexes à réaliser. Ainsi, celui qui veut acquérir le bien d'un autre doit aussi disposer de quelque chose qui intéresse cet autre, sinon il doit rechercher une tierce personne intéressée à la fois par les biens de l'un et de l'autre. Pour pallier à ce très fastidieux inconvénient, ces sociétés ont contourné la difficulté en instaurant un système de 'crédits sans intérêts', c'est-à-dire que, si quelqu'un est intéressé par quelque chose chez un autre mais que ce dernier n'est inté-

[11] *Le Manifeste*, La Pléiade Economie I : 180.

[12] *Le Capital*, La Pléiade Economie I : 1146.

ressé par rien en retour, il peut quand même juger intéressant de céder son bien convoité tout en mémorisant qu'un tel lui est redevable en retour. Ainsi, le jour où il aura besoin de quelque chose, il lui rappellera qu'il est en dette envers lui. De très nombreuses sociétés premières ont fonctionné de la sorte et certaines fonctionnent encore ainsi à l'heure actuelle ! Bien évidemment, ce système, relativement praticable dans de très petits groupes, devient rapidement générateur de conflits dès qu'il s'élargi ou que les échanges se font avec d'autres groupes. Voilà donc encore un vaste domaine du monde social (les échanges) qui ne répond en rien à cette loi de complexification croissante puisque, non seulement, c'était beaucoup plus complexe avant, mais les échanges se sont terriblement simplifiés après l'invention de la monnaie ou d'un équivalent. Voilà qui me paraît également très limpide. Mais restons encore quelque peu dans le domaine économique.

Chacun sait que le Moyen-Age était terriblement cloisonné : monnaies et réglementations propres à chaque fief, mais aussi à l'intérieur de ces derniers, puisque ces règles n'étaient pas équivalentes pour tous (règles propres aux ecclésiastes, à la royauté, aux Seigneurs, etc.). Chacun sait aussi que le capitalisme a terriblement simplifié toutes ces choses en les unifiant selon des règles uniques et valables sur tout le territoire d'une nation (et de plus en plus au niveau international). Voilà à nouveau un vaste domaine du social qui ne suit pas non plus cette soi-disant tendance à la complexification croissante. Plus précisément, à l'échelle de l'histoire des civilisations, c'est plutôt à une évolution erratique qu'il faut penser dans le domaine économique (et en particulier des échanges) : une évolution tantôt vers la complexification (comme avant le passage à la monnaie ou lors du passage de l'Antiquité au féodalisme) et tantôt vers la simplification (le passage à la monnaie ou le passage de la féodalité au capitalisme, par exemple).

5) La production artistique.

Ce domaine important du social qu'est l'art n'est pas non plus régit par une règle de complexification croissante au cours du temps. En effet, la théorie selon laquelle les hommes primitifs ne seraient capables que de graffitis et que les expressions et techniques artistiques se seraient complexifiées au cours du temps est définitivement tombée en désuétude lorsque l'on découvrit la beauté et la sophistication des peintures pariétales datant du paléolithique supérieur. Tout le monde est bien d'accord aujourd'hui pour affirmer qu'elles sont quasi équivalentes aux chefs d'œuvres d'un Léonard de Vinci dans le traitement des couleurs, dans le réalisme des représentations mais aussi dans les capacités d'abstraction ou de suggestion, dans les techniques de représentation, dans les formes, etc. Voilà encore une dimension importante du social qui ne colle pas du tout à cette soi-disant tendance à la *'complexification croissante du monde social'*.

6) Le droit.

Ici, la chose apparaît avec plus de netteté encore. Le Moyen-Age était d'une complexité juridique affolante : règles spécifiques et différentes entre fiefs mais aussi selon les différents corps sociaux, le droit n'étant pas le même pour les ecclésiastiques, les paysans, les commerçants ou les Seigneurs. De plus, sa codification était peu stable et évoluait au gré du temps, des intérêts et des rapports de forces, etc. Ces faits ont d'ailleurs créé un sentiment général d'injustice qui participa aux révoltes moyenâgeuses. Le capitalisme a balayé toute cette complexité, il l'a simplifié et codifié en règles beaucoup plus simples et stables. Malgré le caractère encore bien complexe du Droit bourgeois, ce dernier est néanmoins infiniment plus simple que le Droit féodal !

7) Le monde social dans la période de transition et le communisme.

Tous les 'maîtres es-marxisme' se sont prononcés dans le même sens : enfin réunifiée, car libérée des antagonismes multiples et variés, la société communiste devrait incontestablement être 'plus simple' disaient-ils, du moins sur toute une série de plans. Bien sûr, ceux avant tout liés à l'ancienne société capitaliste, mais aussi ceux concernant la société future. Ainsi, parlant des grands traits et de la dynamique de la société pour laquelle le prolétariat combat, Marx était sans ambiguïtés sur cette question puisque, si l'on reprend la citation donnée ci-dessus et qu'on la poursuit, Marx nous dit que, non seulement la bourgeoisie a procédé à l'uniformisation de la production industrielle et des conditions de vie, mais aussi que le communisme fera encore plus radicalement disparaître tous les particularismes, il uniformisera encore plus la production et les conditions de vie qui en résulte : *« Les particularités et contrastes nationaux des peuples s'effacent de plus en plus en même temps que se développent la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions de vie qui en résultent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus radicalement encore »*. Dans le même sens, Lénine, dans *L'Etat et la Révolution*, affirmait que *'toute personne pourvue d'une instruction primaire'* pourra assumer les fonctions encore nécessaires du vieux pouvoir d'Etat car elles *'peuvent être réduites à de simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle'*. Pourquoi ? ...

Parce qu'elles *'se sont tellement simplifiées'*[13]. Marx, Engels et Lénine affirmaient aussi que 'la société communiste, débarrassée de tous les antagonismes de classe, saurait, et ce à l'échelle d'une communauté internationale réunifiée, se suffire d'une simple administration des choses' : *« L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses... (...) Si l'idée de Marx que la situation économique est la base des institutions politiques n'apparaît ici qu'en germe, le passage du gouvernement politique des hommes à une administration des choses et à une direction des opérations de production, donc l'abolition de l'Etat, dont on a fait dernièrement tant de bruit, se trouve déjà clairement énoncée ici »*[14].

Partie II : Les six préjugés théoriques majeurs

Nous avons passé en revue un bon nombre d'exemples dans des domaines sociaux clés de la vie des hommes qui prennent à contrepied cette soi-disant tendance à la *complexification croissante du social*, il s'agit maintenant de tenter de dégager les racines théoriques de ces erreurs de perspective. En s'appuyant sur les acquis du marxisme, nous voyons six préjugés majeurs que l'on retrouve systématiquement, en tout ou en partie, chez les tenants de cette thèse : un décalque de la vision stalinienne de l'histoire ; la métaphore biologique ; une vision idéalisée du communisme primitif ; une vision force-productiviste du social ; une vision gradualiste de la naissance de l'Etat et une mécompréhension de la dialectique sociale.

1) Un décalque de la vision stalinienne de l'histoire.

Le premier et plus important préjugé théorique découle d'une conception pervertie du matérialisme historique énoncée dans le fondement justifiant cette soi-disant tendance à la complexification croissante de la société : *« Il me semble que le fond du raisonnement marxiste est de comprendre que l'évolution sociale s'organise autour de la croissance des forces productives »*[15], ou encore *« Le développement des rapports sociaux était bien sûr le produit du développement des forces productives »*[16]. Autrement dit, *'le fond du raisonnement marxiste'*, *'le développement des rapports sociaux'*… trouveraient leurs origines, leurs fondements ultimes, dans les forces productives. Rien n'est plus erroné car les conceptions de Marx et Engels sont très éloignées de cette caricature *force-productiviste* et matérialiste vulgaire du marxisme.

En effet, l'histoire n'obéit à aucun déterminisme techniciste : les forces productives ne se développent pas en soi, sans raisons, par automatisme, ce sont les rapports sociaux de manière générale et, dans les sociétés divisées en classes, la lutte des classes en particulier, qui constituent le moteur de l'histoire, du développement des forces productives et qui tranchent les contradictions socio-économiques : *« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. Homme libre et esclaves, patriciens et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot, oppresseurs et opprimés, se sont trouvés en constante opposition ; ils ont mené une lutte sans répit, tantôt déguisée, tantôt ouverte, qui chaque fois finissait soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la ruine des diverses classes en lutte »*[17]. Autrement dit, ce sont les *hommes* (la lutte des classes) qui font l'histoire et non les *choses* (les forces productives).

Ces dernières bornent bien évidemment un champ de possibles en fonction du niveau atteint par la productivité du travail, en particulier la limite que peut atteindre le degré de l'exploitation et le volume du surproduit extorqué aux producteurs, mais les forces productives ne déterminent ni la nature, ni les formes spécifiques des rapports de production. Pour preuve, il est impossible d'établir une correspondance un tant soit peu rigoureuse, ni même grossière, entre le niveau atteint par les forces productives et les rapports sociaux de production. Pire, de nombreux exemples dans l'histoire nous montrent une inversion entre ces deux termes. Quelques exemples suffiront pour l'illustrer. Il est bien connu que les Germains de l'époque de César disposaient de forces productives bien plus avancées que les Aztèques alors que leurs structures sociales l'étaient bien moins, et inversement pour les Aztèques ! L'invention de la poterie dans le Croissant fertile précède de deux ou trois millénaires l'apparition de l'agriculture et de l'élevage et de cinq ou six millénaires la sédentarisation, alors qu'au Japon c'est l'inverse : la plus ancienne poterie fut inventée vers 13 000 avant J.-C. par des chasseurs-cueilleurs sédentaires qui ne devinrent agriculteurs et éleveurs que dix mille ans plus tard ! Il existe des chasseurs-cueilleurs sédentaires qui ont développé des formes parfois très poussées d'inégalité économique et de

[13] Ou encore : *« En effet, quand tous les membres de la société auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale ... la nécessité d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une habitude. (...) Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine* ***très compliquée****, destinée à remplir cette tâche, tandis que le peuple peut mater les exploiteurs même avec une 'machine'* ***très simple****, presque sans 'machine', sans appareil spécial... ».*

[14] Engels, *Anti-Dürhing*, Ed. Sociales : 296 et 317.

[15] C. Darmangeat, ibid.

[16] **Revue Internationale n°131**.

[17] *Le Manifeste*, La Pléiade Economie I : 161-162.

hiérarchie, tandis que certains horticulteurs néolithiques aux forces productives plus avancées ont conservé des rapports sociaux plus égalitaires sur le plan économique. L'on sait aujourd'hui que les pyramides en Egypte (et plus généralement tous les grands travaux impulsés par les dominants à cette époque) ont été construites par des salariés. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il existe toute une école d'historiens marxistes qui tiennent pour acquis le développement d'un salariat important dans l'Empire romain. Inversement, le niveau atteint par les forces productives sous le capitalisme n'implique pas, ipso facto, la généralisation du salariat, car il peut très bien s'accommoder de rapports sociaux de production bien plus anciens (comme l'esclavagisme par exemple). Enfin, les utopies communistes (aux rapports sociaux avancés) n'ont pas dû attendre l'avènement du capitalisme pour être imaginées puisque certaines lui sont bien antérieures. De tels exemples peuvent être multipliés à l'envi et rendent totalement caduque l'idée d'établir une loi de correspondance entre le niveau atteint par les forces productives et la nature des rapports sociaux qui leurs correspondraient.

Pour paraphraser Marx, bien que se déroulant dans des conditions matérielles déterminées (c'est-à-dire un degré donné des forces productives), ce sont les hommes qui font l'histoire : *« Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de plein gré, dans des circonstances librement choisies ; celles-ci, ils les trouvent au contraire toutes faites, données, héritage du passé »*[18], ou, comme le disait Rosa Luxemburg : *« Le socialisme scientifique nous a appris à comprendre les lois objectives du développement historique. Les hommes ne font pas leur histoire de toutes pièces. Mais ils la font eux-mêmes. Le prolétariat dépend dans son action du degré de développement sociale de l'époque, mais l'évolution sociale ne se fait pas non plus en dehors du prolétariat, celui-ci est son impulsion et sa cause, tout autant que son produit et sa conséquence. Son action fait partie de l'histoire tout en contribuant à la déterminer. Et si nous pouvons aussi peu nous détacher de l'évolution historique que l'homme de son ombre, nous pouvons cependant bien l'accélérer ou la retarder »*[19]. Autrement dit, les outils, les forces productives, ne font rien par eux-mêmes, ce sont les hommes qui les mettent en œuvre. C'est déjà ce que Marx formulait dans la 3ème thèse sur Feuerbach : *« La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances... »*. Ce sont les rapports sociaux et les contradictions de ces derniers qui font évoluer l'histoire, qui développent ou freinent les forces productives, et non l'inverse, et ce, dès l'apparition des premiers hommes nouant des rapports sociaux avec ses congénères pour la production des moyens de leur vie : *« En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine façon et font échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux. (...) Les rapports de production, pris dans leur totalité, constituent ce que l'on nomme les rapports sociaux, et notamment une société parvenue à un stade d'évolution historique déterminé, une société particulière et bien caractérisée. La société antique, la société féodale, la société bourgeoise sont de tels ensembles de rapports de production, dont chacun désigne un stade particulier de l'évolution historique de l'humanité »*[20].

En fait, c'est Staline qui a éhontément répandu cette idée saugrenue que ce seraient les forces productives qui constitueraient le moteur de l'histoire. En effet, en contraste total avec les passages de Marx ci-dessus, Staline inversera la causalité et fera des forces productives le moteur de l'histoire reléguant les rapports sociaux au second plan : *« La deuxième particularité de la production, c'est que ses changements et son développement commencent toujours par le changement et le développement des forces productives et, avant tout, des instruments de production. Les forces productives sont, par conséquent, l'élément le plus mobile, le plus révolutionnaire de la production. D'abord se modifient et se développent les forces productives de la société ; ensuite, en fonction et en conformité de ces modifications, se modifient les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques »*[21]. Malheureusement, c'est bien cette vision du marxisme que véhiculent les tenants de cette idée de complexification croissante de la société.

[18] *Le 18 Brumaire…*, La Pléiade Politique : 437.

[19] Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, La Taupe : 67.

[20] Marx, *Travail salarié et capital*, La Pléiade Economie I : 212.

[21] Manuel du Parti communiste d'Union soviétique. Ed. de Moscou. En réduisant l'histoire de l'humanité à l'évolution des forces productives, le stalinisme a répandu une version complètement abâtardie du marxisme. Et l'on comprend bien pourquoi car, en évacuant les rapports sociaux en général et les rapports sociaux de production en particulier, le stalinisme masquait ainsi que le salariat régnait en maître en URSS. En réduisant le socialisme à un problème de niveau de développement des forces productives (toute l'idéologie de l'URSS s'articulait notamment autour des taux de croissance supérieures à ceux des Etats-Unis et autour de l'objectif de rattrapage et dépassement de ces derniers) et de propriété juridique de ces forces productives, le stalinisme évacuait la lutte de classe qui est au cœur de ces rapports sociaux de production (c'est-à-dire tout l'enjeu entre les classes antagoniques autour de l'appropriation du surtravail). La mise au premier plan des forces productives, des moyens de production, correspond au primat de l'industrialisation, du stakhanovisme. L'escamotage des rapports sociaux de production dans la théorie marxiste est le fait d'un régime qui veut masquer ses propres rapports sociaux. L'examen de ces derniers est remplacé par la simple référence aux formes juridiques de la propriété des moyens de production. Cette propriété étant 'collective', 'non-privée', cela suffisait à la démonstration du caractère 'socialiste' du régime en place.

Précisons néanmoins, pour s'éviter un faux débat, que si nous insistons ici sur le rôle et l'importance des rapports sociaux, c'est bien parce qu'ils sont ignorés ou seconds chez les partisans de la complexification du social, mais ce n'est, bien sûr, pas pour renverser la proposition et nier la place des forces productives. En effet, Marx a bien évidemment relevé toute la dialectique qui s'établi entre les rapports sociaux de production et les forces productives, et notamment le stade atteint par ces dernières, donc le niveau de productivité du travail dans une société donnée qui peut conditionner l'éventail possible de rapports sociaux que les hommes peuvent nouer entre eux. Cependant, même s'ils interagissent constamment entre eux, c'est l'action des hommes (donc les rapports sociaux) qui met en œuvre les forces productives, même si cette action se fait dans un cadre technique donné. Pour faire image, prenons deux mondes, l'un où les hommes auraient disparus et ne resteraient que les forces productives et l'autre où ces dernières seraient détruites et ne subsisteraient que les hommes … lequel de ces deux mondes aurait un avenir ?

Une des perversités de la vision stalinienne de l'histoire est justement d'avoir systématiquement brisé la dialectique marxiste et isolé un élément pour le figer en vérité éternelle. Ainsi, tirés de leur contexte, certains passages de Marx ont été éhontément utilisés pour accréditer la conception *force-productiviste* de l'évolution de l'histoire comme ceux, célèbres, tirés d'une œuvre polémique et de jeunesse de Marx – *Misère de la philosophie* : *« Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel (...) Il y a un mouvement continuel d'accroissement dans les forces productives »*[22]. Sorti de son contexte, un tel passage laisserait accroire que les forces productives se développent toutes seules et engendrent les rapports sociaux de production : le moulin à bras donne le féodalisme et le moulin à vapeur le capitalisme. Or, si l'on replace ce passage de Marx dans le cheminement de sa démonstration, c'est une toute autre lecture qui s'en dégage. En effet, juste avant, Marx affirme que le développement des forces productives découle de l'antagonisme entre les classes : *« Donc il a fallu, pour obtenir ce développement des forces productives et cet excédent de travail, qu'il y eût des classes qui profitent et d'autres qui dépérissent »*[23]. Encore plus avant, il l'avait déjà énoncé encore plus explicitement : *« Au moment même où la civilisation commence, la production commence à se fonder sur l'antagonisme des ordres, des états, des classes, enfin sur l'antagonisme du travail accumulé et du travail immédiat. Pas d'antagonisme, pas de progrès. C'est la loi que la civilisation a suivie jusqu'à nos jours. Jusqu'à présent les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme des classes »*[24]. Marx ne peut être plus clair ici puisque *'dès le moment même où la civilisation commence'* le pôle dynamique n'est pas mis sur les forces productives mais sur les contradictions au sein des rapports sociaux : *'l'antagonisme des ordres, des états, des classes'*, etc., et il en conclura logiquement que, s'il n'y a pas de contradictions, s'il n'y a *'pas d'antagonismes'*, il n'y a *'pas de progrès'* en précisant même le sens de la relation, à savoir que *'les forces productives se sont développées grâce à ce régime de l'antagonisme de classes'* ou, autrement dit, que les forces productives se développent grâce aux rapports sociaux (conflictuels) de production. Et pour cause, les forces productives ne se développent pas par génération spontanée comme dans la vision forces-productivistes, les machines n'engendrent pas des machines par elles-mêmes, ce sont les hommes qui mettent les machines en œuvre dans le cadre de rapports sociaux donnés. Ce sont les contradictions sociales (les rapports sociaux de production en premier) qui développent les forces productives (ascendance d'un mode de production) où les freinent lorsqu'ils sont devenus surannés (obsolescence d'un mode de production).

La conception matérialiste développée par Marx et Engels ne consiste donc pas à dire que *« l'évolution sociale s'organise autour de la croissance des forces productives »*[25] mais que les hommes sont guidés par leurs intérêts matériels : *« L'histoire ne fait rien, elle 'ne possède pas de richesse immense', elle 'ne livre point de combat' ! C'est plutôt l'homme, l'homme réel et vivant qui fait tout cela, qui possède et combat ; ce n'est certes pas l' 'Histoire' qui se sert de l'homme comme d'un moyen pour œuvrer et parvenir – comme si elle était un personnage à part – à ses propres fins ; au contraire, elle n'est rien d'autre que l'activité de l'homme poursuivant ses fins »*[26]. L'activité de l'homme poursuivant ses fins, tel est le matérialisme développé par Marx et Engels et non celui d'hommes poussés dans le dos par l'histoire, par les forces productives dont on n'explique jamais pourquoi elles pourraient se développer indépendamment de l'action des hommes et de leurs rapports sociaux !

2) <u>La métaphore biologique</u>.

Le second préjugé théorique majeur se fonde sur la métaphore biologique, sur la comparaison abusive

[22] Marx, *Misère de la philosophie*, La Pléiade Economie I : 79.

[23] Marx, *Misère de la philosophie*, La Pléiade Economie I : 70.

[24] Marx, *Misère de la philosophie*, La Pléiade Economie I : 35.

[25] C. Darmangeat, ibid.

[26] Marx et Engels, *La Sainte famille*, La Pléiade III : 526.

entre organisme vivant et société. S'il est globalement correcte de parler de *complexification* des organes biologiques, il est par contre totalement faux de le transposer aux sociétés humaines et de parler de complexification des 'organes' sociaux. Marx et Engels ont été très clair là-dessus, ils savaient très nettement faire la différence entre les lois des sociétés humaines et celles qui régissent la nature. Ainsi, Engels dira dans son discours prononcé sur la tombe de Marx en 1883 qu'il y a deux lois distinctes et différentes : *« Tout comme Darwin a découvert la loi du développement organique de la nature, Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine »*. Et pour cause, puisqu'il a constamment du mettre en garde contre cette transposition des lois de la nature aux hommes ou des hommes à la nature : *« Toute la théorie darwinienne de la lutte pour l'existence est tout simplement le transfert, de la société à la nature vivante, de la théorie de Hobbes sur la guerre de tous contre tous et de la théorie économique bourgeoise de la concurrence ainsi que de la théorie de la population de Malthus. Une fois réalisé ce tour de passe-passe, il est très facile de transférer à nouveau ces théories de l'histoire de la nature à celle de la société ; et il est par trop naïf de prétendre avoir prouvé par-là que ces affirmations sont des lois naturelles et éternelles de la société »*[27]. C'est cette même confusion et transposition entre les lois de la nature et les lois des sociétés humaines que Marx avait dû combattre à propos des théories de Malthus : *« En effet, chacun des modes historiques de la production sociale a aussi sa loi de population propre, loi qui ne s'applique qu'à lui, qui passe avec lui et n'a par conséquent qu'une valeur historique. Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme »*[28].

Tout à l'opposé de ces lois immuables qui gouvernent la nature, Marx mettait en garde contre les énoncés – faciles mais totalement faux – de lois supra-historiques qui régiraient les sociétés humaines à l'image de ce qui se passe dans la nature. En réalité, la grande majorité des lois sociales sont *'propres à chacun des modes de production, ne s'appliquent qu'à lui et n'ont par conséquent qu'une valeur historique'* nous dit Marx, elles ne se complexifient donc pas forcément et progressivement au cours du temps ! Ce n'est autre que ce que Marx dit explicitement, dans une remarquable leçon de choses sur le matérialisme historique : *« Donc, des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans des milieux historiques différents, amenèrent des résultats tout à fait différents. En étudiant chacune de ces évolutions à part, et en les comparant ensuite, l'on trouvera facilement la clef de ces phénomènes, mais l'on n'y arrivera jamais avec le passe-partout d'une théorie historico-philosophique générale dont la suprême vertu consiste à être supra-historique »*[29]. Non, il n'existe pas de loi supra-historique de complexification croissante du social pour les sociétés humaines.

3) Une vision idéalisée du communisme primitif

Troisième préjugé théorique majeur, cette idée de *complexification sociale croissante au cours du temps* s'appuie souvent sur une conception très idéalisée du communisme primitif, voire carrément idéaliste. Ainsi, il s'écrit couramment dans la littérature se revendiquant du marxisme que le communisme primitif serait une sorte de paradis égalitaire, sans grandes tensions sociales, où régnerait une profonde unité au niveau du clan et qui serait traversé par de hautes valeurs morales... Ce paradis primitif ce serait alors perdu suite à la subdivision en classes de la société et devrait être retrouvé dans le communisme de demain, mais à un stade supérieur. Il est vrai que l'on retrouve une telle vision chez Engels dans *L'origine de la famille…* : *« l'organisation gentilice était issue d'une société qui ne connaissait pas de contradictions internes »*, la paix y serait le plus souvent la règle, la vendetta y serait exceptionnelle, la solidarité y régnerait, la liberté sexuelle et l'égalité entre les sexes seraient la norme[30], qu'y régnerait de hautes valeurs morales, etc[31]. Mais Engels ne disposait encore que de peu de sources ethnographiques sérieuses et fiables, aujourd'hui ce n'est plus le cas. L'on sait maintenant que l'absence de divisions socio-économiques, et donc de conflits autour de l'appropriation de la richesse dans le Communisme Primitif, n'implique pas que ce mode de production était une sorte de *Paradis primitif* sans conflits sociaux et sans hiérarchies sociales !

En vrac et pour ne prendre que les plus primitifs – les aborigènes d'Australie : les conflits guerriers y

[27] Engels, *Dialectique de la nature*, Ed. Sociales : 317.

[28] Marx, *Le Capital*, La Pléiade Economie I : 1146.

[29] Marx, *Réponse à Mikhailovski*, novembre 1877.

[30] *« L'assujettissement d'un sexe par l'autre, (…)* [le] *conflit des deux sexes* [est] *inconnu (…) dans toute la préhistoire »*.

[31] *« Et avec toute son ingénuité et sa simplicité, quelle admirable constitution que cette organisation gentilice ! (...) Toutes les querelles et toutes les disputes sont tranchées par la collectivité de ceux que cela concerne, la gens ou la tribu, ou les différentes gentes entre elles, - c'est seulement comme moyen extrême, et rarement appliqué, qu'intervient la menace de vendetta... (...) l'économie domestique est commune et communiste dans une série de familles, le sol est propriété de la tribu, seuls les petits jardins sont assignés provisoirement aux ménages (...) il ne peut y avoir de pauvres et de nécessiteux - l'économie domestique communiste et la gens connaissent leurs obligations envers les vieillards, les malades, les invalides de guerre. Tous sont égaux et libres - y compris les femmes. Il n'y a pas encore place pour des esclaves, pas plus qu'en général pour l'asservissement de tribus étrangères. (...) Et quels hommes, quelles femmes produit une pareille société, tous les Blancs qui connurent des Indiens non corrompus en témoignent par leur admiration pour la dignité personnelle, la droiture, la force de caractère et la vaillance de ces barbares. (...) Voilà ce qu'étaient les hommes et la société humaine, avant que s'effectuât la division en différentes classes »*.

sont fréquents ; la vendetta et surtout la peur permanente de cette vendetta pèse constamment sur tout un chacun[32] ; l'égalité entre les sexes est une douce légende ; la polygamie est de rigueur ; les femmes sont très nettement dominées par les hommes ; les jeunes dominés par les vieux ; la solidarité au niveau de la tribu est également un de ces grands mythes qui a la peau dure car l'on sait que la ruse, la duplicité et le viol y sont tout aussi présents, etc. Ainsi, les rivalités autour de la possession des femmes dans ces sociétés sont aussi vives que celles qui agitent les prétendants au trône dans les empires ... et on tue tout autant pour la possession des femmes chez les aborigènes que pour l'obtention du pouvoir dans les sociétés royales. Y règne aussi une véritable gérontocratie qui laisse les jeunes pour de véritables 'laissés pour compte', en ce sens que les plus âgés monopolisent l'essentiel de ce qui est important dans ces sociétés : les femmes et le sacré. Les jeunes garçons n'y ont pas accès (les jeunes filles et les femmes en sont exclues) et ils devront subir de très longs et très pénibles rites d'initiation étalés sur plusieurs années pour pouvoir y accéder[33]. Il en va de même en ce qui concerne le mariage. Seuls les plus âgés y ont accès et monopolisent les femmes (polygamie). Les jeunes garçons devront également subir de très nombreux et très pénibles rites d'initiations étalés sur plusieurs années pour pouvoir avoir accès aux femmes (vers l'âge de 30 à 40 ans).

Quant aux valeurs morales, qu'on en juge ! Chez les aborigènes, les femmes sont très souvent forcées d'avoir des rapports sexuels : prêt d'épouses, envois de femmes pour satisfaire les étrangers (que ce soit pour souhaiter l'hospitalité ou pour négocier avec des ennemis), mais, surtout, rituel de défloraison des toutes jeunes filles à leur puberté. Cette dernière épreuve imposée est terriblement sévère car il a été rapporté que 30 à 50 hommes peuvent se relayer, le viol pouvant être échelonné sur plusieurs nuits ! C'est un 'rituel' au cours duquel tous les hommes ont accès à la fille pubère, même ceux de la moitié exogamique habituellement interdite ! C'est un véritable inceste institué et intentionnel puisque ce viol collectif commence systématiquement par les frères pour se terminer par le futur mari ! Or, s'il existe un tabou strictement observé dans la vie courante et très sévèrement réprimé en cas de transgression dans toutes les autres occasions (mort immédiate par transpercions), c'est justement le commerce sexuel au sein de chaque moitié exogamique et, en particulier, le tabou entre le gendre et la belle-mère ... or, même un homme en position de gendre participe au viol ! Ce dernier est exécuté au mépris des règles les plus élémentaires de la parenté australienne. Le viol collectif est également de mise lors du rapt d'une épouse par le futur mari à l'aide d'un groupe d'amis (dans certains endroits le rapt est une forme tout à fait institutionnalisée de mariage) : la femme est violée par le groupe à tour de rôle pour finalement être laissée à celui qui fut à l'initiative de l'enlèvement : le mari. Le viol collectif est aussi pratique courante pour les femmes entrées en contact avec le sacré, que ce soit intentionnel (très rare) ou, le plus souvent, accidentel. Dans le même registre, quiconque de non-initié qui voit les objets sacrés ou passe près d'un site sacré doit être mis à mort, même si c'est un enfant en bas âge, etc. *« Hautes valeurs morales »* avez-vous dit ? Nous voilà très loin du raisonnement ternaire tant étalé dans la littérature marxiste : (a) paradis primitif avec hautes valeurs morales, solidarité tribale, etc. ; (b) dégradation et perte de ce paradis primitif avec la division en classe de la société et (c) réappropriation d'éléments de ce paradis primitif dans le communisme de demain mais à un stade supérieur ! Réappropriation du viol collectif dans le communisme supérieur ? Non merci[34] !

De plus, comme l'on pense communément que les sociétés premières ne connaissaient pas de contradictions internes, l'on en déduit que les conflits so-

[32] Dans cette société, la mort n'est pas considérée comme naturelle : elle est soit accidentelle, soit provoquée, soit le résultat supposé de la magie d'un 'malveillant'. Dans ces deux derniers cas il y a vendetta et le dernier (fréquent) implique que la vendetta peut tomber inopinément sur tout un chacun. D'où l'état de peur latente, de *« terreur constante »*, de *« terrifiante insécurité »*.

[33] Quand nous écrivons 'pénible', c'est un euphémisme car un de ces rites d'initiation consiste à subinciser à la pierre taillée tout le long de la hampe du pénis.

[34] Et que l'on ne vienne pas nous rétorquer que ce raisonnement ternaire à propos du communisme primitif ne serait que l'application de la dialectique à l'histoire de l'humanité : le passage aux sociétés de classe serait la *négation* du communisme primitif et la révolution socialiste serait la *négation* des sociétés de classe, donc, le communisme supérieur serait la *négation de la négation* et se rapproprierait les acquis du communisme inférieur à un stade supérieur. A cette logique formelle qui utilise la dialectique comme substitut à la démonstration historique, Marx et Engels répondaient déjà ceci lorsqu'ils parlaient de *l'expropriation des expropriateurs* : *« Donc, en caractérisant le processus comme négation de la négation, Marx ne pense pas à en démontrer par-là la nécessité historique. Au contraire : c'est avoir démontré par l'histoire comment, en fait, le processus en partie s'est réalisé, en partie doit forcément se réaliser encore, que Marx le désigne, en outre, comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée. C'est tout. Nous avons donc affaire derechef à une supposition gratuite de M. Dühring quand il prétend que la négation de la négation doit faire ici office de sage-femme en accouchant le futur du sein du passé, ou que Marx nous demande de faire crédit à la négation pour nous laisser convaincre que la communauté du sol et du capital (laquelle est elle-même une contradiction en chair et en os de M. Dühring) est une nécessité. C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique, que de la tenir, comme fait M. Dühring, pour un instrument de pure démonstration, à la façon dont on peut se faire une idée bornée, disons de la logique formelle ou des mathématiques élémentaires. (...) Vouloir, à l'usage d'un métaphysicien endurci comme M. Dühring, démontrer quoi que ce soit au moyen de la seule dialectique serait peine perdue »* (*Anti-Dühring*). Que nous disent Marx & Engels ? Ils nous disent qu'invoquer la dialectique en soi, sans faire la démonstration historique du processus considéré, ne peut constituer une preuve du mouvement dialectique. Seule une démonstration historique attestant du processus dialectique peut être pertinent. Dès lors, invoquer que le communisme supérieur serait la négation de la négation du communisme inférieur n'est d'aucun secours sans en faire la démonstration historique concrète.

ciaux sont devenus *'plus nombreux et plus complexes'* avec l'accroissement de la division du travail et l'apparition des différenciations socio-économiques. Certes, il n'existait pas de conflits sur une base socio-économique au sein des sociétés communistes primitives car la richesse et l'enjeu social autour de celle-ci n'existaient pas encore. Et c'est sur ce plan-là qu'Engels raisonne essentiellement. Mais il est faux de généraliser ce raisonnement à l'ensemble des plans de la vie sociale de ces sociétés car l'on sait maintenant qu'y existe une foule de conflits très complexes de nature politique, sociale, religieuse, interpersonnelle, clanique,... En réalité, ce qui s'est passé, c'est que ces multiples et fréquents conflits se sont modifiés qualitativement avec l'apparition de la richesse et de l'enjeu autour de cette dernière : ils ont progressivement été polarisés par le plan socio-économique qui est désormais devenu le pôle d'articulation majeur des sociétés humaines. Ceci est tout différent. Cela nous éloigne d'une vision toute idyllique du communisme primitif qui n'a plus lieu d'être avec ce que nous en savons à l'heure actuelle, vision idyllique qu'il faut abandonner car elle ne peut que nous enfoncer dans des contradictions insurmontables.

Evidemment, si l'on imagine la société *Communiste Primitive* comme 'simple', égalitaire, sans différentiations et tensions sociales, car sans exploitation socio-économiques, alors la suite de l'histoire humaine ne peut se concevoir que comme allant 'du plus simple au plus complexe'. C'est malheureusement une vue de l'esprit qui tient encore une fois plus du conte de fée que de la réalité. Finalement, à bien y regarder, et contrairement à ce que l'on pense habituellement, la seule chose qui soit réellement simple dans les sociétés premières sans classes est le niveau technique. Pour le reste, rien dans ces sociétés n'est simple, si ce n'est l'image simpliste que l'on s'en fait.

4) Une vision force-productiviste du social

Comme il est constaté que la complexification technique croissante s'accompagne d'un développement de la division sociale du travail, l'on en déduit automatiquement que cela engendrerait un corps social plus différencié. C'est ce qui est systématiquement affirmé pour la sortie des sociétés premières et pour le long passage aux sociétés de classes. Or, il n'y a aucun lien univoque entre l'accroissement de la division sociale du travail et l'ampleur des différenciations sociales au sein d'une société, autrement dit, une division sociale croissante du travail n'implique pas nécessairement une différenciation sociale plus grande. On l'a vu avec Marx qui, dans le *Manifeste*, nous apprend que le capitalisme accroît puissamment la division du travail mais, en même temps, a *« simplifié les antagonismes de classe »* ! A bien y regarder, si l'on compare le capitalisme – qui a poussé la division du travail à un niveau jamais atteint dans l'histoire – avec les autres modes de production, l'on constate que les différenciations sociales capitalistes sont bien plus simples. Ainsi, celui qui se penche sur le monde social romain constatera qu'il va bien au-delà de la simple opposition entre les maîtres et les esclaves et qu'il avait l'art de multiplier les ordres et les statuts au fur et à mesure de son extension (citoyens, esclaves affranchis, libres, ingénus, etc.). C'est encore plus vrai pour le monde médiéval qui est un véritable labyrinthe social bien plus complexe que l'image d'Épinal que l'on s'en fait habituellement avec son opposition entre les serfs et les seigneurs. A côté du monde social antique et moyenâgeux, le monde social capitaliste est d'une simplicité enfantine ! Il est donc théoriquement faux de penser que les différenciations sociales sont nécessairement plus importantes et complexes avec l'accroissement de la division sociale du travail.

De plus, en adoptant cette vision, on identifie et confond les lois de l'évolution des sociétés humaines avec les lois de l'évolution technique, de l'évolution des forces productives, car il est supposé que, comme l'évolution technique se complexifie, alors l'évolution sociale se complexifierait aussi, cqfd ! Misère du matérialisme vulgaire ! Ce préjugé procède d'une méconnaissance de la différence fondamentale que fait le marxisme entre les lois de l'évolution technique, de l'évolution des forces productives et celles qui président aux transformations sociales. En effet, les inventions et le savoir technique sont par nature des phénomènes cumulatifs et qui se complexifient (même s'il peut y avoir des aléas au cours du temps), par contre, l'organisation socio-économique des sociétés humaines n'obéit pas à ce processus cumulatif et de complexification. Ainsi, la société capitaliste et son organisation politique, ne supposent (ni n'incluent) l'organisation clanique ou lignagère des sociétés premières, ni le rapport tributaire des sociétés royales, ni l'esclavage des sociétés antiques, ni la vassalité du Moyen Age. Si on peut parler de complexification croissante pour l'infrastructure matérielle des sociétés (avec certaines réserves sur certains plans d'ailleurs), l'on ne peut pas du tout en dire autant en ce qui concerne leurs structures sociales. C'est l'abc du matérialisme historique[35].

5) Une vision gradualiste de la naissance de l'Etat

A la suite de Engels, beaucoup d'auteurs marxistes pensent classiquement que l'apparition des classes engendre une complexification croissante de la société consécutivement au développement des différen-

[35] Pour prévenir toute fausse discussion, nous précisons également que nous nous référons à la définition que Marx et Engels donnent des *forces productives* et des *rapports sociaux de production* dans leurs écrits postérieurs à l'*Idéologie allemande* car ces deux notions (dont la terminologie était encore incertaine) y étaient encore en partie confondues.

ciations socio-économiques et qu'un Etat est alors nécessaire pour réfréner les conflits croissants afin que la société ne s'épuise pas en laissant libre cours à ses divisions[36]. C'est ce raisonnement qui est habituellement repris par ceux qui se rattachent à l'analyse marxiste (cf. les citations données au début de cette contribution). Ainsi, il est communément affirmé que l'Etat serait l'expression d'une société plus complexe, plus différenciée, plus centralisée que celles sans Etats, et de penser aux agents du roi, à la bureaucratie, à l'appareil d'Etat, à tout ce qui fait défaut dans les sociétés non étatiques qui devraient en conséquence être plus simples.

Or, avec les éléments dégagés ci-dessus concernant les sociétés premières, il faut préciser les choses, aller plus loin que ce qu'avait pu en dégager Engels. Certes, avec l'émergence de la richesse et de l'enjeu social pour s'en accaparer la part maximale (et ensuite avec l'extorsion d'un surtravail par une minorité), la société s'est enrichie en différenciations dans sa dimension *socio-économiques*. C'est d'ailleurs sur ce plan-là (le plan socio-économique) qu'Engels raisonne essentiellement et il n'y a rien à redire à cela. Pour lui, l'Etat naît de la nécessité de réfréner les antagonismes surgissant de ces différenciations *socio-économiques* qui menacent la société de se consumer.

Cependant, les nouvelles connaissances accumulées nous forcent à préciser les choses au niveau du processus car, en quoi la naissance de l'Etat rendrait-elle forcément la vie plus complexe ? Etrange évidence, car on pourrait tout autant soutenir le contraire. En effet, nous avons déjà vu que, pour Marx, l'Etat bourgeois avait simplifié, homogénéisé, unifié par rapport aux structures politico-sociales de l'Ancien Régime. Ce fut notoirement le cas lors des révolutions nationales bourgeoises par rapport à l'émiettement des sociétés féodales, à la multiplicité du Droit et des règlements dans chaque entité et catégories sociales moyenâgeuses, etc. De plus, bien peu le savent, mais certains Etats sont minimalistes et/ou dépourvus de bureaucratie, comme ce fut le cas des cités-Etats du monde Grec et même de l'Empire Romain assez longtemps après sa fondation ! Toutes ces données correspondent très mal à l'image classique d'une *'complexification croissante'*. De même, lorsque l'on étudie les structures et le fonctionnement des sociétés premières, l'on ne peut qu'être frappé par leurs incroyables complexités, par une tendance générale à des conflits endémiques et par une vendetta fortement pesante. Tout ceci suggère que l'émergence des premières formes d'Etat a plutôt 'simplifié' la vie dans ces sociétés premières, canalisé et réfréné les conflits dans les limites de l'ordre, permettant en retour une plus grande stabilité dans la société (condition d'ailleurs indispensable à l'émergence de l'agriculture). Ceci peut d'ailleurs se percevoir dans les sociétés fonctionnant sur la base d'un semi-Etat comme chez les Toradja, les Dogons, les Kachin ou les Iroquois[37], etc. En réalité, lorsque l'on étudie le fonctionnement politique d'une société sans Etat, l'on constate que maintenir l'équilibre politique dans une telle société est une entreprise très complexe et toujours en sursis car, selon les endroits, elle est partagée entre de nombreux clans et lignages indépendants, prêts à prendre les armes les uns contre les autres, traversés d'alliances fragiles et révisables à tout instant. Dès lors qu'existe un organe spécialisé destiné à régler les conflits, la menace ressentie comme quasi permanente de la vendetta disparaît progressivement et les conflits guerriers autrefois fréquents sont désormais sous le contrôle d'un organe spécialisé, etc. Bref, toutes les données ethnologiques donnent à penser que le processus est inverse à l'idée de *complexification croissante* pour le passage aux sociétés de classes !

[36] *« Enfin l'organisation gentilice était issue d'une société qui ne connaissait pas de contradictions internes, et elle n'était adaptée qu'à une société de cette nature. Elle n'avait aucun moyen de coercition, sauf l'opinion publique. Mais voici qu'une société était née qui, en vertu de l'ensemble des conditions économiques de son existence, avait dû se diviser en hommes libres et en esclaves, en exploiteurs riches et en exploités pauvres ; une société qui, non seulement ne pouvait plus concilier à nouveau ces antagonismes, mais était obligée de les pousser de plus en plus à l'extrême. Une telle société ne pouvait subsister que dans une lutte continuelle et ouverte de ces classes entre elles, ou sous la domination d'une tierce puissance qui, placée apparemment au-dessus des classes antagonistes, étouffait leur conflit ouvert et laissait tout au plus la lutte de classes se livrer sur le terrain économique, sous une forme dite légale. L'organisation gentilice avait cessé d'exister. Elle avait été brisée par la division du travail [et par son résultat, la scission de la société en classes]. Elle fut remplacée par l'État. (...)*

L'État n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société; il n'est pas davantage « la réalité de l'idée morale», «l'image et la réalité de la raison», comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État » (*Anti-Dühring*).

[37] Contrairement à ce que pensait Engels, les Iroquois sont déjà bien loin du stade des sociétés communistes primitives puisqu'ils connaissent la production de richesses et de très fortes différenciations sociales fondées sur des différenciations économiques. Contrairement à ce qu'il pensait également, cette société connaissait la *domination* et la *servitude*, non pas sous sa forme antique bien entendu, mais une domination et une servitude déjà très développées et essentiellement actives au sein de la sphère de la production. Sur le plan des 'forces productives', ce ne sont d'ailleurs plus du tous des sociétés de chasseurs cueilleurs nomades : ils étaient essentiellement horticulteurs et agriculteurs (la chasse et la pêche n'y jouaient plus qu'un rôle mineure) et très largement sédentaires (ils habitaient dans des villages semi-permanents). Dès lors, l'organisation politique de la société iroquoise est déjà à un stade beaucoup plus avancé par rapport à de très nombreuses autres sociétés premières connues puisqu'elle possède déjà un semi-Etat.

6) Une dialectique sociale mal comprise

Enfin, il nous apparaît que cette soi-disant tendance à la *complexification croissante du social* est en totale contradiction avec les lois de la dialectique et, en particulier, de la dialectique de succession des formes sociales et des modes de production dans l'histoire. En effet, l'unité des contraires engendre un stade qualitativement supérieur : *'une unité supérieure véritable comme résultat de la négation de la négation' - AntiDhüring*[38]. Les cadres sociaux d'une société nouvelle, les rapports sociaux que les hommes y nouent entre eux, sont radicalement différents des rapports sociaux et des cadres sociaux de l'ancienne société. Le cadre social et les rapports sociaux du communisme de demain ne seront pas le produit d'une mixture plus complexe résultant de l'addition cumulative des cadres sociaux claniques, lignagers, tributaires, esclavagistes, serviles et salariés, ils seront fondés sur des bases nouvelles. Cependant, il est tout aussi évident que, dans le cadre de ces rapports sociaux nouveaux, qualitativement différents, les hommes utiliseront, s'appuieront et profiterons du savoir, des forces matérielles et des acquis cumulatifs du passé.

Partie III : L'enjeu de cette discussion

Pourquoi devrait-on discuter de cette question se demanderont certains ? Ne serait-elle pas purement théorique ? Quelle est son utilité pratique ? Nous nous réservons de répondre à ces questions dans un prochain numéro pour ne pas alourdir cette contribution déjà bien longue. Disons cependant déjà qu'elle nous paraît très importante, ne fût-ce que pour une question cruciale, à savoir l'orientation qu'il nous faudrait prendre pour pouvoir faire émergence la société communiste de demain. En effet, si l'on pense que le communisme tient essentiellement d'une dynamique *quantitative*, alors il se confond centralement avec la poursuite du développement des forces productives, tandis que si l'on estime qu'il dépend surtout d'une dynamique *qualitative*, alors il faut d'abord et avant tout se soucier du type de rapports sociaux *qualitatifs* qui y seront noués. Sur ce plan également, il s'agira d'abord et avant tout de se débarrasser des scories laissées par la contre-révolution qui faisait tout dépendre des forces productives … quitte à s'accommoder des pires rapports sociaux d'un capitalisme d'Etat totalitaire. Une telle perspective qualitative est également bien plus compatible avec certaines limites écologiques incontournables qui rendent la voie force-productiviste encore plus caduque. Enfin, elle permet de dépasser un débat qui nous paraît souvent oiseux entre les partisans d'une phase transitoire et les communisateurs.

Conclusion

Si nous constatons bien une complexification croissante à toute une série de niveaux de la société (technique, connaissance, division du travail, infrastructure, etc.), l'on ne peut certainement pas en dire autant concernant les structures sociales qui sont à la racine des différentes civilisations. En d'autres termes, on ne voit, au cours de l'histoire des sociétés, aucune tendance générale à complexification croissante du social, ni d'ailleurs à sa simplification ! A vrai dire, à part la discussion de la thèse générale, une fois acquise l'idée qu'il n'y a pas d'évolution du simple au complexe dans le domaine des rapports sociaux, nous estimons que la discussion pour déterminer qu'elle serait le plan qui est plus complexe ou plus simple dans tel ou telle société est d'un non-intérêt total. Beaucoup plus intéressante par contre, et au cœur de l'analyse marxiste des sociétés, est l'étude de l'évolution *qualitative* des rapports sociaux entre les hommes : l'analyse *qualitative* des structures sociales, leur évolution dans le temps et leurs nature et formes dans la société de demain … ce qui nous renvoie à la troisième partie de cette contribution que nous développerons dans un prochain numéro.

C. Mcl

[38] *"Pour la dialectique, par contre, qui appréhende les choses et leurs reflets conceptuels essentiellement dans leur connexion, leur enchaînement, leur mouvement, leur naissance et leur fin... (...) En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée"* Engels et Marx, *Anti-Dhüring*.

Références sur la
Gauche communiste internationaliste & al.

Livres et brochures (en français)

La revue Kommunist (Moscou 1918). Les communistes de gauche contre le capitalisme d'Etat, Smolny
La Gauche Communiste d'Italie (Philippe Bourrinet)
Un siècle de Gauche Communiste «Italienne» + Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste (Ph.B.).
'Gramscisme' et 'Bordiguisme' - Le sens d'une confrontation politique hier et aujourd'hui (Ph.B.).
Internationalisme contre «national-bolchevisme» Le deuxième congrès du KAPD (1-4 août 1920) Berlin (Ph.B.).
Congrès public extraordinaire du KAPD, tenu à Berlin du 11 au 14 Septembre 1921 (Ph.B.).
La Gauche Communiste germano-hollandaise - des origines à 1968 (Ph.B.). **Edition moto proprio, juin 2018.**
La Gauche communiste belge 1921-1970 : Michel Olivier, 7 rue Paul Escudier, 75009 Paris.
La dégénérescence de l'IC, le cas du PCF 1924-27 : idem.
La Ligue communiste et la Fraction de gauche 1930-32, Treint-Marc : idem.
Le Groupe ouvrier du Parti communiste russe 1922-37, G. Miasnikov : idem.
La Gauche bolchevik et le pouvoir ouvrier 1919-27, les décistes et l'Opposition ouvrière : idem.
La Gauche communiste de France : idem.
L'autre Résistance Le PCI et les oppositions de gauche 1943-1945 (Arturo Peregalli).
Marc Laverne et la Gauche communiste de France : Jean-Louis Roche, 67, rue Henri-Ginoux, F – 92120 Montrouge.

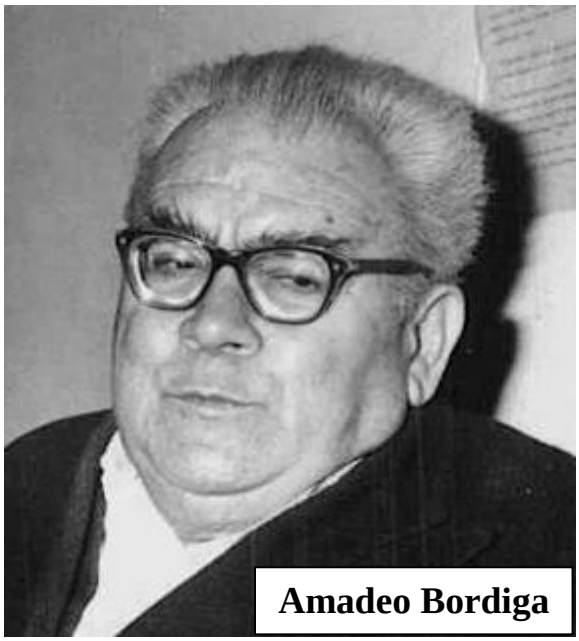
Sites Web (en français)

Smolny
Left Wing Communism – an infantile disorder ?
Fragments d'histoire de la gauche radicale
Pantopolis
Archives Antonie Pannekoek
Comprendre avec Rosa Luxemburg
Conseils ouvriers contre capital
Batailles socialiste
GARAP
Les syndicats contre la classe ouvrière
Critique sociale
Guerre de classe
Espace contre ciment
Des nouvelles du front
Théorie communiste
Hic Salta - Communisation
DDT21 – Douter de tout…

Perspective internationaliste (PI)
Le Cercle de Paris (CDP)
Raoul Victor
Le prolétariat universel (PU)
Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)
Courant communiste international (CCI)
Groupe communiste internationaliste (GCI)

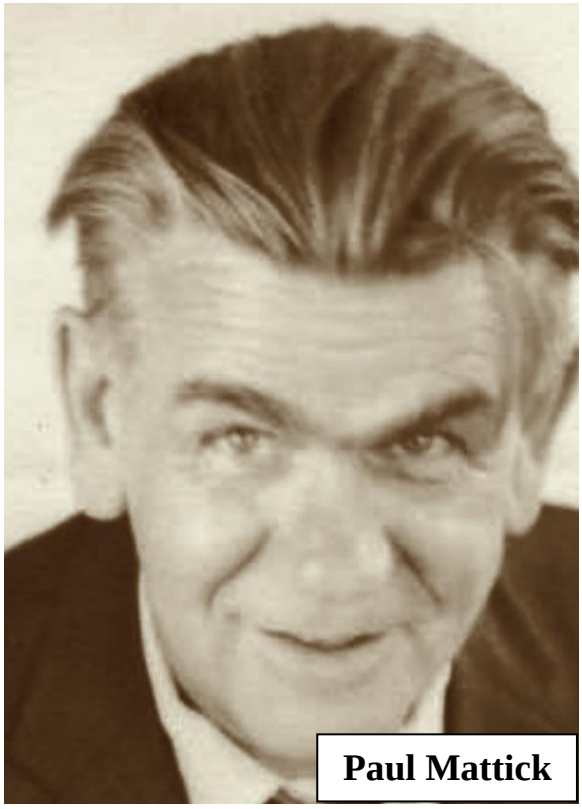
Tendance communiste internationaliste (TCI)
Instituto Onorato Damen (IOD)

Parti communiste international (PCInt)
Gauche communiste (GC)
Cahiers internationalistes (CI)
N+1, Quaderni internazionalisti
Bibliothèque internationale de la Gauche communiste
Robin Goodfellow

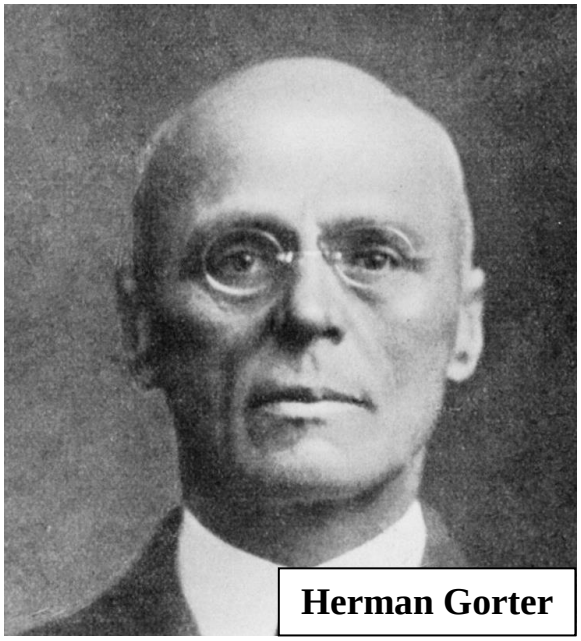


Amadeo Bordiga

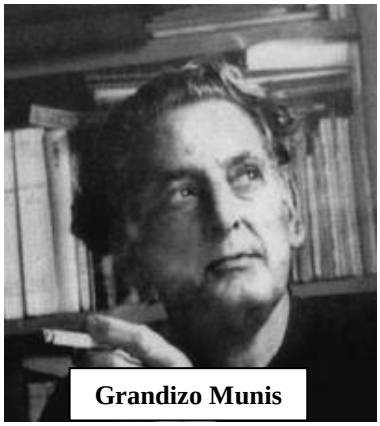
Anton Pannekoek



Paul Mattick

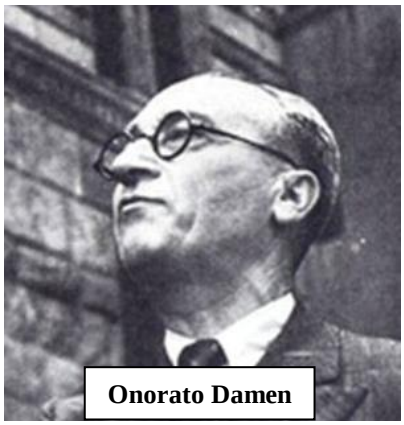


Herman Gorter



Grandizo Munis

Ottorino Perrone



Onorato Damen

Table des matières

Présentation du n°5 de Controverses 2
Crise – Conflits – Luttes – Populisme 4
Les crypto-monnaies 10
La signification des luttes de 1966 à 1972 16
Casques blancs et boucliers noirs 24
Voyage en outre-gauche 28
Les conseils ouvriers en Allemagne 1918-1923 30
L'hôtel Eden dans la nuit des temps 39
Fiction théâtrale et réalité historique 45
La société se complexifie-t-elle au cours du temps ? 46

Controverses est la publication du *Forum pour une Gauche Communiste Internationaliste*. Nous espérons la faire paraître deux fois par an en français, et avec un rythme plus réduit dans d'autres langues. Toutes ces publications sont librement téléchargeables et diffusables depuis notre site Web. Celui-ci met également à disposition d'autres textes du mouvement ouvrier, des prises de position sur l'actualité, des contributions aux débats au sein de la classe ouvrière et de ses avant-gardes, ainsi que des actualisations de certains de nos textes de base.

Nous invitons nos lecteurs qui le souhaitent à nous aider en nous soumettant leurs commentaires, en diffusant la revue, en participant au travail de traduction et en nous soutenant financièrement (abonnements et contributions).

Site Web : www.leftcommunism.org
Abonnement : quatre numéros (2 ans) - 20 euros (frais d'envoi inclus)
Éditeur responsable : Sabatier, Guy